



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVIII^e Année

Tome I N^o 4 - Avril 1973

SOMMAIRE :

III	Les mesures de politique anti-inflationniste en Allemagne fédérale, en France, aux Pays-Bas et en Belgique.
XXV	Accord avec les banques relatif à l'application d'une commission spéciale sur l'augmentation des comptes étrangers convertibles.
1	Statistiques.
135	Législation économique.
139	Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LES MESURES DE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE EN ALLEMAGNE FEDERALE, EN FRANCE, AUX PAYS-BAS ET EN BELGIQUE

Le présent article a pour but de décrire les actions que la Belgique et trois pays voisins, à savoir l'Allemagne fédérale, la France et les Pays-Bas, ont entreprises récemment pour combattre l'inflation, dont le symptôme le plus tangible est la hausse considérable et croissante des prix.

L'exposé principal est précédé par un chapitre préliminaire qui situe brièvement les phénomènes inflationnistes dans leur contexte économique général et fait apparaître le degré de similitude des développements nationaux. Ce degré est d'une importance inégale suivant les aspects considérés. En ce qui concerne les marchés de l'emploi, par exemple, on constate que celui de l'Allemagne fédérale se caractérise d'ores et déjà par une demande de travailleurs qui dépasse sensiblement les réserves disponibles, alors que des déséquilibres subsistent dans l'autre sens en France, aux Pays-Bas et en Belgique; pendant la période la plus récente, ces déséquilibres ont toutefois commencé à s'atténuer, mais leur résorption est entravée par le fait qu'ils semblent être plutôt d'ordre qualitatif que quantitatif.

Comme trait commun, on constate dans les quatre pays considérés une expansion accélérée de l'activité et de la demande pendant les premiers mois de 1973.

L'action anti-inflationniste ne se sert pas des mêmes instruments dans les pays considérés et, surtout, ne se caractérise pas par un dosage uniforme de ses principales composantes. L'Allemagne fédérale recourt à la fois à l'application de mesures très restrictives dans le domaine des finances publiques et du contrôle des liquidités monétaires. En France, l'action porte surtout sur le freinage du

crédit par le truchement du système de réserves obligatoires, tandis qu'un effet direct est exercé sur les prix par la réduction de certains taux de la taxe sur la valeur ajoutée. Aux Pays-Bas, l'accent est mis sur un accord conclu entre les partenaires sociaux relatif à l'évolution des salaires, des prestations sociales, des marges bénéficiaires et des prix, tandis qu'en Belgique le poids principal de l'action anti-inflationniste repose sur la politique monétaire et sur le contrôle direct des prix.

Il va de soi que cette description sommaire des actions anti-inflationnistes ne couvre pas tous les aspects de celles-ci et doit être nuancée à l'aide de l'aperçu détaillé qui fera l'objet des pages suivantes.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL DANS LES QUATRE PAYS EXAMINES

Les quatre pays examinés ont enregistré, en 1971, un recul de leur taux d'expansion économique, notamment au second semestre de l'année, pendant lequel des politiques de soutien de la conjoncture furent annoncées ou mises en œuvre. La France, qui bénéficiait encore des effets de la dévaluation du mois d'août 1969, se distinguait des autres pays par une décélération nettement plus faible de sa croissance économique.

Produit national brut
(Variations, en p.c., à prix constants)

	1970	1971	1972 ^e	1973 ¹
Allemagne fédérale	+ 5,9	+ 2,6	+ 3,0	+ 5,0
France	+ 5,9	+ 5,0	+ 5,5	+ 6,0
Pays-Bas	+ 6,0	+ 4,5	+ 3,5	+ 4,5
Belgique	+ 6,2	+ 3,7	+ 4,1	+ 4,6

^e Estimations.
¹ Prévisions.

Dans le courant de 1972, une reprise s'est développée dans tous les pays étudiés, mais suivant des profils différents : elle a été moins nette et plus tardive aux Pays-Bas qu'en Allemagne fédérale et en Belgique, tandis qu'en France l'accélération en 1972 a été, comme l'infléchissement en 1971, d'ampleur limitée, le taux de croissance s'étant maintenu à un niveau relativement élevé tout au long de cette période.

L'homogénéité des tendances conjoncturelles a été plus nette depuis le début de 1973, caractérisé, comme il a déjà été dit, par une accentuation générale de l'expansion.

L'incidence des dépenses publiques sur l'évolution conjoncturelle paraît avoir été quelque peu différente selon les pays. Pour les années 1971 et 1972, les dépenses de caisse du pouvoir central ont augmenté de 12 et 12,1 p.c. en Allemagne fédérale (Bund), de 12 et 8 p.c. en France (le dernier taux serait un peu plus élevé, s'il n'y avait pas eu certains chevauchements de dépenses), de 18,2 et 12,3 p.c. aux Pays-Bas et de 12,8 et 17,6 p.c. (15,4 p.c. si l'on exclut les remboursements de taxes indirectes sur les stocks) en Belgique. Grâce notamment à la progression sensible des recettes fiscales, le solde laissé par l'exécution des budgets s'est sensiblement amélioré de 1971 à 1972 en France et aux Pays-Bas; en Belgique le déficit a fortement augmenté; en Allemagne fédérale, il s'est élargi aussi en ce qui concerne le Bund, alors que pour le Bund et les Länder ensemble il s'est nettement réduit.

En Allemagne fédérale, le marché de l'emploi, après un mouvement lent mais régulier de détente en 1971 et au début de 1972, a subi un changement très net de tendance à partir du second semestre de 1972 au point que, suivant les dernières données disponibles, le nombre d'emplois vacants est déjà trois fois plus important que celui des chômeurs, malgré le fait que l'effectif des ouvriers étrangers est passé de 2,1 à 2,5 millions. Dans les trois autres pays, l'amélioration du marché de l'emploi est de date plus récente et d'une ampleur plus modérée : en France, le chiffre dessaisonnalisé des demandes d'emploi a atteint un maximum au mois de septembre 1972; à la fin de l'année il était encore supérieur à celui de douze mois plus tôt; en Belgique, le taux dessaisonnalisé du chômage n'a commencé à se réduire qu'à partir du mois de décembre; un mouvement analogue s'est produit aux Pays-Bas.

Dans les quatre pays étudiés, la hausse des prix à la consommation, déjà relativement élevée en 1971, s'est aggravée dans le courant de l'année passée; pour les deux premiers mois de 1973, elle se situait entre 6,5 et 7 p.c. par rapport à la même période de l'année précédente en Allemagne fédérale, en France et en Belgique, tandis qu'elle atteignait 7,4 p.c. aux Pays-Bas. Les produits alimentaires ont fortement contribué à cette évolution.

Prix à la consommation

(Variations en p.c. sur la base des indices moyens de la période)

	1970	1971	1972	1973 1 janvier-février
Allemagne fédérale	+ 3,8	+ 5,1	+ 5,8	+ 6,7
France	+ 5,6	+ 5,4	+ 5,9	+ 6,5
Pays-Bas	+ 3,6	+ 7,5	+ 7,8	+ 7,4
Belgique	+ 3,9	+ 4,3	+ 5,5	+ 6,9

1 Par rapport à la même période de 1972.

Le fait le plus frappant en matière de prix au cours des derniers mois est l'accélération très sensible de la hausse des prix de gros sous l'influence du renchérissement des produits de base sur les marchés mondiaux. Il s'agit là d'un phénomène dont les effets ne se sont pas encore pleinement diffusés dans les économies nationales.

Le taux d'accroissement des salaires horaires payés par l'industrie s'est accentué aux Pays-Bas et en Belgique. Par contre, il est demeuré étale, mais élevé, en France, tandis qu'il a accusé un net recul en Allemagne fédérale.

Salaires horaires

(Variations en p.c. sur la base des indices moyens de la période)

	1970	1971	1972
Allemagne fédérale	+ 14,0	+ 12,0	+ 7,9
France	+ 10,1	+ 10,9	+ 11,0 ¹
Pays-Bas ²	+ 10,7	+ 11,7	+ 12,8
Belgique	+ 11,7	+ 12,1	+ 14,0

¹ Neuf mois.

² Salaire conventionnel.

Dans les quatre pays examinés, l'accroissement des disponibilités monétaires a enregistré, en 1972, des taux extrêmement élevés, se situant entre 14 et 18 p.c.; il en est de même de l'ensemble constitué par les liquidités monétaires et quasi monétaires, sauf qu'aux Pays-Bas la consolidation d'effets publics à court terme compris dans la masse des liquidités quasi monétaires a nettement modéré l'évolution commentée ici.

Liquidités monétaires et quasi monétaires ¹

(Variations en p.c. sur la base des montants à la fin des années)

	Liquidités monétaires			Liquidités monétaires et quasi monétaires		
	1970	1971	1972	1970	1971	1972
Allemagne fédérale	+ 8,8	+ 12,3	+ 14,6	+ 10,5	+ 14,5	+ 17,0
France	+ 11,0	+ 11,1	+ 15,4	+ 15,1	+ 17,6	+ 18,5
Pays-Bas	+ 11,8	+ 15,0	+ 17,6	+ 10,5	+ 10,2	+ 11,3
Belgique	+ 8,3	+ 10,1	+ 14,0	+ 8,0	+ 13,2	+ 16,6

¹ Par suite de différences dans les définitions, les pourcentages de variation calculés pour les quatre pays ne sont pas rigoureusement comparables entre eux.

LES MESURES DE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE EN ALLEMAGNE FEDERALE

1. Mesures dans le domaine monétaire.

1) *Taux d'intérêt et politique d'open market.*

A partir du 9 octobre 1972, la Deutsche Bundesbank a inauguré une politique de relèvement des taux, qui s'est concrétisée par les changements suivants :

	Taux d'escompte	Taux des avances sur titres
1972 25 février	3,0	4,0
9 octobre	3,5	5,0
3 novembre	4,0	6,0
1 ^{er} décembre	4,5	6,5
1973 12 janvier	5,0	7,0

De même, dans le cadre de sa politique d'open market, la Bundesbank a récemment majoré de façon sensible le rendement des effets qu'elle vend aux entreprises et particuliers : pour les effets à six mois, le taux a été porté de 6,72 au mois de novembre à 7,52 à partir de janvier et pour les effets à deux ans de 7,37 à 8,31. Cette politique reflète la volonté de la Banque de retirer des fonds de la circulation (politique de liquidité) et, surtout, une tentative de relever les taux créditeurs en offrant à la clientèle des instruments de placement en concurrence directe avec les dépôts à terme des banques et avec les bons d'épargne des caisses d'épargne.

A partir du 1^{er} janvier 1973, les taux d'intérêt des dépôts d'épargne ont été majorés, en moyenne, de 0,50 p.c.

2) *Abaissement des contingents de réescompte des instituts de crédit auprès de la Bundesbank.*

Les contingents de réescompte dont disposent les instituts de crédit auprès de la Bundesbank ont subi six abaissements de 10 p.c., avec effet respectivement au 1^{er} mars, au 1^{er} juillet, au 1^{er} août, au 1^{er} décembre 1972 ainsi qu'au 1^{er} février et au 1^{er} avril 1973. Au surplus, depuis le 8 février 1973, les contingents ne peuvent être utilisés qu'à concurrence de 60 p.c. A ce moment, le contingent total atteignait 17 milliards de Deutsche Mark, ce qui fait que l'utilisation ne pouvait porter que sur 10 milliards. Comme, en fait, les plafonds étaient utilisés à concurrence de 90 p.c., cette limitation a eu, dans l'immédiat, un effet considérable sur les liquidités disponibles.

3) *Réserves monétaires obligatoires.*

Les instituts de crédit allemands doivent constituer, auprès de la Bundesbank, des réserves obligatoires exprimées en pour cent des dépôts qui leur sont

confiés. La loi y relative fixe des maxima, tandis que la Bundesbank établit les taux effectifs d'après la localisation et l'importance des moyens d'action des instituts de crédit. Depuis le dernier relèvement, survenu le 1^{er} mars 1973, les taux des réserves obligatoires sont établis comme suit (en pour cent) :

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Dépôts d'épargne
<i>Engagements vis-à-vis des résidents :</i>			
Taux maxima	30	20	10
Taux effectifs ¹	11 à 20	9 à 14	8 à 9
<i>Engagements vis-à-vis des non-résidents :</i>			
Taux maxima (encours + accroissement)	100	100	100
Taux effectifs :			
Encours	40	35	30
Accroissement	60	60	60

¹ Les taux présentés pour les trois catégories de dépôts sont les taux extrêmes, déterminés d'après la localisation et l'importance des moyens d'action des instituts de crédit.

En montant absolu, la réserve constituée s'élevait à environ 57 milliards de Deutsche Mark vers le 20 mars 1973.

4) « Bardepot ».

Sauf certaines exceptions, tous les emprunts extérieurs des entreprises — et des instituts de crédit dans la mesure où leurs engagements extérieurs ne sont pas déjà soumis au régime des réserves obligatoires — qui excèdent un montant minimum et ne sont pas liés directement à des transactions extérieures habituelles en biens et services, sont soumis depuis le 1^{er} mars 1972 à un dépôt obligatoire sans intérêt auprès de la Bundesbank et dont le taux maximum s'élevait à 50 p.c. du montant emprunté. A partir du 23 février 1973, le taux maximum du dépôt a été relevé de 50 à 100 p.c. et l'escompte d'effets intérieurs à l'étranger a été compris dans l'obligation du « Bardepot ».

	Montant minimum exempt de dépôt (en Deutsche Mark)	Taux effectif du dépôt
1972 1 ^{er} mars	2.000.000	40
1 ^{er} juillet	500.000	50
1973 1 ^{er} janvier	50.000	50

2. Mesures dans le domaine des finances publiques.

Jusqu'à la fin de 1972, les développements inflationnistes ont été combattus essentiellement par la politique monétaire. Cependant, il est apparu que cette

politique ne pouvait à elle seule supporter toute la charge de la lutte contre l'inflation et devait être complétée par des mesures d'ordre fiscal.

Aussi, le Gouvernement fédéral a-t-il annoncé le 18 février 1973 une série de mesures fiscales qu'il compte appliquer, pour la plupart à partir du 1^{er} juillet 1973, après avoir reçu l'assentiment du Parlement. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la période 1973-1976 couverte par la politique financière à moyen terme et devraient rapporter 13 milliards de Deutsche Mark de recettes supplémentaires durant cette période.

1) *La taxe sur les huiles minérales* (essence et mazout) sera relevée de 5 pfennigs le litre (ou de 7 à 9 p.c.) à partir du 1^{er} juillet. Le produit fiscal escompté serait de 700 millions de Deutsche Mark en 1973, de 2 milliards en 1974 et de 7 milliards jusqu'à fin 1976. En outre, le raccourcissement du délai de paiement de l'impôt sur les huiles et sur l'alcool permettra d'augmenter les recettes fiscales respectivement de 700 et de 200 millions de Deutsche Mark en 1973.

2) *L'impôt sur les revenus et les bénéfices* sera relevé de 10 p.c. à partir du 1^{er} juillet 1973 jusqu'au 30 juin 1974 pour les revenus des personnes physiques supérieurs à 100.000 Deutsche Mark (pour les célibataires) ou 200.000 Deutsche Mark (pour les ménages) et pour les bénéfices de toutes les entreprises. Le produit de cette majoration est estimé à 2,4 milliards de Deutsche Mark; il sera provisoirement gelé auprès de la Bundesbank.

Le Gouvernement a préféré cette mesure à l'introduction d'un impôt conjoncturel basé sur la loi de stabilisation économique pour deux raisons : d'abord le Bund, en limitant la taxation supplémentaire aux catégories supérieures de revenus, a obtenu une certaine modération des syndicats en matière de revendications salariales; ensuite, le Bund peut théoriquement disposer à tout moment des fonds déposés en compte à la Bundesbank, résultant de la majoration de l'impôt, alors que l'assentiment préalable du Bundesrat est requis pour l'utilisation des fonds provenant d'une surtaxe conjoncturelle; en 1972, celle-ci a d'ailleurs dû être remboursée à un moment inopportun.

3) *Les intérêts des crédits* obtenus pour l'achat de voitures et de mobilier ne seront plus déductibles du montant imposable à l'impôt sur les revenus à partir du 1^{er} janvier 1974.

4) *Les amortissements dégressifs* sur la construction d'habitations et d'immeubles à appartements inscrits dans la loi d'impôt sur les revenus sont supprimés avec effet immédiat, sauf pour les habitations sociales. La suppression de ce privilège fiscal affecte les personnes qui introduisent une demande d'autorisation

de bâtir à partir du 19 février. La mesure, dont on escompte 100 millions de Deutsche Mark de recettes sur la période 1973-1976, a pour objectif immédiat d'atténuer la haute conjoncture qui règne dans le secteur de la construction.

5) *Les subventions d'investissement* accordées par le Bund dans le cadre de la politique régionale et de la politique de recherche seront réduites avec effet immédiat de 10 à 7,5 p.c. du montant de ces investissements. On en escompte des économies de 700 millions de Deutsche Mark d'ici la fin de 1976.

Un autre volet de la politique anti-inflationniste est constitué par l'émission d'un *emprunt de stabilisation* de 4 milliards de Deutsche Mark dont le produit sera gelé auprès de la Bundesbank. L'effet de cette opération est donc un écrémage important de liquidités détenues par les particuliers, puisque c'est à ceux-ci que l'emprunt est offert par priorité. Une première tranche de 1,5 milliard de Deutsche Mark a été émise du 12 au 16 mars : la durée est de huit ans et le rendement annuel s'élève à 8,55 p.c. Une deuxième tranche de 2,5 milliards de Deutsche Mark sera probablement émise dans les prochains mois.

Enfin, le Gouvernement se propose de réduire le taux d'accroissement des dépenses du budget fédéral en 1973 à 9,7 p.c., taux qui sera inférieur à celui de l'accroissement du produit national brut à prix courants; en outre, les plus-values fiscales seront, en principe, stérilisées auprès de la Bundesbank.

3. Mesures dans le domaine des paiements avec l'étranger.

Depuis le 29 juin 1972, la vente de valeurs allemandes à revenu fixe par des résidents à des non-résidents est soumise à autorisation préalable de la Bundesbank. Les non-résidents ne peuvent acheter des obligations allemandes qu'à concurrence des montants vendus par d'autres non-résidents.

Le 6 juillet 1972, la Bundesbank a recommandé aux instituts de crédit de ne plus s'engager dans des transactions susceptibles d'entraîner des entrées de fonds non soumises aux réserves obligatoires et au « Bardepot ».

Par une ordonnance du 2 février 1973, le Gouvernement a soumis à autorisation préalable de la Bundesbank :

a) les emprunts et autres crédits supérieurs à 50.000 Deutsche Mark contractés par des résidents à l'étranger ainsi que les délais de paiement, supérieurs aux échéances en usage dans le commerce, pour les livraisons de biens et services; les emprunts et crédits susmentionnés contractés par des banques allemandes à l'étranger ne sont toutefois pas soumis à cette mesure à condition qu'ils soient touchés par la réglementation des réserves obligatoires pour les emprunts contractés à l'étranger (Bardepot);

- b) les investissements directs d'entreprises, de filiales et de succursales étrangères en Allemagne pour les montants supérieurs à 500.000 Deutsche Mark.;
- c) la vente d'actions allemandes par des résidents à des non-résidents.

4. Politique des prix et des revenus.

L'Allemagne fédérale n'applique pas une politique de contrôle direct des prix ou des revenus. Il convient néanmoins de mentionner que la majoration de l'impôt sur les gros revenus et sur les bénéfices des sociétés, de préférence à l'introduction d'un impôt conjoncturel à l'instar de celui qui fut décidé en 1970, fut négociée avec les syndicats ouvriers en vue d'obtenir une certaine modération de ceux-ci en matière de revendications salariales.

Dans le cadre du programme de stabilité du Gouvernement fédéral du 27 octobre 1972, l'Office fédéral des cartels est chargé d'intensifier ses enquêtes sur les prix imposés ou recommandés par les producteurs aux distributeurs. Afin d'améliorer la transparence du marché dans le secteur des services, les dispositions en vigueur relatives à l'affichage des prix seront élargies et les efforts de la Commission de la Communauté Economique Européenne dans le sens d'une intensification et d'un élargissement des règles de concurrence dans le Marché commun seront soutenus.

A la fin du mois d'octobre 1972, le Gouvernement fédéral a donné instruction aux services du Bund de publier au Journal officiel des Communautés européennes tous les marchés publics de travaux d'un montant supérieur à 1 million d'unités de comptes (3,66 millions de Deutsche Mark). Les soumissionnaires des autres pays des Communautés seront, en l'occurrence, traités comme des résidents. Les Länder et les communes doivent agir en conséquence.

Les gouvernements des Länder ont approuvé le 7 février 1973 « la directive sur la lutte efficace contre les augmentations de loyer » à l'effet de faciliter les poursuites et les condamnations de hausses excessives par les autorités compétentes.

LES MESURES DE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE EN FRANCE

1. Mesures dans le domaine monétaire.

1) *Politique des taux d'intérêt.*

A partir du mois de septembre 1972, la Banque de France a relevé progressivement son taux d'intervention sur le marché monétaire. De même, après un dernier abaissement en avril 1972, elle a relevé, au mois de novembre, à deux reprises son taux d'escompte, qui fonctionne plutôt comme un signal que comme un taux effectif.

	Taux d'intervention sur le marché ¹ (Bons du Trésor à 3 mois)	Taux d'escompte
1972 Août	4,50	5,75
Septembre	4,52	5,75
Octobre	5,41	5,75
Novembre	5,68	7,50
Décembre	6,85	7,50
1973 Janvier	7,25	7,50
Février	7,25	7,50
Mars		

¹ Moyennes mensuelles.

2) Relèvement des taux maxima des réserves obligatoires auprès de la Banque de France.

Le Conseil National du Crédit a relevé le 15 juin et le 16 octobre 1972 les taux maxima que la Banque de France peut fixer pour le calcul du montant des réserves à constituer par les banques en vertu des décrets du 9 janvier 1967 et du 23 février 1971. Depuis le dernier changement, ces maxima s'élèvent à 15 p.c. pour les exigibilités des banques et 50 p.c. pour les concours distribués par les banques et les établissements financiers.

Dans la limite de ces maxima, la Banque de France a majoré, en juillet 1972, les taux des réserves sur les exigibilités des banques et en juin, septembre et novembre 1972 ceux sur les concours distribués par les banques et les établissements financiers. A ces taux peut s'ajouter un taux pénalisateur progressif en cas de dépassement de la norme d'expansion admise pour les crédits à l'économie (voir ci-après). De plus, à partir du 21 mars 1973, l'accroissement des exigibilités vis-à-vis des non-résidents par rapport au chiffre enregistré au 4 janvier 1973 est frappé d'une réserve de 100 p.c.

Coefficients de réserve obligatoire

	sur les exigibilités des banques						sur les concours distribués par les banques et les établissements financiers
	Dépôts à vue		Comptes d'épargne		Comptes des banques et correspondants à l'étranger		
	Résidents	Non-résidents	Résidents	Non-résidents	Compte à vue	Compte d'épargne	
Avant le 10 juin	8	10	3	4	10	4	2
10 juin 1972							4
21 juillet 1972	10	12	5	6	12	6	
5 septembre 1972							4 et 15 (1)
21 novembre 1972							33 (2)
21 mars 1973 ³		12 ou 100		6 ou 100	12 ou 100	6 ou 100	

¹ Le taux de 15 p.c. s'applique à la progression des encours depuis le 5 avril 1972 et celui de 4 p.c. au montant des encours à cette date après déduction d'un abattement égal à 90 p.c. du chiffre atteint au 31 mars 1971.

² Le taux de 33 p.c. s'applique à la progression des encours depuis le 5 avril 1972. Les établissements peuvent déduire du total des crédits distribués au 5 avril 1972 et à la date de la déclaration, les crédits de mobilisation de créances nées sur l'étranger à moyen et long terme, le montant des emprunts obligataires libellés en francs et les fonds propres.

³ Le taux de 100 p.c. est applicable à l'accroissement par rapport au chiffre enregistré au 4 janvier 1973.

Les réserves stérilisées sont passées de 19,5 milliards au début de 1972 à 47,6 milliards de francs français au 22 mars 1973.

3) *Modération de l'expansion du crédit.*

Au mois de novembre 1972, le Gouverneur de la Banque de France a invité les banques et les établissements financiers à faire preuve d'une grande modération dans l'octroi de prêts personnels et de prêts immobiliers et notamment :

— de s'abstenir de toute publicité en faveur des prêts personnels et de limiter, en règle générale, la durée de ceux-ci à deux ans;

— de faire preuve d'une vigilance particulière quant à la durée et à la quotité des concours dans le domaine des prêts immobiliers;

— d'exclure de l'éligibilité du marché hypothécaire les financements de résidences secondaires ne comportant pas un apport personnel fixé à 50 p.c. : le Crédit Foncier s'assurera du respect des règles concernant la matérialité des apports personnels.

Au mois de décembre, la Banque de France a décidé d'astreindre les banques et établissements financiers à la constitution de réserves supplémentaires lorsque la progression des encours de crédits soumis à réserves sera supérieure à une norme fixée à : 19 p.c. entre le 5 avril 1972 et le 3 avril 1973 et à 17 p.c. entre le 30 juin 1972 et le 3 juillet 1973. Ce système de pénalisation progressif renforce les contraintes exercées par les réserves « normales » sur les concours.

4) *Encouragement de l'épargne.*

En vue de favoriser l'épargne, les taux d'intérêt des comptes sur livrets ont été augmentés à partir du début de 1973.

Dans les banques, la rémunération a été portée de 4 à 4,25 p.c. En outre, une prime de fidélité, égale à 0,25 p.c., sera versée à la fin de chaque année au titulaire de tout livret dont le solde moyen aura été, au cours de l'année considérée, égal ou supérieur à celui de l'année précédente.

Dans les caisses d'épargne, le taux d'intérêt servi aux déposants titulaires d'un premier livret demeure fixé à 4,25 p.c. (ces intérêts ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les dépôts du premier livret sont plafonnés à 20.000 francs), mais le taux d'intérêt des livrets supplémentaires a été majoré de 4 à 4,25 p.c., et la prime de fidélité, applicable aux deux catégories de livrets, a été portée de 0,75 à 1 p.c.

2. **Mesures dans le domaine des changes.**

Le contrôle des changes a été renforcé par trois mesures avant la réouverture du marché des changes le 19 mars 1973.

1) La rémunération des dépôts en francs des comptes des non-résidents est interdite. Cette mesure a été prise en vertu d'une décision de caractère général du Conseil National du Crédit du 16 octobre 1972.

2) A partir du 17 mars, les comptes en francs financiers ne peuvent plus être débités en vue de l'achat de valeurs à court terme, notamment bons du Trésor, bons de caisse, effets privés, ni de versements à un compte sur livret. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux traitements, salaires et indemnités sociales versées au crédit des comptes de personnes physiques non-résidentes.

3) A partir du 19 mars, il est interdit aux banques de s'endetter en devises étrangères à terme vis-à-vis de l'étranger, au-delà de leur endettement au 28 février 1973.

3. Mesures dans le domaine des finances publiques.

Au mois de janvier 1973, l'Etat a émis un emprunt de 6,5 milliards de francs français, d'une durée de quinze ans à un taux de 7 p.c., en vue de compenser la perte de recettes résultant de la réduction des taux de la T.V.A. dont il sera question ci-après. L'emprunt est indexé à l'unité de compte européenne et réservé par priorité aux particuliers. Du point de vue de l'effet anti-inflationniste, il convient de souligner que le produit de l'emprunt a été bloqué jusqu'au 1^{er} mars, le déblocage s'effectuant ensuite à concurrence d'un dixième par mois.

En vertu de la loi de finances pour 1973, un montant de 2 milliards de francs français a été affecté à un Fonds d'action conjoncturelle : son déblocage éventuel fera l'objet d'un examen à l'expiration du premier semestre de 1973.

4. Action directe sur les prix.

Au mois de janvier 1973, le taux normal de la T.V.A. a été ramené de 23 à 20 p.c. et le taux réduit de 7,5 à 7 p.c.; celui qui frappe la pâtisserie a été abaissé de 17,5 à 7 p.c. La T.V.A. sur la viande de bœuf, dont le taux s'élevait à 7,5 p.c., a été suspendue pendant six mois. Une campagne d'information a été menée auprès du public afin d'inciter celui-ci à vérifier la répercussion de cette mesure sur les prix effectivement appliqués. L'effet de baisse qui devait en résulter est évalué à 0,8 p.c. en variation moyenne annuelle. Dans le cas où il n'y a pas de réduction des taux, les industriels et les commerçants ont été invités à maintenir les prix stables pendant trois mois.

En avril 1972, les contrats anti-hausse convenus avec les entreprises avaient été remplacés par des contrats de programmation qui avaient pour but de limiter l'augmentation des prix des produits industriels à la production à 3 p.c. en moyenne entre avril 1972 et avril 1973 et celle des prix des services à 4 p.c. A la fin de l'année, le contrôle du respect des contrats a été renforcé.

Les tarifs publics ont été bloqués depuis août 1972 jusqu'au 31 mars 1973.

A la fin de novembre 1972, le Gouvernement a décidé de baisser autoritairement le prix de détail des pommes de terre de cinq centimes par kilo et de diminuer le prix du beurre en déstockant 70.000 tonnes de beurre qui ont été mises en vente au prix imposé de 2,85 francs pour 250 grammes.

Les importateurs ont été invités, à la mi-février 1973, à répercuter intégralement dans les prix de vente intérieurs les réductions de prix pouvant résulter de la dévaluation du dollar et d'autres monnaies.

5. Politique des revenus.

Dans le cadre de son plan de lutte contre l'inflation, le Gouvernement a invité les partenaires économiques et sociaux du secteur privé, compte tenu de l'objectif d'une hausse de prix de 4 p.c. en 1973 recommandé par le Conseil de Ministres des Communautés européennes, à maintenir, dans leurs négociations et leurs accords, la progression des rémunérations dans la limite de 6 p.c. (ce qui faisait ressortir une progression du pouvoir d'achat de 2 p.c.); ce taux devait être augmenté d'un point supplémentaire pour les mesures catégorielles. Les partenaires sociaux furent invités à faire usage d'une clause de sauvegarde garantissant que tout dépassement de la hausse des prix par rapport au taux de 4 p.c. serait répercuté en valeur absolue dans les conventions.

Les accords salariaux pour 1973 conclus en janvier dans le secteur public et les entreprises nationales prévoient une progression du salaire nominal de 6 à 8 p.c. et garantissent une progression du pouvoir d'achat de 2 à 2,5 p.c.

LES MESURES DE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE AUX PAYS-BAS

1. Mesures dans le domaine monétaire.

1) *Taux d'intérêt et politique d'open market.*

Jusqu'à présent, le taux d'escompte de la Nederlandsche Bank n'a subi qu'un seul relèvement, soit de 3 à 4 p.c. le 6 novembre 1972.

Au mois de septembre 1972, avant l'introduction du système des réserves obligatoires, la politique d'open market a été utilisée pour éponger des liquidités.

2) *Application d'un système de réserves obligatoires auprès de la Nederlandsche Bank.*

A partir du 22 septembre 1972, un système de réserves obligatoires a été introduit, après concertation avec les organes représentatifs des banques et de

l'administration des postes; il est établi sur les dépôts en florins auprès des banques (hormis les dépôts ou soldes de comptes appartenant à des institutions tombant sous l'application du système des réserves), à l'exclusion des dépôts d'épargne. Les taux des réserves peuvent être fixés pour des périodes hebdomadaires en vue de permettre une grande souplesse dans l'adaptation des réserves aux conditions prévalant sur le marché monétaire. Il fut toutefois convenu que, au cas où la réserve obligatoire serait introduite pour des périodes hebdomadaires, la Nederlandsche Bank établirait aussi une fois par mois un taux maximum pour la plus proche période de quatre ou cinq semaines.

Depuis le début de l'année 1973, le taux maximum et le taux effectivement appliqué de la réserve ont évolué comme suit :

Période de quatre ou cinq semaines	Taux maximum	Périodes hebdomadaires	Taux effectif
21 décembre 1972 - 17 janvier 1973	2	21 décembre 1972 - 17 janvier 1973 (4 périodes)	1
18 janvier 1973 - 21 février 1973	2	18 janvier - 7 février (3 périodes) 8 février - 21 février (2 périodes)	1 0
22 février - 21 mars 1973	6	22 février - 28 février	3
		1 ^{er} mars - 7 mars	4
		8 mars - 21 mars (2 périodes) ...	6
22 mars - 18 avril 1973	6	22 mars - 4 avril (2 périodes) ...	6

Le taux effectif de 6 p.c. correspondait à un montant absolu de 1.600 millions de florins pour les banques privées et de 370 millions pour l'institut postal de virements, soit près de 2 milliards de florins au total. En outre, la Nederlandsche Bank vient d'introduire une réserve obligatoire sur l'accroissement des engagements extérieurs en florins des banques par rapport à leur montant au 2 mars 1973; pour la période du 29 mars au 4 avril, le taux de la réserve a été fixé à 50 p.c., ce qui correspond à un montant absolu d'environ 380 millions de florins.

2. Mesures dans le domaine des paiements avec l'étranger.

Sous la pression des entrées spéculatives de capitaux, la Nederlandsche Bank a adopté le 17 juillet 1972 les mesures suivantes :

a) à l'occasion d'importations de marchandises, les résidents ne peuvent plus, sans autorisation de la Nederlandsche Bank, se faire octroyer des crédits dont la durée dépasse les normes habituelles en vigueur dans le secteur concerné;

b) de même, les résidents ne peuvent plus recevoir des paiements anticipés pour des exportations de marchandises, sauf dans les limites habituelles en usage

dans le secteur concerné; mais même dans ce cas, des paiements anticipés de plus de 250.000 florins doivent être signalés à la Nederlandsche Bank;

c) en principe, celle-ci ne délivrera plus d'autorisations pour l'obtention, par des résidents, de crédits financiers à l'étranger, même s'il s'agit de crédits à long terme à l'intérieur d'un groupe financier.

En vertu d'un règlement du 16 mars 1973, une commission spéciale de 0,25 p.c. par semaine est prélevée à partir du 26 mars sur l'accroissement des comptes florins convertibles des non-résidents par rapport à leur montant moyen de la période du 1^{er} au 14 février; l'accroissement est calculé sur la base du montant créditeur le plus élevé d'une semaine. Les avoirs en comptes florins « O » et les avoirs ne dépassant pas 100.000 florins en comptes de particuliers, associations et fondations sont exempts de la commission spéciale.

3. Mesures de contrôle direct des prix.

Avant le 22 novembre 1972, le Gouvernement néerlandais appliquait le système de la déclaration obligatoire des hausses de prix, prévoyant notamment que les majorations dépassant l'alourdissement des coûts survenu depuis une date déterminée ne pouvaient être appliquées qu'un mois après leur déclaration.

A partir de la date susmentionnée fut introduite la « disposition générale relative au calcul des prix ». D'après cette disposition, les relèvements de prix de biens et de services ne peuvent dépasser la majoration des coûts enregistrée depuis le 15 août 1972. Pour le calcul de l'augmentation des coûts salariaux il est tenu compte d'une certaine amélioration de la productivité : les producteurs de biens peuvent répercuter un tiers de l'augmentation des salaires dans les prix, ceux qui donnent des marchandises en location les deux tiers, tandis que les prestataires de services peuvent répercuter l'augmentation des salaires pour autant que celle-ci dépasse 2 p.c. par rapport au 15 août 1972.

Le nouveau système s'applique également aux marges commerciales : pour autant que les prix d'achat des commerçants n'augmentent pas de plus de 5 p.c., la marge en pour cent peut être maintenue à son niveau du 15 août 1972; si les prix d'achat augmentent de plus de 5 p.c., la marge doit être maintenue constante en montant absolu pour la partie de la hausse qui dépasse 5 p.c.

4. Accord central en matière de salaires et de prix.

Dans le préambule du présent article nous avons déjà souligné que le poids de la politique anti-inflationniste aux Pays-Bas repose sur l'application d'un accord central qui fut conclu le 6 décembre 1972 entre les partenaires sociaux. Cet accord admet pour 1973 un relèvement initial des salaires — c'est-à-dire

abstraction faite de relèvements qui ne constituent qu'une compensation pour les hausses des prix — de 3,5 p.c. et comporte le plafonnement, en moyenne, du montant des bénéfiques par unité de produit intérieur vendu. Il fut convenu que l'indice des prix à la consommation n'augmenterait que de 5,75 p.c. au maximum, conformément aux prévisions faites par le Centraal Planbureau au mois de septembre 1972. Depuis lors, il est toutefois apparu que cet objectif ne pourra probablement pas être respecté : la hausse de l'indice atteindrait 7,5 p.c. en 1973 suivant les dernières estimations.

La portée de l'accord central peut être appréciée à l'aide du tableau suivant (variations en pour cent) :

	1972	1973 (Estimation récente)
1. Salaire par personne employée	12,5	13,5
(Productivité du travail)	(5,5)	(4,0)
(Coût salarial)	(7,0)	(9,5)
2. Prix, à l'exclusion des taxes indirectes	8,0	6,75
3. Salaires réels (= 1 - 2)	4,5	6,75
dont :		
4. « Wage drift »	1,0	1,0
5. Cotisations de la sécurité sociale payées par les employeurs	—	2,25
6. Salaires réels suivant les accords collectifs de travail (= 3 - 4 - 5)	3,5	3,5
7. Progressivité des taux d'impôts et cotisations de la sécurité sociale payées par les travailleurs	1,9	3,5
8. Salaires réellement disponibles suivant les accords collectifs de travail	1,6	—

LES MESURES DE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE EN BELGIQUE

1. Mesures dans le domaine monétaire.

En Belgique, les mesures anti-inflationnistes d'ordre monétaire ont consisté en un relèvement des taux d'intérêt, une stérilisation d'une partie des liquidités des institutions financières, une réduction des plafonds de réescompte et un renforcement de la réglementation du crédit à tempérament.

1) Relèvement des taux d'intérêt.

Le relèvement des taux d'intérêt a été consacré par deux majorations des taux de la Banque Nationale, le 23 novembre et le 21 décembre 1972; le taux de base fut porté ainsi de 4 à 5 p.c. et les autres taux de 5 à 6 p.c.

2) *Stérilisation de liquidités.*

La politique de stérilisation a été inaugurée le 26 juillet 1972; elle a été étendue le 20 novembre de la même année, puis de nouveau le 1^{er} mars 1973. Dans sa première phase, elle comportait la constitution d'une réserve monétaire de 10 milliards par les banques; à partir de la fin novembre, les banques, les caisses d'épargne privées et les principales institutions publiques de crédit ont constitué une réserve calculée en appliquant divers coefficients à leurs différentes catégories d'engagements; cette réserve atteignait un montant global de 17,7 milliards à la fin de février 1973 et de 23,7 milliards le 26 mars. Sans entrer dans tous les détails techniques ⁽¹⁾ on peut résumer comme suit la méthode selon laquelle la réserve est calculée depuis le 1^{er} mars 1973 :

— 25 p.c. des engagements nets en comptes francs belges convertibles pendant la période de référence (fin août - 1^{er} novembre 1972);

— 100 p.c. de la variation de ces engagements;

— 100 p.c. de l'accroissement des engagements nets ou de la diminution des avoirs nets au comptant en devises du marché réglementé par rapport à la moyenne des montants du 1^{er} au 10 février 1973;

— 4 p.c. des autres engagements à vue en francs belges, augmentés de la position de change au comptant débitrice ou diminués de la position créditrice;

— 1,50 p.c. des autres engagements en francs belges à maximum deux ans;

— 0,50 p.c. des autres engagements en francs belges à plus de deux ans.

Il a été convenu que la réserve résultant de l'application de ces coefficients ne devait pas être constituée intégralement dans l'immédiat, mais seulement à concurrence de 70 p.c. jusqu'au 19 mars et de 85 p.c. entre le 20 mars et le 19 avril. La réserve est formée par un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale. L'accord actuel est conclu pour la période allant jusqu'à la fin du mois de mai 1973.

Rappelons encore que l'accord prévoit que les organismes signataires ne réduiront pas leurs portefeuilles d'effets et de fonds publics belges et affecteront à l'acquisition de titres de l'espèce (à l'exclusion de ceux émis par les institutions publiques de crédit) le pourcentage habituel de l'accroissement de leurs passifs exigibles.

3) *Abaissement des plafonds de réescompte et de visa des banques.*

Un effet de restriction est exercé aussi par les plafonds de réescompte et de visa qui limitent le recours des banques au refinancement de leur portefeuille

⁽¹⁾ Voir le numéro de mars 1973 du *Bulletin*.

d'effets commerciaux auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie ou de la Banque Nationale. Ces plafonds, qui sont exprimés en pour cent des moyens d'action des banques, ont été abaissés de 9 à 8 p.c. en juillet 1972 et à 7,5 p.c. le 1^{er} mars 1973 ⁽¹⁾.

4) *Contrôle du crédit.*

Il n'existe pas de limitation quantitative directe de l'expansion des crédits accordés aux entreprises et particuliers par les intermédiaires financiers, mais il a été clairement indiqué que le dispositif de réserve monétaire avait pour but de ramener cette expansion à un rythme plus normal.

A partir du 19 février, la réglementation des ventes et crédits à tempérament a été modifiée dans un sens nettement plus restrictif ⁽²⁾. A titre d'exemple, on peut mentionner que l'achat d'une voiture neuve doit être réglé maintenant à concurrence de 35 p.c. par un paiement au comptant (contre 15 p.c. avant le 19 février) et que le crédit doit être remboursé en 24 mois (contre 36 mois avant le 19 février).

2. **Mesures dans le domaine des finances publiques.**

1) *Effort de freinage du rythme d'augmentation des dépenses.*

Le budget de l'Etat pour 1973 traduit un effort de freinage du rythme d'augmentation des dépenses : le taux d'accroissement des dépenses du pouvoir central (y compris les avances au Fonds des Routes) serait ramené de 17,6 p.c. en 1972 à 12,7 p.c. en 1973. Il est toutefois trop tôt pour pouvoir affirmer que le taux d'accroissement projeté sera respecté, d'autant plus que lors de la formation du nouveau Gouvernement au mois de janvier de nouvelles dépenses ont été décidées, en contrepartie desquelles des économies sont actuellement recherchées.

Pour les quatre premiers mois de l'année, le Gouvernement a décidé un effort spécial dans le domaine des dépenses extraordinaires : pendant cette période, 25 p.c. seulement des dépenses prévues pour toute l'année seront effectuées, ce qui donne 75 p.c. sur une base annuelle. Les dépenses en faveur des constructions universitaires et du logement social ont toutefois été soustraites à cette limitation.

2) *Etalement des constructions bénéficiant d'une prime spéciale.*

Au cours des premiers mois de 1972, la construction sociale a été stimulée par l'augmentation du montant des primes accordées par les pouvoirs publics, à la condition que la demande soit introduite avant la fin de 1972 et que les

⁽¹⁾ Statistiques, tableau XVIII-3.

⁽²⁾ *Moniteur belge* du 23 février 1973, pp. 2412-2414.

travaux de construction soient entamés endéans les six mois suivant l'octroi de la prime. Comme suite à cette mesure de relance de la construction, le nombre des primes accordées est passé de 14.517 en 1971 à 18.146 en 1972, mais de très nombreux dossiers étaient encore en suspens à la fin de l'année : en effet, le nombre des demandes de primes s'est élevé à 40.879, soit presque le triple du nombre enregistré en 1971. Dans ces circonstances, il était évident que le secteur de la construction de maisons serait soumis à des tensions très aiguës au premier semestre de 1973. Pour y remédier, le Gouvernement a décidé de porter à douze mois le délai prévu pour la mise en chantier des constructions bénéficiant de la prime spéciale.

3) *Octroi plus sélectif de l'aide aux investissements.*

L'aide qu'accorde l'Etat aux investissements dans le cadre de la politique régionale (loi du 30 décembre 1970 [1]) sera octroyée suivant des critères plus sélectifs.

3. Mesures de contrôle direct des prix.

La plupart des prix des produits et services sont soumis, depuis plusieurs années, au régime de la déclaration obligatoire des hausses envisagées. La Commission des prix, qui examine les demandes de hausse, disposait d'un délai de deux mois pour faire connaître éventuellement son opposition à un projet de hausse. Pendant ce délai, la majoration des prix ne pouvait en aucun cas être appliquée. Par un arrêté ministériel du 1^{er} mars 1973 (2), ce délai a été porté, à titre transitoire, à quatre mois pour toutes hausses de prix déclarées après l'entrée en vigueur de l'arrêté, trois mois pour toutes hausses déclarées à partir du 1^{er} juillet 1973; pour les hausses déclarées à partir du 1^{er} août, le délai est ramené à son niveau antérieur de deux mois. Il a été annoncé aussi que l'application de la réglementation des prix sera contrôlée plus sévèrement.

Les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 millions de francs ne sont pas soumises à cette réglementation. Cependant, le Gouvernement mène des négociations avec les organisations professionnelles représentatives de ces entreprises de même qu'avec les secteurs qui font l'objet d'un contrat de programme, en vue d'associer ces petites entreprises aux efforts tendant à modérer l'évolution des prix.

Par arrêté ministériel du 30 octobre 1972 (3), les prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines ont été gelés jusqu'au 30 avril 1973. Quelques adaptations ont néanmoins été accordées dans le courant de cette période.

(1) *Moniteur belge* du 1er janvier 1971, pp. 3-16.

(2) *Moniteur belge* du 6 mars 1973, pp. 2861-2862.

(3) *Moniteur belge* du 8 novembre 1972, p. 12352.

Les tarifs des services publics ont été gelés pour au moins deux mois.

Enfin, des contrats de programme ont été conclus par le Gouvernement avec le secteur des produits électroménagers et avec celui de la boulangerie. Le contrat avec le premier secteur, signé le 29 septembre 1972 en application de la loi du 30 juillet 1971, a reconduit pour une période de deux ans celui relatif aux prix des appareils électroménagers, conclu le 12 mai 1971 ⁽¹⁾. Aux termes du contrat, les prix de vente des fabricants et importateurs peuvent augmenter et, le cas échéant, doivent être diminués proportionnellement aux fluctuations des coûts de production ou d'importation. Les distributeurs peuvent fixer librement leurs prix de vente au consommateur à condition que les stipulations du contrat soient respectées. Tout prix barré ainsi que toute référence directe ou indirecte à un prix différent du prix de vente affiché pour le consommateur et toute publicité de quelque nature que ce soit sur les remises, ristournes, etc., sont interdits.

Un arrêté ministériel du 29 septembre 1972 ⁽²⁾ règle le cas des entreprises non signataires. Selon ses dispositions, aucune hausse de prix n'est permise sans autorisation préalable du Ministre des Affaires économiques au niveau des fabricants et importateurs. Des marges globales de commercialisation sont fixées pour la distribution et les prix barrés sont interdits.

Le dernier contrat de programme conclu avec les représentants du secteur des boulangeries et pâtisseries date du 5 avril 1972 et couvre la période du 1^{er} juin 1972 au 31 mai 1974; il lie le prix du pain à l'évolution des principaux éléments des coûts (le prix de la farine et les coûts salariaux). Par ailleurs, au mois de février 1973, des représentants des boulangers se sont engagés à ne plus appliquer, après le relèvement des prix entré en application le 1^{er} mars, de nouvelles majorations avant la fin de 1973.

4. Mesures dans le domaine des changes.

Au début du mois de mars 1972, un dispositif nouveau a été mis en place par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change pour contenir les entrées de fonds : il a prescrit aux banques de ne plus admettre d'augmentation — sauf temporairement de 10 p.c. — de leurs engagements nets au comptant du marché réglementé, en monnaies étrangères et, vis-à-vis de l'étranger, en francs belges. Le montant de la limitation a subi une adaptation à partir du 24 août 1972.

Rappelons, par ailleurs, que les comptes en francs belges convertibles constitués auprès des banques par des étrangers, ainsi que la position de change au comptant des banques sont pris en considération, selon les modalités déjà exposées, pour le calcul de la réserve monétaire.

⁽¹⁾ Les principales dispositions du contrat ont été reprises par le Bulletin d'information de Fabrimétal du 5 juillet 1971, pp. 303-307.

⁽²⁾ *Moniteur belge* du 7 octobre 1972, p. 11112.

Par un accord conclu pour la période allant du 26 mars 1973 au 30 juin, les banques établies en Belgique se sont engagées à appliquer une commission spéciale au taux de 0,25 p.c. par semaine (soit au taux annuel de 13,1 p.c.) à prélever mensuellement et calculée par jour sur tous les avoirs en compte étranger « convertible » excédant la moyenne journalière des avoirs inscrits auxdits comptes pendant le quatrième trimestre de 1972. Le produit mensuel de ces commissions spéciales sera versé dans un compte d'attente ouvert dans les livres de la banque qui a procédé à la perception, sous déduction d'un montant de 500 francs par compte destiné à couvrir les frais. L'affectation à donner aux sommes qui auront été versées en compte d'attente sera déterminée ultérieurement par convention entre la Banque Nationale de Belgique et les banques.

ACCORD AVEC LES BANQUES RELATIF A L'APPLICATION D'UNE COMMISSION SPECIALE SUR L'AUGMENTATION DES COMPTES ETRANGERS CONVERTIBLES

Pour se conformer à la demande formulée par le Ministre des Finances dans le cadre de la politique commune Benelux et répondant à l'invitation de la Banque Nationale de Belgique, les banques établies en Belgique déclarent adhérer chacune en ce qui la concerne au présent accord, dans le souci de se conformer de la manière la plus efficace aux préoccupations des autorités monétaires et en vue d'assurer le respect strict des instructions de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change relatives à la position débitrice extérieure des banques :

A. 1) Il est fixé pour chaque compte étranger « convertible » un plafond à son solde créditeur.

2) Ce plafond est égal à la moyenne journalière des avoirs inscrits auxdits comptes pendant le quatrième trimestre de l'année 1972.

3) Ce plafond et la période de référence dont question sub. 2) ne pourront être modifiés que dans des cas particuliers, moyennant l'accord de la Banque Nationale de Belgique.

B. 1) Il est appliqué une commission spéciale au taux de 0,25 p.c. par semaine (soit au taux annuel de 13,1 p.c.) à prélever mensuellement et calculé par jour, sur tous les avoirs excédant les plafonds définis au A. ci-dessus.

2) Le produit mensuel de ces commissions spéciales sera versé dans un compte d'attente ouvert dans les livres de la banque qui a procédé à la perception, sous déduction d'un montant de 500 francs par compte sur lequel une perception a été effectuée, destiné à couvrir les frais encourus par la banque pour l'application des présentes mesures. Le solde du compte d'attente devra être inclus dans la rubrique « 14. Divers », numéro de code 5400, de la situation active et passive-schéma A. Ce montant sera également mentionné séparément au bas de la feuille n° 3 de cette situation active et passive sous un poste « dont, Commission Spéciale - compte d'attente ». L'affectation à donner aux sommes qui auront été versées en compte d'attente sera déterminée ultérieurement par convention entre la Banque Nationale de Belgique et les banques.

3) Il n'y a pas lieu de prélever la commission spéciale :

a) lorsque le montant de cette commission n'atteint pas 500 francs pour le mois considéré;

b) sur les comptes convertibles pour lesquels l'I.B.L.C. autorise les bonifications d'intérêts créditeurs.

C. Les banques aviseront les titulaires de comptes concernés par les présentes mesures.

D. Le présent accord prend effet à la date du 26 mars 1973 et est conclu pour la période allant jusqu'à fin juin 1973. L'abrogation ou la modification éventuelles du présent accord ainsi que la conclusion d'un nouvel accord feront l'objet d'une concertation entre la Banque Nationale de Belgique et les banques, au plus tard au cours de la seconde quinzaine de juin 1973.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1970	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1970 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices de vente	V - 3a		
b) Ventas à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Prix et indices des prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	4. Stock monétaire	XIII - 4
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
1. Tableau général	VIII - 1	— Destination économique apparente	XIII - 6
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	— Forme et localisation	XIII - 7
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en compte de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Sociétés Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	
dont : Hommes	2.984	2.998	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	
Femmes	3.012	3.024	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹ :	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854
dont : Agriculture	249	230	216	209	201	191	181	168
Industries extractives	102	94	83	74	67	60	52	49
Industries manufacturières	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267
Bâtiments et construction ...	290	293	296	304	304	307	311	313
Transports	262	263	266	263	268	272	282	290
Commerce, banques, assurances et services	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640
Chômeurs complets ²	55	63	67	92	110	88	76	75
Ouvriers frontaliers	57	61	58	53	53	53	54	52

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ D'après le recensement au 31-12-70.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Rémunération des salariés ¹ :								
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,9
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,8	24,9	25,1	27,5
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	55,3	59,4	63,4	71,2	84,1	97,0
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale ...	82,5	92,9	104,0	113,9	121,4	131,7	138,4	157,0
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	18,3	18,1	17,9	21,6	22,2	25,9
Total ...	372,5	412,3	450,6	481,7	511,0	566,9	637,9	726,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	29,1	31,2	28,8	29,4	32,2	37,6	33,5	35,7
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,2	26,6	29,3	33,0	36,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	100,8	104,9	110,2	114,4	122,3	130,5	137,2	140,1
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,9	10,1	11,4	11,4
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,4	-0,2	-1,9	-1,5	-1,6	-1,0
Total ...	154,0	166,9	169,5	176,1	188,1	206,0	213,5	222,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
a) Intérêts	28,5	31,3	35,5	39,5	43,7	52,2	61,5	67,1
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	41,2	41,2
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	38,6
Total ...	76,0	82,5	90,8	96,3	105,5	120,4	139,3	146,9
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	26,7	30,1	28,2
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,2	20,6	25,7	31,9	37,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,5	7,8	10,6	7,0
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-47,4
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,4	768,0	822,2	915,9	1.020,2	1.120,8
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,4	100,2	110,0	125,6	138,4
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	805,8	860,4	922,4	1.025,9	1.145,8	1.259,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,3	138,6	152,9	164,8	177,6
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,8
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

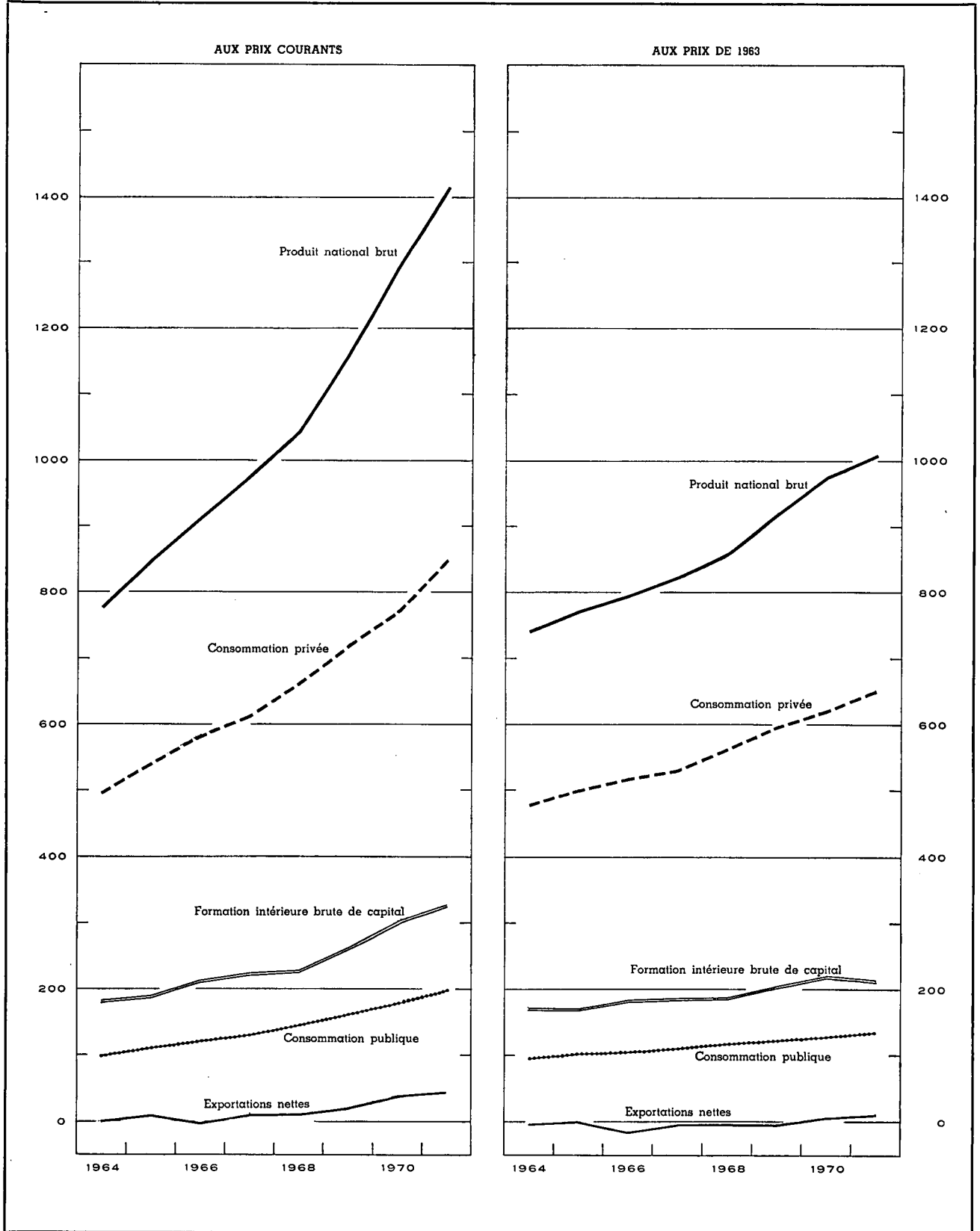
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	43,0	45,4	43,4	44,6	47,9	53,3	49,5	52,7
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,5	13,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,9	64,3	69,8	74,2	77,3
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,0	26,6	30,9
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,6	14,0	14,9	16,2
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,9	18,9	21,1
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,2	22,6
f) Industrie chimique et activités con- nexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	34,7	36,7	39,8
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,8	20,9	25,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	21,5	23,0	23,7	25,1	26,8	38,6	44,1	41,3
i) Fabrications métalliques et con- structions navales	62,4	68,5	73,4	74,0	81,4	93,2	112,0	130,2
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	25,8	27,8	30,9	35,5	37,9	39,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>279,3</i>	<i>291,0</i>	<i>316,2</i>	<i>367,9</i>	<i>407,4</i>	<i>444,5</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,8	88,6	96,8
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	23,2	25,4	29,2	31,5	40,9
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce	128,3	142,9	157,0	171,1	181,3	201,6	222,7	251,8
b) Services financiers et assurances .	21,8	24,0	27,6	30,7	34,6	40,2	45,1	49,5
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,6	57,5	58,7
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>234,3</i>	<i>253,4</i>	<i>269,4</i>	<i>297,4</i>	<i>325,3</i>	<i>360,0</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,6	67,6	76,1	83,3	92,5	104,6
8. Services	161,2	183,9	198,9	217,3	234,4	256,5	284,1	323,4
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,6	- 10,6	- 18,6	- 7,3	- 29,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	905,9	970,6	1.036,9	1.151,8	1.283,1	1.406,9
10. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5	12,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,4	161,1	172,9	185,4	196,5
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,7	57,4	62,8
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	53,1	53,4	57,7	63,3	67,7	72,9
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,7	64,4	67,0	69,8	73,3	77,4
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,8	33,1	34,7	38,4	38,7
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,9	52,5	58,4	65,8	72,4	86,5
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,8	30,0	32,7	35,6	38,3	43,4
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,8	53,8	60,7	67,4
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,3	84,9
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,4	66,4	78,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	20,3	19,7	25,7	24,8	32,4	39,4	32,8	43,4
<i>Total ...</i>	496,9	540,9	581,0	612,4	662,3	720,2	771,1	852,3
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	100,6	111,4	124,4	140,0
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	34,8	39,0	40,2	47,7
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1	8,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8	3,2
<i>Total ...</i>	98,9	110,2	120,7	132,8	143,4	159,1	174,5	199,0
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,4	6,3
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,2	2,7
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,2	54,0	49,2	57,7	73,5	69,6
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,8
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	17,6
f) Commerce, banques, assurances ...	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,2	58,1	62,4	75,1	72,2
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,4	26,8	31,1
i) Pouvoirs publics et enseignement ..	23,2	19,7	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	59,0
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3	13,2
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,5	0,5	2,5	4,1	1,0	3,2
<i>Total ...</i>	182,5	189,7	213,4	224,0	229,7	263,2	308,0	323,6
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	678,2
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	634,1
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 44,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	120	124
b) Boissons	106	109	108	115	122	132	148	156
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124	129
d) Vêtements et effets personnels	102	107	107	106	113	120	125	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126	123
g) Articles ménagers durables	112	119	125	124	136	150	161	179
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	121	128
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	142	150
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161	160
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157	165
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	140	149
Total ...	103	108	111	114	121	128	134	140
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	105	113	119	124	126	133	139	143
b) Biens et services	101	101	102	111	120	131	127	138
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	172	191
Total ...	104	110	114	121	125	133	138	144
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	110	116	126	115	125	129	131	104
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	88	100
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	145	128
d) Construction	89	94	109	116	108	104	125	94
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	170	175
f) Commerce, banque, assurances	99	97	110	106	112	123	133	150
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	144	125
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	134	143
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	179	187	205	237
j) Enseignement	89	85	100	96	105	105	108	122
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176	187
Total ...	119	119	129	130	130	144	154	148
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	111	120	124	133	151	175	195	211
b) Importations totales	111	118	128	132	150	174	189	201
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,1	118,6	123,6	132,3	140,5	145,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemniés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	Nouvelle série ³	
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	17,8	23,9
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,9	13,4
1970 4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	14,8	8,5
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	13,5	19,0
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	17,1	15,7
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	16,6	15,6
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	14,5	13,4
1972 1 ^{er} trimestre	6,3	35,9	46,5	88,7	6,4	1,7	4,9	12,8	8,8
2 ^e trimestre	4,3	31,2	46,1	81,6	7,9	1,5	4,3	16,3	7,5
3 ^e trimestre	4,3	32,3	46,0	82,6	8,5	2,2	4,9	16,0	9,0
4 ^e trimestre	7,1	39,8	47,4	94,4	7,9	2,4	5,5	13,1	9,1
1972 Février	6,5	36,2	46,7	89,4	6,2	1,6	5,0	13,7	8,3
Mars	5,6	34,6	46,4	86,6	6,9	1,6	4,7	15,0	7,2
Avril	5,0	33,2	46,3	84,5	7,5	1,5	4,6	18,3	7,7
Mai	4,2	31,4	46,2	81,8	7,9	1,4	4,3	15,6	8,6
Juin	3,7	29,0	45,8	78,5	8,2	1,6	4,0	16,5	9,2
Juillet	4,1	32,3	46,4	82,8	8,4	1,9	4,1	15,9	9,1
Août	3,9	31,6	45,8	81,3	8,5	1,6	5,5	8,8	8,6
Septembre	4,8	33,0	45,9	83,7	8,5	3,2	5,1	15,0	9,8
Octobre	6,7	36,6	46,4	89,7	8,4	2,7	5,5	15,5	9,0
Novembre	7,0	39,3	47,4	93,7	8,0	2,3	5,5	16,3	9,0
Décembre	7,7	43,6	48,4	99,7	7,4	2,1	5,4	13,6	7,8
1973 Janvier	7,5	43,3	49,1	99,9	7,1	1,9	5,2	11,2	8,2
Février	6,8	42,3	49,1	98,2	7,1	1,8	5,0	16,5	9,5

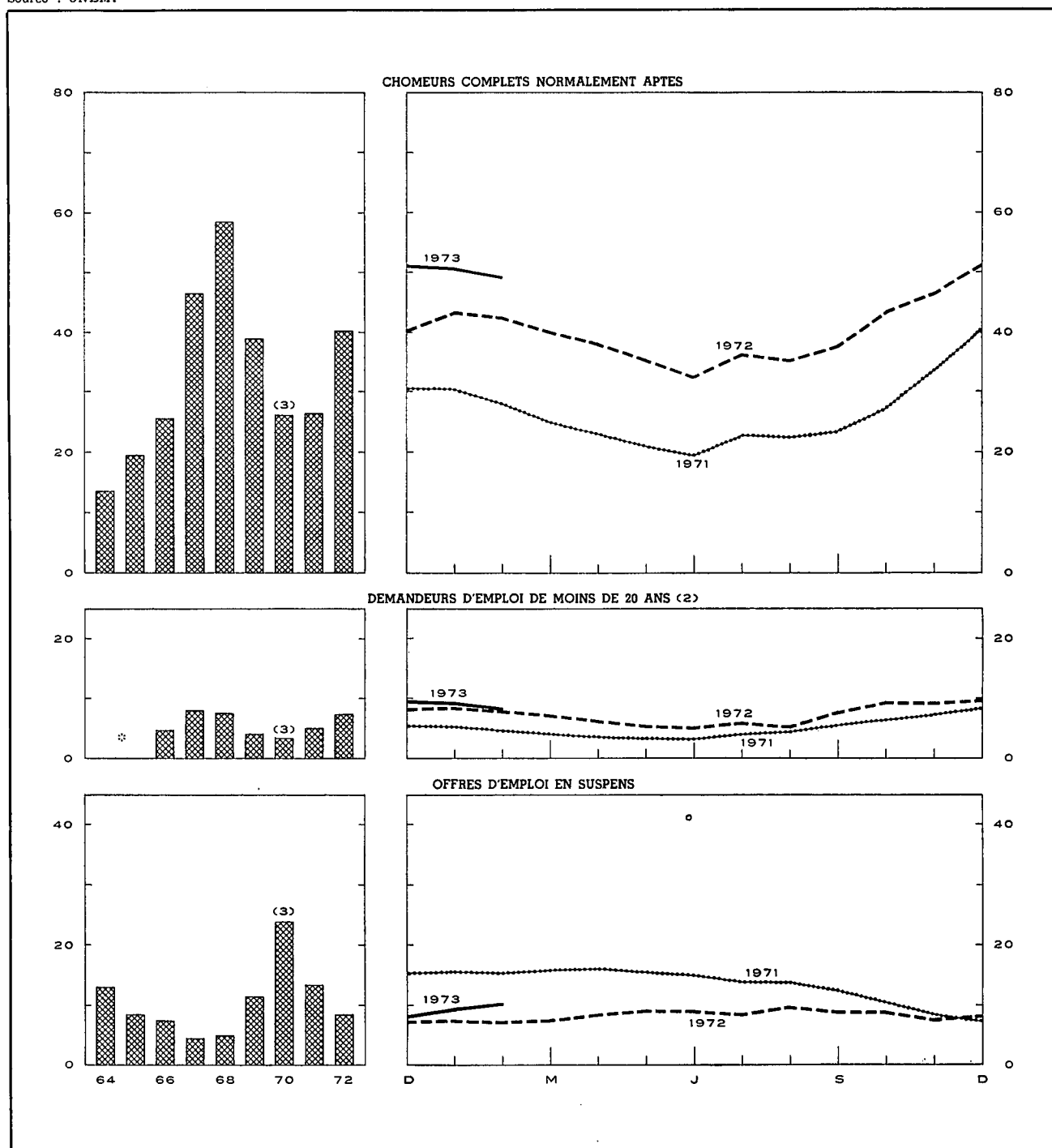
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



* Données non disponibles.

¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 6 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — I.R.E.S. — Industrie, revue de la F.E.B. —

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207	224	234
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181	193	204
seigle	41	33	29	26	26	21	20	24	21
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255	233	228
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101	109	112
Plantes et racines tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80	73	65
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7	5	4
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795	782	768
Divers	109	98	102	102	96	98	97	103	109
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.520
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	900	854	650	828	839	754	708	878	916
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034	1.033
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48	93	61
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56	54	27
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	1.258
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840	2.825
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031	1.025
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .	429	461	500	548	586	608	704	739	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

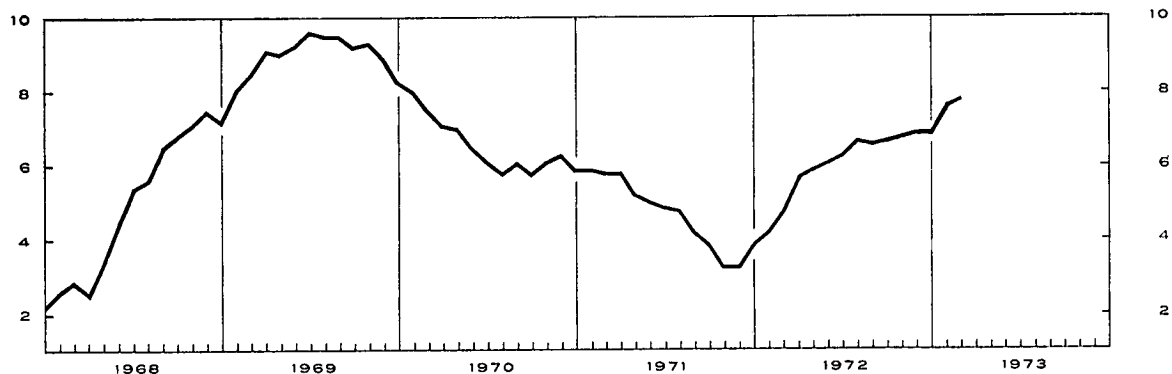
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Aiglefin	233	141	130	136	361	346	157
Cabillaud	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584
Plie	294	442	516	450	376	398	383
Sole	263	329	412	356	309	320	319
Raie	280	182	178	219	231	199	169
Hareng	112	61	30	11	38	62	55
Crevettes	72	80	104	80	114	114	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique.

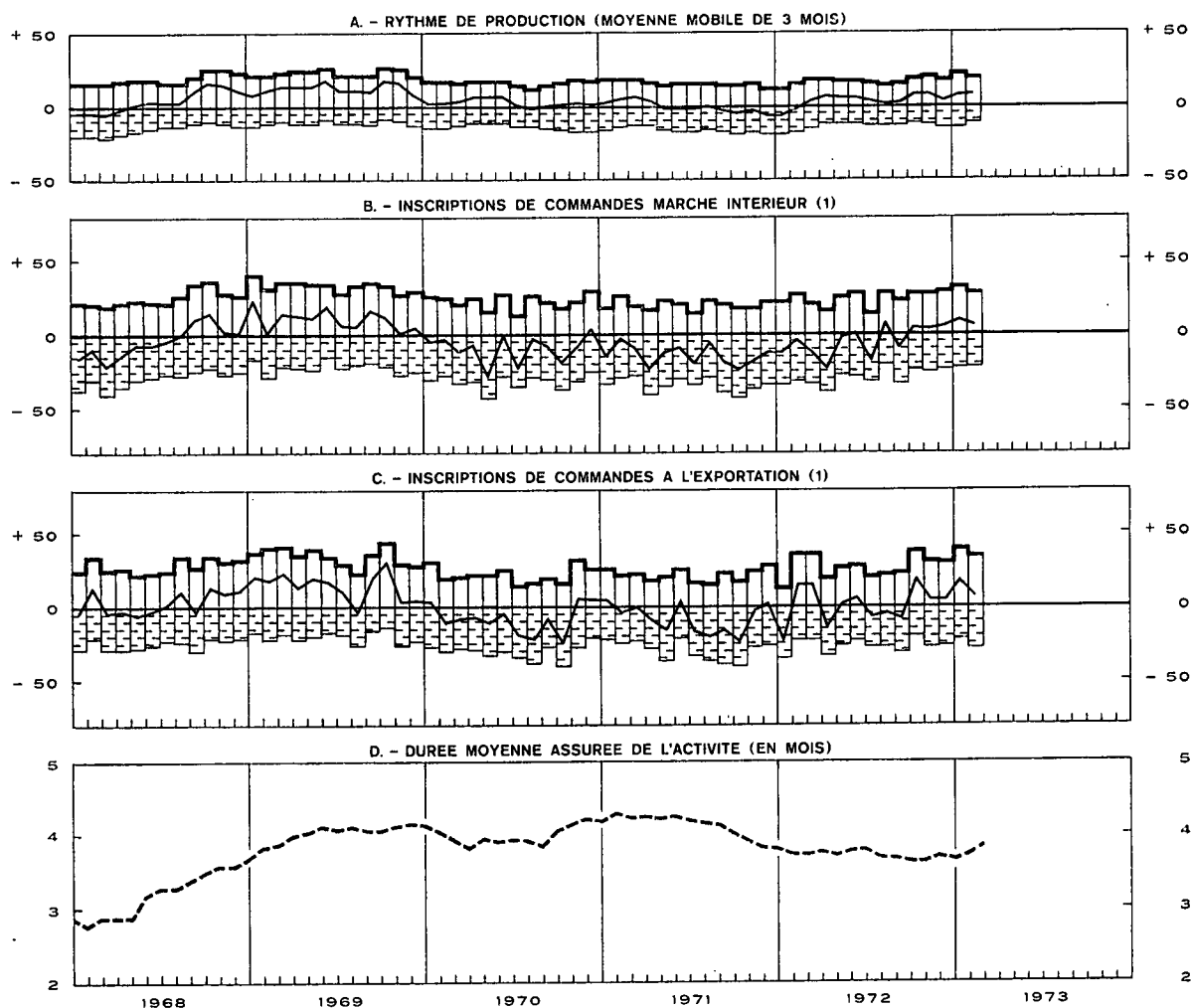
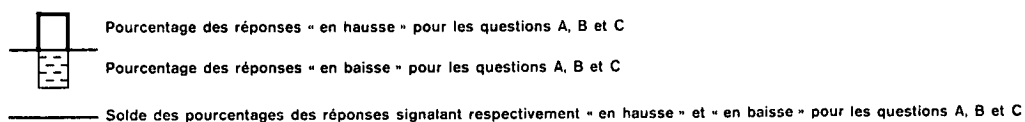
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE *



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE **




* La composition de cette « Courbe synthétique » a été expliquée dans le Bulletin de la Banque Nationale du mois d'octobre 1972.

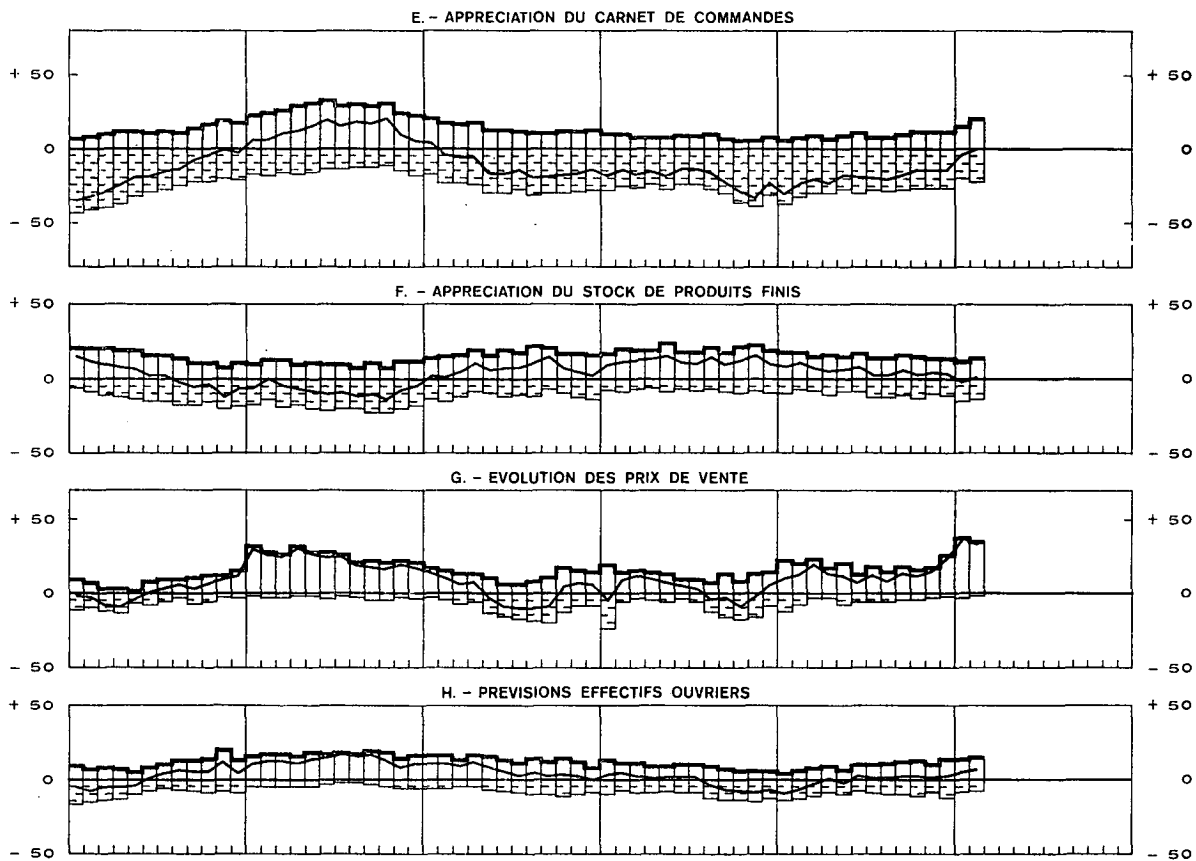
** Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

urgie, terre cuite, textile et verre. Elle ne comprennent pas la chimie en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

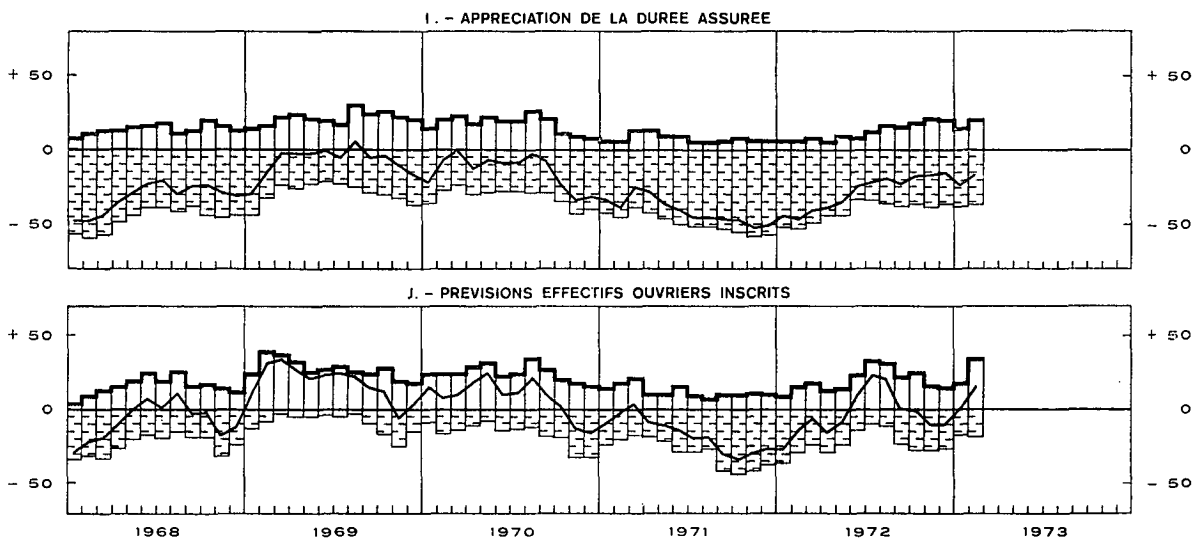
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *


 Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros oeuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non saisonnalisés			Indices saisonnalisés ¹
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	135	144	134	135
1971	139	148	137	n.d.
1972	p 147	p 157	p 145	
1970 4 ^e trimestre	144	152	138	135
1971 1 ^{er} trimestre	139	147	138	137
2 ^e trimestre	140	149	140	137
3 ^e trimestre	131	140	135	137
4 ^e trimestre	145	155	135	138
1972 1 ^{er} trimestre	147	157	142	p 138
2 ^e trimestre	p 147	p 157	146	p 141
3 ^e trimestre	p 135	p 144	141	p 143
4 ^e trimestre	p 158	p 170	p 150	
1972 Janvier	140	149	142	138
Février	142	152	135	p 138
Mars	159	169	148	p 139
Avril	p 138	p 147	143	p 140
Mai	p 146	p 156	146	p 141
Juin	p 157	p 167	148	p 142
Juillet	p 107	p 115	130	p 142
Août	p 140	p 150	142	p 143
Septembre	p 157	p 168	149	p 144
Octobre	p 165	p 176	151	p 145
Novembre	p 158	p 170	p 149	p 146
Décembre	p 152	p 164	p 151	
1973 Janvier			p 141	
Février			p 140	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

Source : I.N.S.

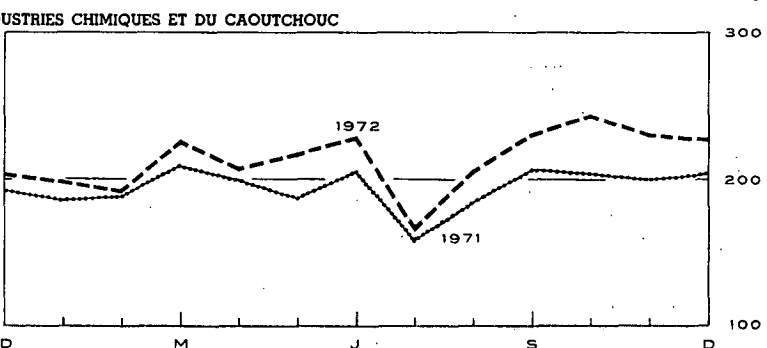
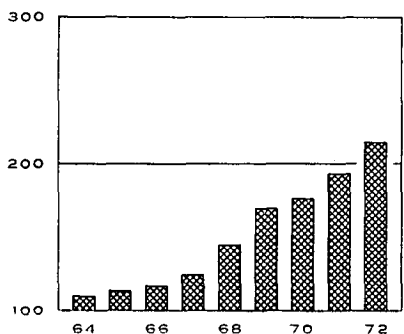
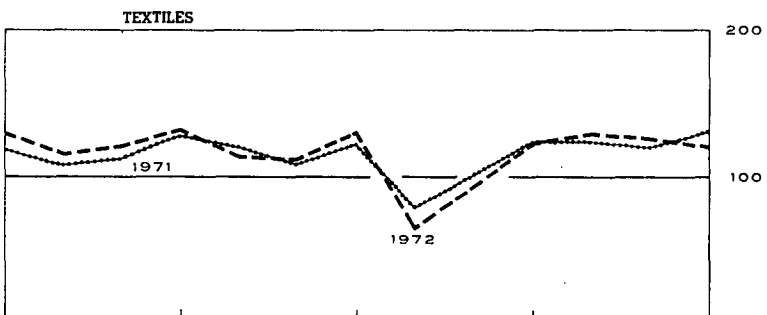
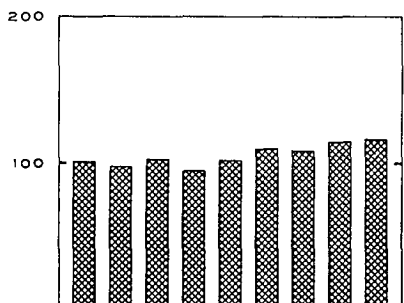
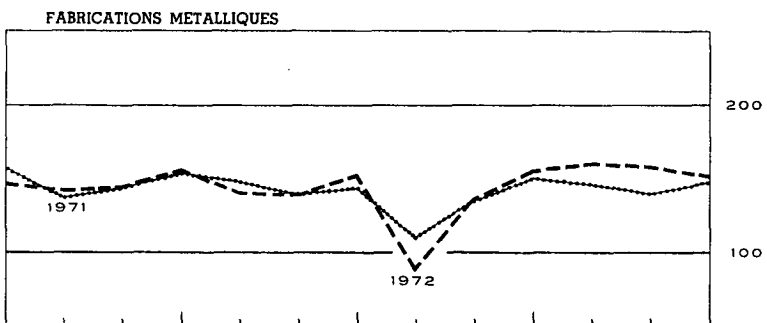
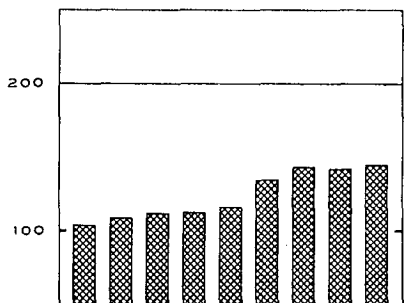
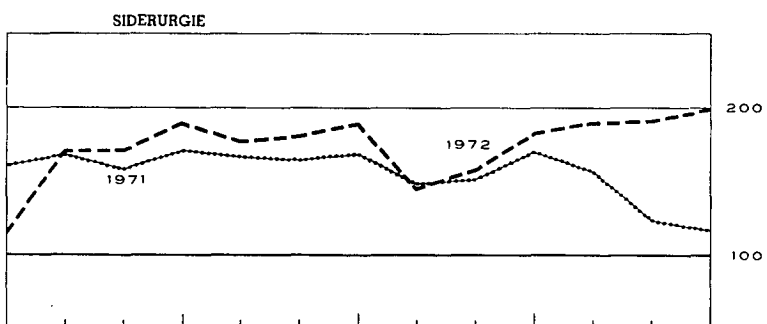
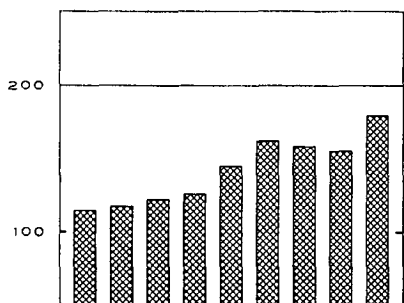
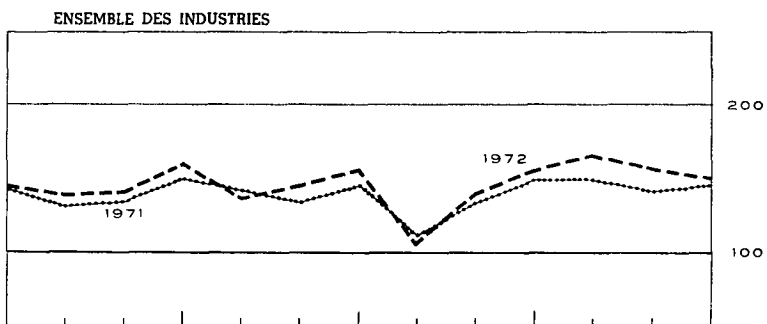
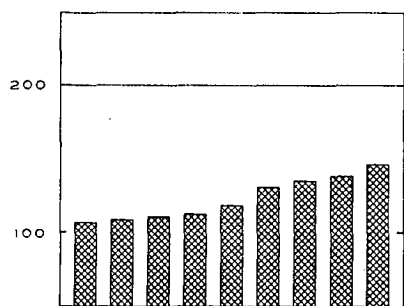
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. À l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Filature	Tissage	Bonnetterie	Total	Transformation des matières plastiques	
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971	139	62	148	131	156	139	142	142	115	104	131	108	194	429	249
1972	p 147	60	157	133	180	144	145	155	116	102	140	104	215		298
1970 4 ^e trimestre	144	68	152	138	152	149	157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	139	68	147	123	167	133	145	127	116	107	129	111	194	395	248
2 ^e trimestre	140	61	149	140	167	141	144	134	117	105	131	114	197	433	249
3 ^e trimestre	131	55	140	127	157	133	132	145	101	92	117	95	183	413	243
4 ^e trimestre	145	65	155	135	133	148	145	160	125	113	148	111	203	475	256
1972 1 ^{er} trimestre	147	65	157	123	178	148	148	135	124	110	147	114	206	489	271
2 ^e trimestre	p 147	65	p 157	143	184	147	p 145	145	120	108	145	106	219	534	302
3 ^e trimestre	p 135	50	p 144	128	163	131	p 128	148	95	82	114	88	202	484	311
4 ^e trimestre	p 158	59	170	140	194	149	158	190	126	108	153	110	234		304
1971 Décembre	145	65	155	124	117	154	148	154	130	124	154	108	204	477	292
1972 Janvier	140	61	149	114	171	147	143	124	116	107	136	103	199	465	295
Février	142	63	152	111	172	148	146	130	122	109	145	111	193	461	248
Mars	159	72	169	144	190	150	154	151	133	115	159	127	226	541	271
Avril	p 138	62	p 147	137	179	139	p 141	136	115	109	138	105	208	478	303
Mai	p 146	63	p 156	147	182	144	p 140	144	113	97	137	100	218	535	305
Juin	p 157	69	p 167	144	190	156	p 154	156	131	118	159	114	229	589	297
Juillet	p 107	35	p 115	101	146	113	p 90	128	70	61	96	48	168	371	307
Août	p 140	54	p 150	135	159	139	p 137	153	95	81	103	102	206	496	314
Septembre	p 157	61	p 168	148	184	141	p 157	161	120	103	143	114	232	586	312
Octobre	p 165	66	p 176	154	191	157	p 161	p 205	p 130	108	154	118	244	623	276
Novembre	p 158	60	170	138	192	143	159	198	126	105	154	119	231	639	313
Décembre	p 152	52	164	129	200	148	153	169	121	110	151	93	228		322

* Excl. la construction.

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1963 = 100



64 66 68 70 72 D M J S D

IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé 2	Importations de gaz naturel 3
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633	2.520	149	549
1972	875	472			1.616	2.972			
1970 4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 ^e trimestre	862	337	384	1.698	1.528	2.456	2.523	158	502
3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920	2.593	131	584
1972 1 ^{er} trimestre	984	595	357	1.675	1.630	3.027	2.748	155	622
2 ^e trimestre	945	677	486	1.890	1.673	2.785	3.056	161	616
3 ^e trimestre	720	600	418	1.578	1.571	2.697	3.145	154	695
4 ^e trimestre	851	472			1.578	3.381			
1972 Février	969	535	421	1.709	1.657	2.914	2.511	140	592
Mars	1.055	595	365	1.811	1.648	3.010	2.742	170	642
Avril	891	603	401	1.762	1.636	2.789	3.070	163	640
Mai	927	616	525	2.022	1.682	2.808	3.089	163	617
Juin	1.018	677	533	1.887	1.701	2.757	3.008	158	593
Juillet	553	615	350	1.422	1.613	2.435	3.104	156	491
Août	753	588	398	1.605	1.526	2.623	3.176	141	553
Septembre	854	600	507	1.708	1.573	3.033	3.155	164	657
Octobre	919	594	478	1.753	1.603	3.310	2.796	171	743
Novembre	857	546	468	1.776	1.578	3.367	3.165	163	823
Décembre	776	472			1.552	3.467			
1973 Janvier	<i>p</i> 870	<i>p</i> 445			<i>p</i> 1.565	3.504			
Février	<i>p</i> 826	<i>p</i> 443			<i>p</i> 1.593				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,8 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

² 1 m³ = 4.250 kilocalories.
³ 1 m³ = 8.400 kilocalories.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	9,42	14,24	23,66	23,33
1972	<i>p</i> 1.211	894				
1970 4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817	9,13	15,00	24,13	21,99
2 ^e trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 ^e trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 ^e trimestre	872	700	9,61	14,11	23,72	25,36
1972 1 ^{er} trimestre	1.189	908	<i>p</i> 9,85	<i>p</i> 15,41	<i>p</i> 25,26	<i>p</i> 25,96
2 ^e trimestre	1.240	923	<i>p</i> 10,72	<i>p</i> 16,21	<i>p</i> 26,93	<i>p</i> 26,82
3 ^e trimestre	1.107	817	<i>p</i> 8,91	<i>p</i> 14,05	<i>p</i> 22,96	<i>p</i> 22,73
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1.310	928				
1972 Février	1.154	892	<i>p</i> 9,31	<i>p</i> 14,74	<i>p</i> 24,05	<i>p</i> 25,44
Mars	1.272	969	<i>p</i> 10,28	<i>p</i> 16,86	<i>p</i> 27,14	<i>p</i> 28,72
Avril	1.222	883	<i>p</i> 11,21	<i>p</i> 15,31	<i>p</i> 26,52	<i>p</i> 25,72
Mai	1.225	907	<i>p</i> 10,94	<i>p</i> 16,67	<i>p</i> 27,61	<i>p</i> 26,24
Juin	1.272	979	<i>p</i> 10,03	<i>p</i> 16,64	<i>p</i> 26,67	<i>p</i> 28,52
Juillet	1.044	659	<i>p</i> 6,83	<i>p</i> 9,71	<i>p</i> 16,54	<i>p</i> 16,43
Août	1.077	828	<i>p</i> 9,49	<i>p</i> 14,83	<i>p</i> 24,32	<i>p</i> 22,70
Septembre	1.201	965	<i>p</i> 10,42	<i>p</i> 17,59	<i>p</i> 28,01	<i>p</i> 29,05
Octobre	1.277	943	<i>p</i> 10,47	<i>p</i> 17,09	<i>p</i> 27,56	<i>p</i> 28,27
Novembre	1.302	934				
Décembre	<i>p</i> 1.352	906				
1973 Janvier	<i>p</i> 1.380					
Février	<i>p</i> 1.160					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1968 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969	123	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971	n.d.	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1970 4 ^e trimestre	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 ^e trimestre	142	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	141	3.880	2.017	509	2.642	3.908	2.110	515	2.538
4 ^e trimestre	140	4.127	2.115	499	2.415	3.324	1.761	516	2.377
1972 1 ^{er} trimestre	140	5.233	2.707	517	1.933	3.836	2.012	530	2.341
2 ^e trimestre	141	6.412	3.355	624	2.919	4.948	2.644	483	2.237
3 ^e trimestre	140								
4 ^e trimestre	139								
1971 Décembre	140	4.812	2.470	525	2.935	2.879	1.466	468	1.721
1972 Janvier	140	4.206	2.293	462	1.872	3.649	1.636	357	2.527
Février	139	5.353	2.786	501	1.713	3.191	1.872	647	2.335
Mars	141	6.139	3.041	587	2.364	4.668	2.527	586	2.162
Avril	141	7.032	3.535	554	2.557	6.569	3.251	650	2.694
Mai	142	5.732	3.173	632	3.543	4.084	2.466	452	2.514
Juin	141	6.472	3.356	686	2.656	4.192	2.215	346	1.503
Juillet	140	5.227	2.847	623	3.777	3.329	1.770	480	1.485
Août	140	5.547	3.022	685	4.424	4.184	2.346	506	2.030
Septembre	140								
Octobre	139								
Novembre	139								
Décembre	139								

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois et portent sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1968 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (6 pays ¹)			Belgique			République fédérale d'Allemagne ²		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
1 ^{er} trimestre	151	156	+ 3,3	132	137	+ 3,2	153	157	+ 2,6
2 ^o trimestre	152	155	+ 2,0	133	137	+ 2,9	155	157	+ 1,3
3 ^o trimestre	152	156	+ 2,6	134	137	+ 1,9	154	156	+ 1,3
4 ^o trimestre	153	157	+ 2,6	135	138	+ 2,0	153	153	—
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	156	161	+ 3,2	137	138	+ 1,3	157	158	+ 0,6
2 ^o trimestre	155	162	+ 4,5	137	141	+ 3,0	157	161	+ 2,5
3 ^o trimestre	156	163	+ 4,5	137	143	+ 4,5	156	160	+ 2,6
4 ^o trimestre	157	169	+ 7,6	138	146	+ 6,0	153	167	+ 9,1
	France			Italie			Pays-Bas		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
1 ^{er} trimestre	150	156	+ 4,0	152	149	— 2,0	171	185	+ 8,2
2 ^o trimestre	150	155	+ 3,3	150	145	— 3,3	174	187	+ 7,5
3 ^o trimestre	149	161	+ 8,1	149	142	— 4,7	178	188	+ 5,6
4 ^o trimestre	151	164	+ 8,6	151	150	— 0,7	181	190	+ 5,0
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	156	166	+ 6,4	149	150	+ 0,7	185	197	+ 6,5
2 ^o trimestre	155	168	+ 8,4	145	149	+ 2,8	187	202	+ 8,0
3 ^o trimestre	161	172	+ 6,8	142	145	+ 2,1	188	202	+ 7,4
4 ^o trimestre	164	175	+ 6,7	150	156	+ 4,0	190	n.d.	n.d.

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, République fédérale d'Allemagne, France, Italie et Pays-Bas.
² Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel de*

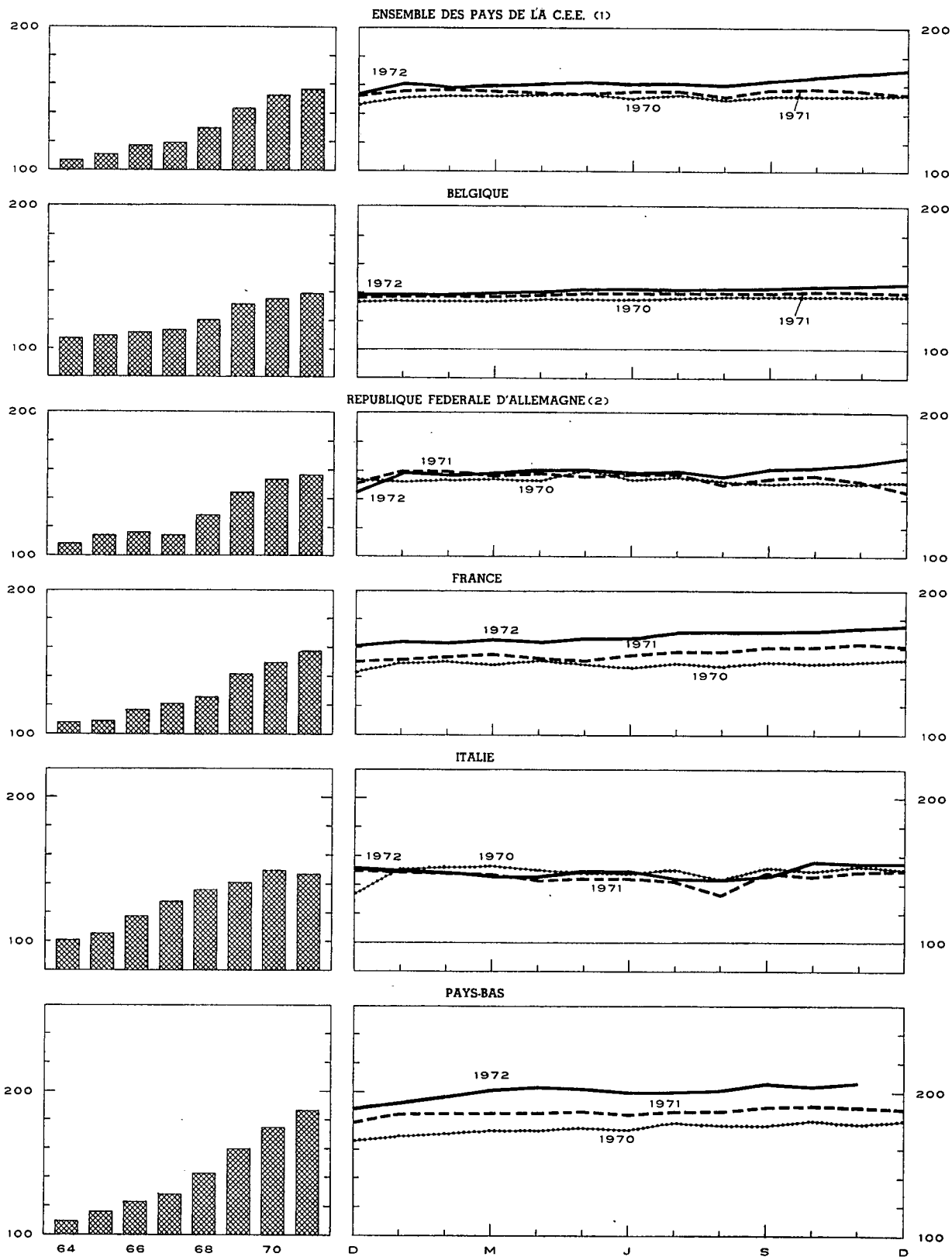
L'Energie électrique. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



¹ Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, République fédérale d'Allemagne, France, Italie et Pays-Bas.
² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Nombre de voyageurs-km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1970 3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
4 ^e trimestre	713	609	5.455	1.437	1.220	202,1	40,9
1972 1 ^{er} trimestre	690	621	5.694	1.464	1.419	197,6	36,1
2 ^e trimestre	695	624	5.849	1.542	1.468	249,1	41,7
3 ^e trimestre	664	548	5.164	1.326	1.327	353,2	50,4
1971 Novembre	724	601	5.322	1.406	1.136	174,1	39,3
Décembre	720	593	5.313	1.415	1.099	203,2	40,2
1972 Janvier	693	594	5.350	1.401	1.302	199,1	35,0
Février	684	598	5.521	1.397	1.352	159,0	32,0
Mars	692	671	6.212	1.595	1.602	234,6	41,3
Avril	669	598	5.559	1.475	1.410	231,3	39,2
Mai	722	627	5.818	1.523	1.460	222,8	39,0
Juin	695	648	6.171	1.627	1.533	293,3	47,0
Juillet	639	494	4.564	1.176	1.193	364,7	51,3
Août	681	543	5.263	1.325	1.383	357,8	50,3
Septembre	672	607	5.665	1.476	1.406	337,1	49,7
Octobre	675	717	6.467	1.613	1.579	264,3	44,0
Novembre	669	707	6.385	1.681	1.517		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1970 3 ^e trimestre ..	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 ^e trimestre ..	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945	791	78	7.868	565
1971 1 ^{er} trimestre ..	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 ^e trimestre ..	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116	823	50	8.320	588
3 ^e trimestre ..	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397	522	64	8.117	555
4 ^e trimestre ..	5.284	3.514	1.907	591	706	195	1.366	536	77	7.896	568
1972 1 ^{er} trimestre ..	5.417	2.886	2.057	600	493	283	1.386	702	69	7.398	525
2 ^e trimestre ..	5.607	3.302	2.442	692	580	366	1.471	619	71	8.557	602
3 ^e trimestre ..	5.339	3.203	2.171	699	614	361					
1971 Novembre	4.968	3.738	1.624	589	340	123	1.227	367	81	7.441	544
Décembre	5.459	3.124	2.113	548	866	322	1.446	690	62	7.794	539
1972 Janvier	5.681	2.501	1.939	570	209	130	1.346	769	70	6.797	484
Février	5.020	2.902	2.207	564	666	363	1.383	464	64	7.068	494
Mars	5.551	3.254	2.026	667	604	357	1.428	874	73	8.328	598
Avril	5.324	2.928	2.286	660	531	292	1.535	769	36	8.417	595
Mai	5.776	3.290	2.307	690	454	358	1.363	596	86	8.720	600
Juin	5.720	3.689	2.733	727	756	449	1.516	491	91	8.534	612
Juillet	5.429	2.927	2.107	709	567	482		106	61	7.032	479
Août	5.264	3.511	2.209	617	578	317		1.050	98	8.014	534
Septembre ...	5.324	3.172	2.197	772	696	285					
Octobre	5.484	3.283	2.748	648	995	434					
Novembre				759							

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1970 3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
3 ^e trimestre	5.891	4.563	209	412	207	237	72
4 ^e trimestre	580	339	40	29	31	33	26
1972 1 ^{er} trimestre	505	288	41	22	26	32	24
2 ^e trimestre	1.870	1.286	95	102	123	98	49
3 ^e trimestre	5.700	4.488	212	412	169	208	65
1971 Septembre	1.854	1.255	106	60	142	94	61
Octobre	686	373	48	36	48	44	38
Novembre	520	303	39	23	24	30	22
Décembre	535	340	32	28	22	25	19
1972 Janvier	374	185	31	18	24	25	22
Février	375	180	34	22	21	26	23
Mars	767	500	58	25	32	44	26
Avril	1.237	822	92	39	102	54	33
Mai	1.880	1.297	107	103	129	77	53
Juin	2.492	1.740	86	164	139	164	60
Juillet	8.722	6.828	167	903	205	359	73
Août	6.615	5.427	363	260	224	166	62
Septembre	1.762	1.208	106	73	79	99	61

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1971	132	140	108	251	232	133	137	171	150	143	125
1970 3 ^e trimestre	122	122	100	200	192	127	115	137	137	128	116
4 ^e trimestre	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 ^{er} trimestre	111	118	101	216	201	121	98	126	129	121	107
2 ^e trimestre	137	137	108	248	229	134	153	167	150	147	130
3 ^e trimestre	133	137	104	245	241	133	126	181	153	143	125
4 ^e trimestre	149	170	118	295	255	142	169	210	168	163	140
1972 1 ^{er} trimestre	139	140	107	257	224	137	131	180	163	149	127
2 ^e trimestre	158	155	108	282	242	147	165	208	182	167	142
3 ^e trimestre	152	157	105	287	261	149	143	207	179	164	137
1971 Novembre	137	159	105	263	234	133	150	185	159	149	129
Décembre	167	202	136	336	294	158	187	253	193	184	158
1972 Janvier	128	133	103	245	216	131	116	163	151	138	119
Février	131	130	103	242	215	132	109	176	157	141	120
Mars	157	156	116	285	242	147	169	200	181	167	143
Avril	150	146	105	271	236	142	163	193	167	159	136
Mai	159	153	108	281	241	147	167	209	182	168	143
Juin	165	166	112	293	250	151	166	223	196	175	148
Juillet	145	157	100	273	259	140	151	192	168	157	131
Août	148	145	104	277	250	150	122	202	176	159	133
Septembre	163	170	110	311	274	157	156	227	192	175	146
Octobre	157	156	105	299	240	147	172	216	174	168	139
Novembre	158	174	103	296	247	148	161	219	187	170	139

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 2 ^e semestre ...	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre ...	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre ...	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 ^{er} semestre ...	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54
2 ^e semestre ...	1.753	1.149	175	429	27,13	10,38	9,62	7,13	9,91	3,70	3,23	2,98
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,27	9,91	10,95	8,41	13,03	4,83	4,15	4,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 ^e semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136,2	66,2	16,4	53,6
2 ^e semestre	53	33	2	18	123,5	51,5	12,2	59,8
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145,1	64,4	18,1	62,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1969 2 ^e semestre ...	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre ...	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre ...	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 ^{er} semestre ...	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
2 ^e semestre ...	819	3,8	0,8	1,4	54,2	17,5	6,6	249,6	56,9	6,7	418,8	2,5
1972 1 ^{er} semestre ...	879	4,6	0,9	1,2	80,9	22,7	7,3	236,9	84,2	6,8	431,2	2,4
Crédits accordés (millions de francs)												
1969 2 ^e semestre ...	9.291	704	55	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre ...	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre ...	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 ^{er} semestre ...	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
2 ^e semestre ...	9.914	867	77	189	3.767	647	60	340	109	981	2.833	43
1972 1 ^{er} semestre ...	13.028	998	120	162	6.140	908	93	314	146	1.067	3.028	52
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1969 2 ^e semestre ...	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre ...	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1970 4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 ^{er} trimestre	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1972 1 ^{er} trimestre	40	3	308	4.915	1.087	4.918	1.395	1.752	207	6.670	1.602
2 ^e trimestre	40	3	330	4.922	1.234	4.925	1.564	1.826	211	6.751	1.775
3 ^e trimestre	40	3	325	5.205	1.211	5.208	1.536	1.782	210	6.990	1.746
4 ^e trimestre	40	4	422	6.439	1.459	6.443	1.882	2.165	224	8.608	2.106
1972 Janvier	40	3	297	4.636	1.026	4.639	1.323	1.686	199	6.325	1.522
Février	40	3	290	4.784	1.168	4.787	1.458	1.686	199	6.473	1.657
Mars	40	4	337	5.325	1.067	5.329	1.404	1.884	222	7.213	1.626
Avril	40	3	215	4.564	930	4.567	1.145	1.659	183	6.226	1.328
Mai	40	3	317	5.105	1.355	5.108	1.672	1.909	215	7.017	1.887
Juin	40	3	457	5.096	1.419	5.099	1.876	1.910	236	7.009	2.112
Juillet	40	3	269	5.061	1.260	5.064	1.529	1.771	211	6.835	1.740
Août	40	3	311	5.118	1.175	5.121	1.486	1.785	203	6.906	1.689
Septembre	40	3	395	5.435	1.198	5.438	1.593	1.790	215	7.228	1.808
Octobre	40	4	338	6.491	1.483	6.495	1.821	2.138	221	8.633	2.042
Novembre	40	4	508	6.116	1.394	6.120	1.902	2.060	216	8.180	2.118
Décembre	40	3	421	6.706	1.501	6.709	1.922	2.297	234	9.006	2.156
1973 Janvier	40	4	685	7.219	1.715	7.223	2.400	2.428	242	9.651	2.642

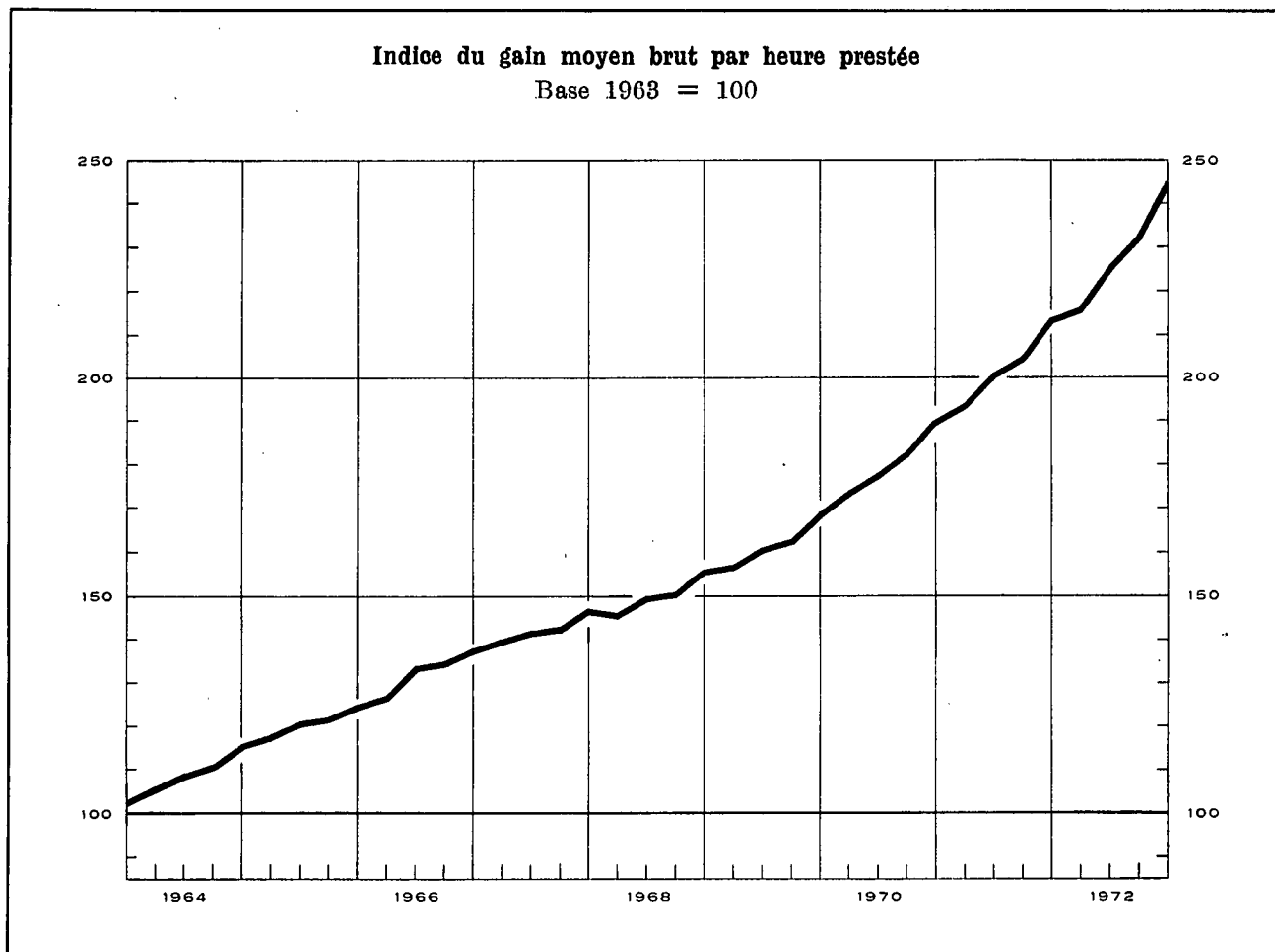
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers.* — *I.R.E.S. — Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATION DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	203	195	204	192	225
1972 p	232	218	231		259
1970 Déc.	190	180	189		209
1971 Mars 194	194	189	197		213
Juin 201	201	193	202		221
Sept. 205	205	197	206		227
Déc. 214	214	200	210		238
1972 Mars 218	218	209	220		243
Juin 228	228	215	228		254
Sept. ... p 235	235	221	235		262
Déc. ... p 246	246	227	240		274

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1958 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,675; col. (2) : 1,608; col. (3) : 1,624; col. (5) : 1,761.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.E.B.

	Belgique (frances belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,6
1971	111,16	111,8	n.d.	99,8	78,0	89,8
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre ..	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril ...	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre ..	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril ...	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre ..	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril ...	108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0
Sept.-Octobre ..	114,09	111,6	67,7	101,8	76,2	86,8
1972 Mars-Avril ...	123,97	109,1	n.d.	n.d.	n.d.	88,6

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVIIe Rapport annuel O.N.S.S., p. 278.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ La F.E.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours de change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 avril	1971 octobre	1972 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	70,14	74,02	76,85	97,03	101,32	107,90	115,24
Préparation de charbon (ouvriers surface)	49,13	52,41	55,71	70,97	74,69	78,68	84,65
Carrières	54,01	56,88	61,10	67,05	73,97	77,89	83,52
Total des industries extractives	62,97	66,20	69,35	85,97	90,58	96,02	102,87
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	45,59	48,74	53,30	58,40	63,19	67,95	72,82
Boissons	50,56	54,13	59,15	63,90	67,48	72,77	77,31
Tabac	43,60	47,00	51,93	57,40	62,12	66,30	72,45
Industries textiles	44,32	46,55	51,52	56,05	61,22	63,67	69,79
Chaussures, habillement	37,66	39,90	43,67	49,04	52,17	54,03	58,30
Bois (sauf meubles)	48,00	50,69	55,62	62,88	67,38	70,22	73,89
Industrie du meuble	49,18	53,16	58,19	65,14	67,37	70,48	74,19
Papier, articles en papier	50,88	53,17	59,82	65,91	71,21	74,88	80,51
Impressions et reliures	56,79	61,45	65,12	72,40	76,94	85,15	88,70
Cuir (sauf chaussures, habillement)	43,38	46,62	50,91	55,01	59,39	62,12	65,63
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	51,42	54,05	60,09	66,39	71,86	75,59	83,16
Industries chimiques	59,59	61,49	67,83	75,15	81,88	86,21	95,06
Industrie du pétrole	85,10	88,22	94,01	105,03	117,99	123,38	130,27
Produits minéraux non métalliques	53,46	56,02	61,56	68,36	76,18	77,89	84,83
Industries métallurgiques de base	62,98	66,23	72,94	80,93	89,22	93,55	100,21
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	52,12	54,88	60,08	67,65	72,85	75,62	82,29
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	56,20	59,18	63,93	71,66	77,63	81,42	88,23
Industrie électrotechnique	51,19	54,46	60,11	67,59	73,84	76,89	84,16
Construction de matériel de transport ...	59,53	63,21	69,93	79,46	85,63	88,52	95,55
Total des industries manufacturières	51,36	54,22	59,54	66,16	71,83	75,14	81,23
dont : hommes	55,92	59,04	64,79	71,98	78,09	81,72	88,06
femmes	37,67	39,79	43,82	48,70	53,05	55,41	60,60
<i>Construction</i> ¹	55,71	57,89	62,22	71,90	77,05	78,11	83,95
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	52,84	55,60	60,62	68,39	73,91	76,96	83,05
dont : hommes	56,42	59,34	64,59	73,04	78,83	82,04	88,32

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Bulletin de la F.E.B.*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	461	1.391	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	546	1.276	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	411	1.209	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	517	1.302	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	611	1.428	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	579	1.503	42,0	3,02
1971	1,74	44,8	72	27,70	143,7	444	1.437	36,8	3,26
1970 3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
1970 4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre	1,79	50,1	69	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
1971 2 ^e trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
1971 3 ^e trimestre	1,76	42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
1971 4 ^e trimestre	1,65	43,3	73	30,60	130,2	412	1.411	34,0	3,33
1972 1 ^{er} trimestre	1,66	44,9	84	34,97	131,5	429	1.433	36,7	3,33
1972 2 ^e trimestre	1,70	46,9	99	38,50	136,7	423	1.474	37,2	3,33
1972 3 ^e trimestre	1,84	56,1	119	34,00	143,7	428	1.539	39,2	3,33
1971 Novembre	1,66	43,1	73	30,10	127,7	406	1.413	34,0	3,33
1971 Décembre	1,64	44,4	74	32,00	132,3	411	1.417	33,0	3,33
1972 Janvier	1,66	44,7	79	34,40	133,7	419	1.412	36,0	3,33
1972 Février	1,66	44,4	86	35,20	131,4	427	1.413	38,0	3,33
1972 Mars	1,67	45,5	87	35,30	129,5	442	1.475	36,0	3,33
1972 Avril	1,69	46,1	93	37,70	131,1	433	1.497	35,5	3,33
1972 Mai	1,71	47,1	97	39,70	139,5	423	1.467	37,0	3,33
1972 Juin	1,69	47,4	108	38,10	139,4	412	1.457	36,0	3,33
1972 Juillet	1,70	52,5	106	37,10	146,0	423	1.530	38,5	3,33
1972 Août	1,81	58,9	119	34,90	140,7	427	1.531	40,5	3,33
1972 Septembre	2,01	57,0	133	30,00	144,5	434	1.557	40,5	3,33
1972 Octobre	2,29	55,7	182	27,30	163,5	429	1.571	38,5	3,33
1972 Novembre		56,1	172	29,20	178,3	428	1.576		3,33

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1965	98	103	102	106	96
1966	97	106	103	106	97
1967	94	99	100	102	95
1968	107	98	100	104	93
1969	115	106	103	108	95
1970	120	111	105	108	100
1971	113	101	105	109	100
1972	128	113	116	121	109
1970 4 ^e trimestre	119	105	104	105	102
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
1971 2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
1971 3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
1971 4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1972 1 ^{er} trimestre	119	106	113	118	105
1972 2 ^e trimestre	119	108	115	120	106
1972 3 ^e trimestre	127	115	116	120	108
1972 4 ^e trimestre	147	122	122	125	118
1972 Février	120	106	113	119	105
1972 Mars	120	107	115	120	106
1972 Avril	118	107	115	120	106
1972 Mai	119	109	115	120	106
1972 Juin	119	109	115	120	106
1972 Juillet	122	113	114	120	105
1972 Août	126	115	116	120	108
1972 Septembre	132	117	118	121	112
1972 Octobre	141	119	121	125	115
1972 Novembre	146	121	121	124	116
1972 Décembre	155	127	123	127	122
1973 Janvier	171	130	129	132	123
1973 Février	178	135	136	138	132

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

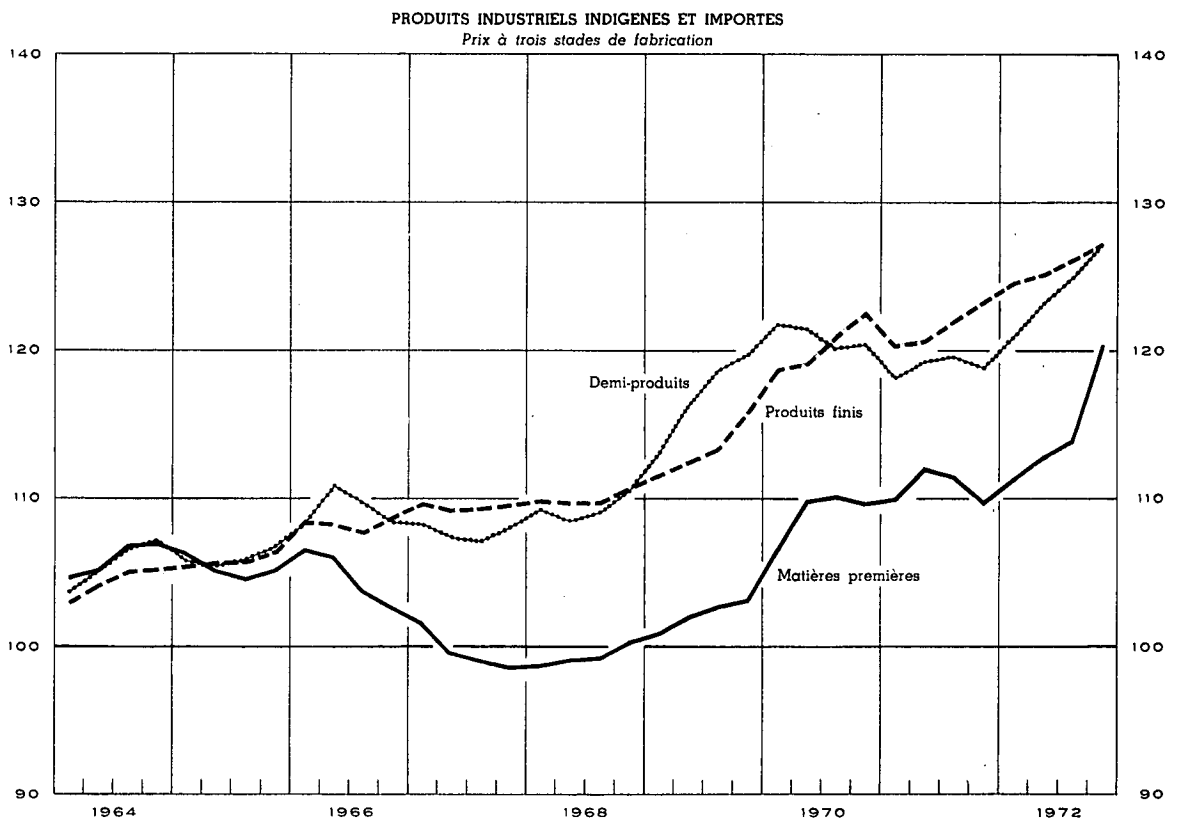
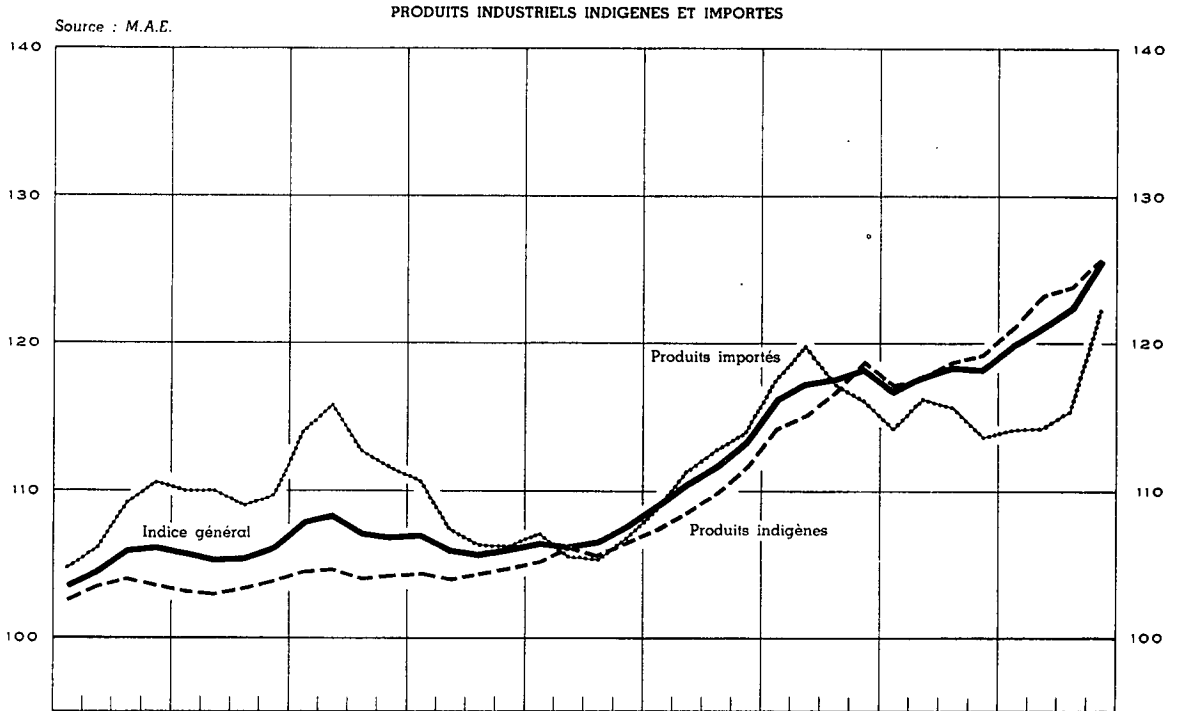
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	116,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1972	122,1	121,6	130,2	114,2	122,3	123,2	116,8	119,8	127,6	114,6	112,5	141,8	114,7	124,1	125,9
1970 4 ^e trimestre	118,2	117,7	116,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1972 1 ^{er} trimestre	119,1	115,9	128,9	104,9	120,0	121,1	114,1	118,6	126,2	111,1	112,3	140,4	111,4	121,0	124,7
2 ^e trimestre	120,9	119,8	129,8	111,2	121,2	122,2	115,3	119,3	127,2	112,5	111,8	141,8	112,9	123,2	125,2
3 ^e trimestre	122,3	122,0	128,9	116,0	122,5	123,8	115,4	120,0	128,3	113,9	112,3	142,5	114,0	125,0	126,2
4 ^e trimestre	126,1	128,7	133,2	124,6	125,6	125,6	122,2	121,4	128,9	121,0	113,5	142,7	120,4	127,3	127,3
1972 Février	119,3	115,9	129,6	104,4	120,2	121,4	114,0	119,0	126,1	111,7	112,3	140,6	111,7	121,3	124,9
Mars	119,6	115,7	128,2	105,2	120,7	121,6	115,3	118,7	127,0	112,5	112,4	140,7	113,0	122,0	124,7
Avril	120,4	117,6	129,3	107,6	121,2	122,0	115,5	119,2	127,0	112,7	112,4	141,5	113,0	123,2	125,0
Mai	121,0	120,8	133,0	110,4	121,2	122,1	115,4	119,3	126,9	112,9	111,2	142,0	113,0	123,2	125,0
Juin	121,2	120,9	127,2	115,5	121,3	122,5	115,1	119,3	127,7	111,8	111,8	142,0	112,8	123,1	125,7
Juillet	121,2	119,3	124,1	114,9	121,7	123,2	114,3	119,4	128,2	113,0	112,0	142,0	113,4	123,8	125,7
Août	122,4	123,0	131,1	115,8	122,4	123,8	114,7	120,0	128,3	113,3	112,3	142,7	113,4	125,0	126,4
Septembre	123,4	123,8	131,4	117,2	123,3	124,3	117,2	120,7	128,3	115,4	112,5	142,7	115,3	126,1	126,6
Octobre	124,8	125,7	131,1	120,9	124,6	125,0	120,2	121,2	128,7	118,5	112,5	142,7	118,0	127,0	127,1
Novembre	126,1	128,7	133,4	124,4	125,6	125,6	122,4	121,5	128,7	120,8	113,8	142,7	120,8	127,3	127,4
Décembre	127,4	131,6	135,1	128,5	126,5	126,3	124,0	121,4	129,3	124,0	114,2	142,7	122,3	127,7	127,5
1973 Janvier	129,7	135,1	134,3	136,0	128,5	127,5	128,1	121,0	131,4	127,5	114,7	142,7	125,6	132,0	127,7
Février	131,4	137,9	138,6	137,2	129,8	128,8	129,6	121,0	132,8	129,1	116,2	145,3	127,5	134,1	128,4

* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

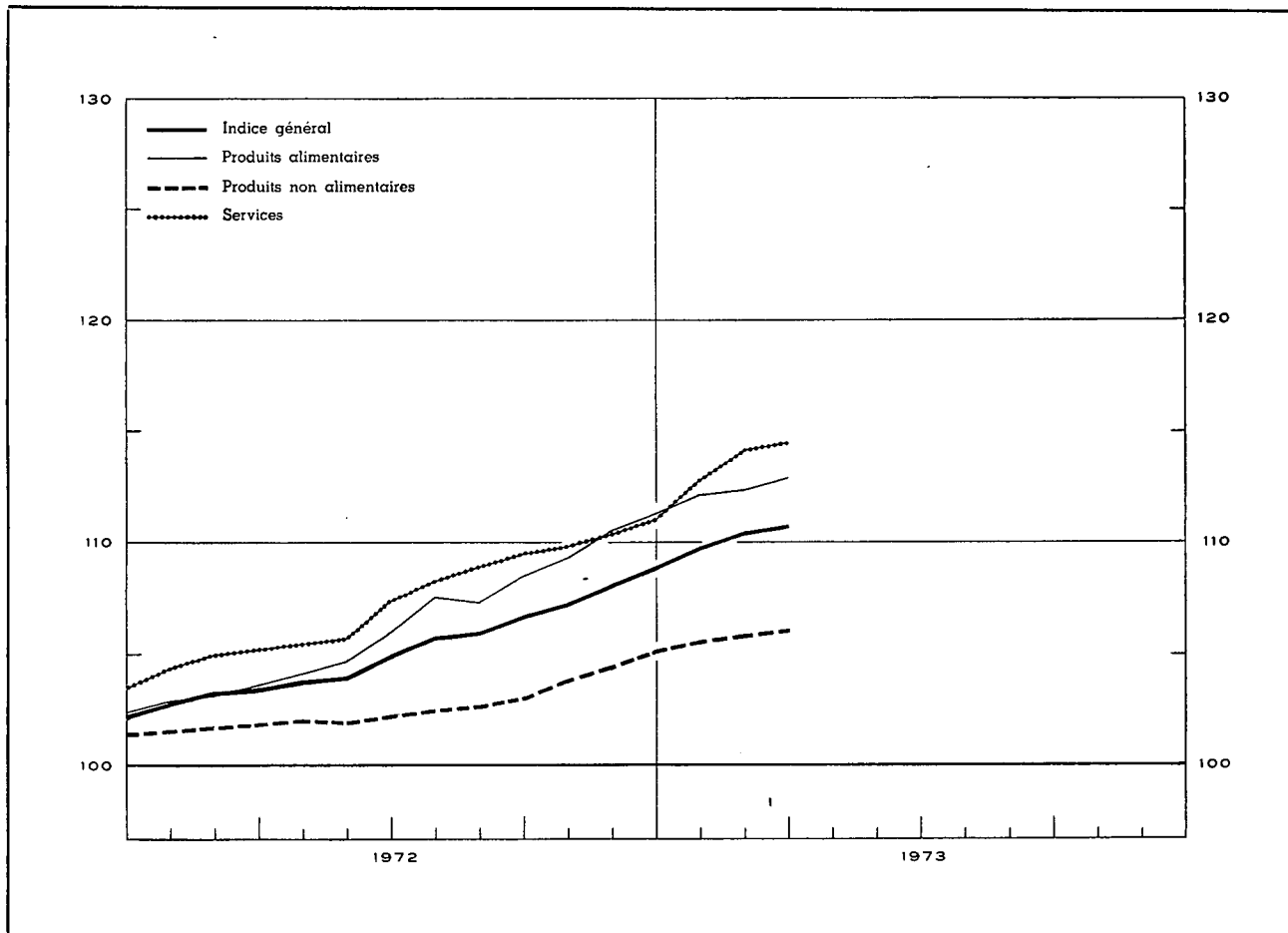
Base 1963 = 100



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



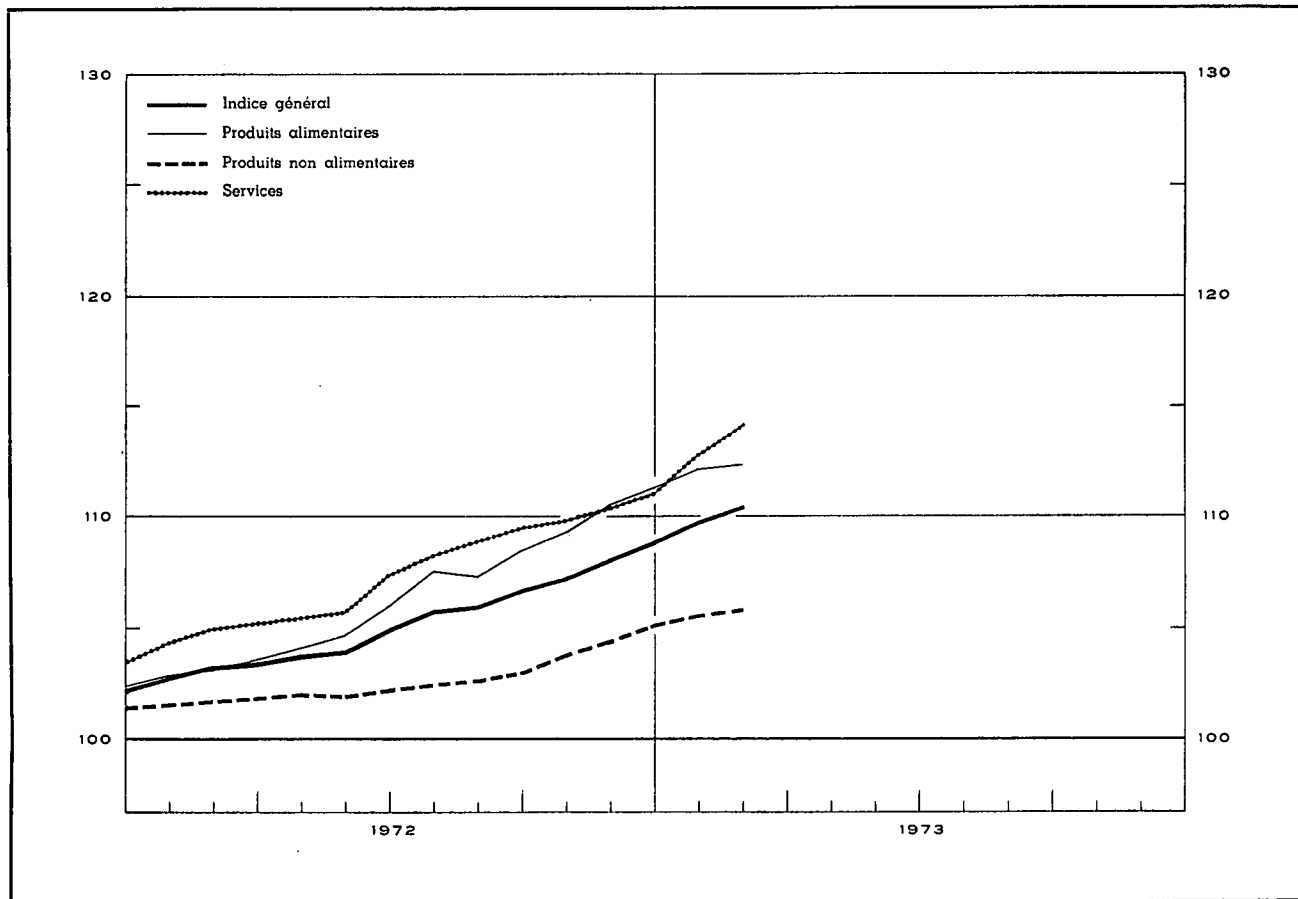
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1er trimestre	103,21		103,25		101,76		104,90	
2 ^e trimestre	104,30		104,96		102,14		106,22	
3 ^e trimestre	106,18		107,82		102,77		108,90	
4 ^e trimestre	108,10		110,40		104,52		110,42	
Janvier	102,80	109,85	102,84	112,15	101,63	105,62	104,41	112,85
Février	103,35	110,46	103,25	112,36	101,74	105,90	105,03	114,22
Mars	103,48 ¹	110,70	103,65	112,95	101,92	106,10	105,27	114,49
Avril	103,84		104,19		102,13		105,53	
Mai	104,03		104,71		102,01		105,72	
Juin	105,04		105,97		102,28		107,41	
Juillet	105,82		107,56		102,48		108,28	
Août	106,00		107,36		102,71		108,90	
Septembre	106,71		108,53		103,13		109,52	
Octobre	107,32		109,35		103,91		109,79	
Novembre	108,11		110,52		104,47		110,44	
Décembre	108,87		111,32		105,19		111,03	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1960 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 80 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *I.R.E.S. Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statis-*

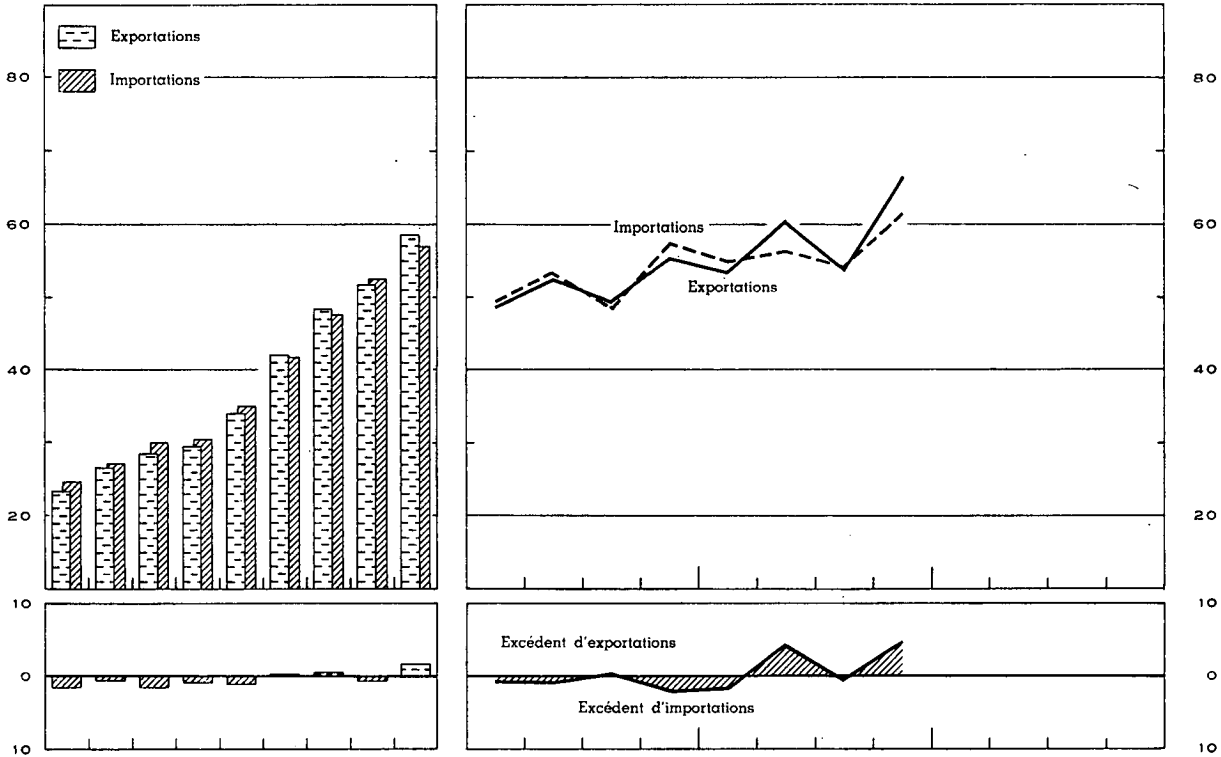
tique de l'I.N.S.E.E. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

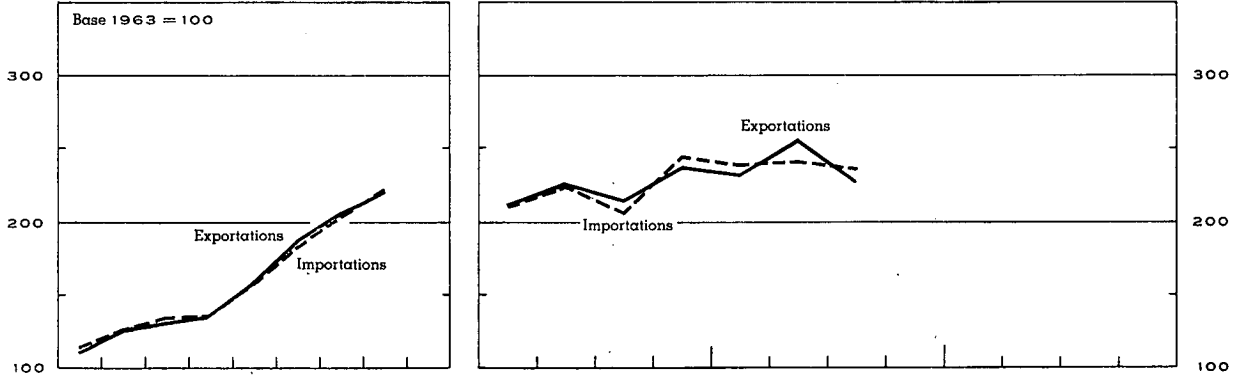
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



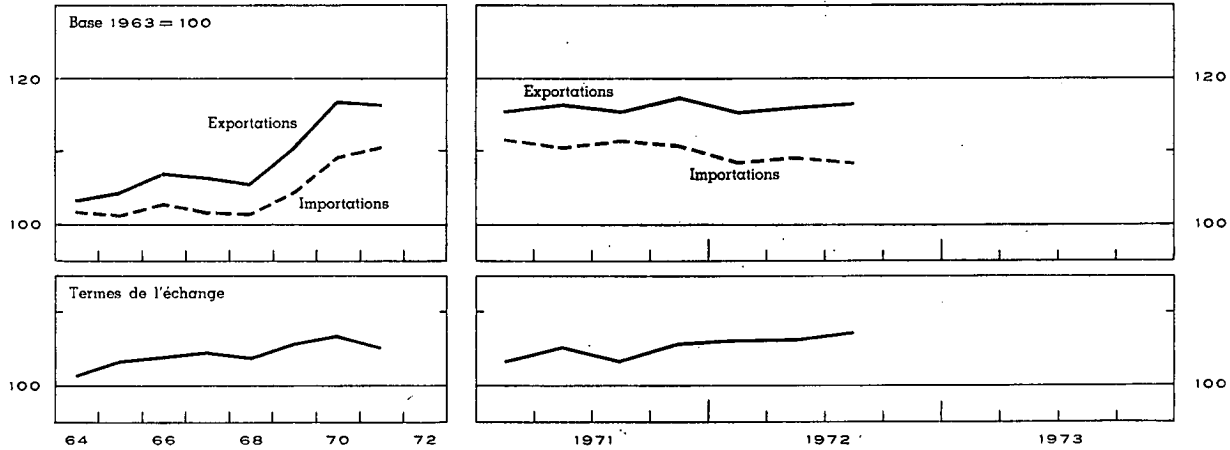
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1969 = 100				des termes de l'échange ¹
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	222,0	221,0	110,6	116,4	105,2
1972	57,2	59,0	+ 1,8	103					
1970 4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,7	- 0,7	98	210,5	211,6	111,8	115,6	103,4
2 ^e trimestre	53,4	52,6	- 0,8	98	224,6	225,4	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	49,2	+ 0,5	101	206,9	214,7	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre	57,5	55,5	- 2,0	97	244,8	236,5	110,9	117,4	105,9
1972 1 ^{er} trimestre	55,0	53,5	- 1,5	97	239,8	231,7	108,8	115,5	106,2
2 ^e trimestre	56,4	60,7	+ 4,3	108	241,5	256,5	109,2	116,1	106,3
3 ^e trimestre	54,2	54,0	- 0,2	100	236,7	229,0	108,7	116,7	107,4
4 ^e trimestre	63,3	67,8	+ 4,5	107					
1972 1 ^{er} mois	47,7	50,8	+ 3,1	107					
2 premiers mois	50,1	50,7	+ 0,6	101					
3 premiers mois	55,0	53,5	- 1,5	97	239,8	231,7	108,8	115,5	106,2
4 premiers mois	54,6	55,1	+ 0,5	101					
5 premiers mois	54,7	56,0	+ 1,3	102					
6 premiers mois	55,7	57,1	+ 1,4	103	240,7	244,1	109,0	115,8	106,2
7 premiers mois	54,8	56,2	+ 1,4	103					
8 premiers mois	54,9	55,1	+ 0,2	100					
9 premiers mois	55,2	56,1	+ 0,9	102	239,3	239,1	108,9	116,1	106,6
10 premiers mois	56,2	57,2	+ 1,0	102					
11 premiers mois	56,7	57,6	+ 0,9	102					
12 mois	57,2	59,0	+ 1,8	103					
1973 1 ^{er} mois p	63,1	59,8	- 3,3	95					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1970 4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	14,20	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,68	48,70
2 ^e trimestre	16,06	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,49	52,57
3 ^e trimestre	14,47	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,33	49,23
4 ^e trimestre	16,85	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,66	55,53
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
2 ^e trimestre	18,94	7,66	6,80	6,48	3,36	3,29	2,42	1,80	2,13	1,48	1,42	0,99	0,54	0,38	0,30	0,23	0,13	0,10	0,16	0,10	1,92	60,68
3 ^e trimestre	15,08	6,96	5,92	6,55	2,91	3,52	2,44	1,69	1,99	1,35	1,23	0,97	0,47	0,38	0,28	0,26	0,19	0,11	0,16	0,09	1,43	53,98
4 ^e trimestre	19,58	8,72	8,12	7,63	3,69	4,07	3,02	1,69	2,22	1,69	1,71	1,31	0,66	0,51	0,30	0,31	0,24	0,13	0,19	0,12	1,89	67,80
1971 12 mois	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972 1 ^{er} mois	14,05	7,14	6,03	5,77	3,08	3,23	1,85	1,05	2,09	1,32	1,17	1,05	0,44	0,42	0,19	0,20	0,15	0,14	0,11	0,07	1,23	50,78
2 premiers mois ...	13,85	7,02	6,30	5,75	2,90	3,13	1,66	1,12	2,04	1,43	1,22	1,01	0,42	0,42	0,21	0,21	0,15	0,12	0,12	0,07	1,55	50,70
3 premiers mois ...	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
4 premiers mois ...	16,09	7,22	6,72	6,18	3,02	3,27	1,95	1,30	2,02	1,47	1,33	1,01	0,48	0,40	0,23	0,22	0,14	0,11	0,14	0,08	1,76	55,14
5 premiers mois ...	16,27	7,37	6,69	6,24	3,11	3,30	2,13	1,41	2,06	1,47	1,34	1,01	0,48	0,41	0,25	0,24	0,14	0,12	0,14	0,09	1,70	55,97
6 premiers mois ...	16,56	7,48	6,80	6,36	3,20	3,32	2,21	1,49	2,09	1,49	1,37	1,02	0,50	0,42	0,26	0,25	0,14	0,11	0,15	0,09	1,77	57,08
7 premiers mois ...	16,06	7,35	6,66	6,37	3,13	3,31	2,31	1,55	2,08	1,46	1,34	1,01	0,49	0,41	0,26	0,24	0,14	0,11	0,15	0,09	1,70	56,22
8 premiers mois ...	15,63	7,30	6,45	6,33	3,05	3,37	2,13	1,55	2,03	1,43	1,30	0,99	0,48	0,40	0,26	0,24	0,15	0,11	0,15	0,09	1,66	55,10
9 premiers mois ...	16,07	7,31	6,50	6,42	3,11	3,39	2,29	1,56	2,06	1,44	1,32	1,00	0,49	0,41	0,27	0,25	0,16	0,11	0,15	0,09	1,65	56,05
10 premiers mois ...	16,50	7,43	6,74	6,53	3,16	3,44	2,21	1,58	2,08	1,48	1,37	1,04	0,51	0,42	0,27	0,26	0,16	0,11	0,16	0,09	1,68	57,22
11 premiers mois ...	16,45	7,43	6,81	6,59	3,15	3,49	2,42	1,60	2,07	1,49	1,39	1,06	0,52	0,42	0,27	0,26	0,16	0,12	0,16	0,10	1,69	57,65
12 mois	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1971	33.390	11.598	2.015	3.288	2.069	502	299	546	188	1.020	326	2.651	844	1.420	2.972	1.247	2.405	11.186	1.510	2.144	1.106	6.426	7.594	67	52.237
1970 3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
2 ^e trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
3 ^e trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	2.029	1.061	6.307	7.163	69	48.672
4 ^e trimestre	36.899	13.644	2.214	3.549	2.082	579	294	568	197	1.078	319	2.896	1.189	1.277	3.119	1.315	2.579	11.935	1.542	2.350	1.175	6.868	8.532	87	57.453
1972 1 ^{er} trimestre	34.393	11.820	2.267	3.321	1.922	566	368	532	199	923	318	3.122	829	1.419	3.123	1.124	2.540	12.784	1.735	2.051	1.267	7.731	7.793	67	55.037
2 ^e trimestre	35.531	11.657	2.303	3.255	2.490	610	363	536	220	1.124	302	3.140	624	1.609	3.490	1.191	2.617	12.986	1.916	2.285	1.275	7.510	7.796	59	56.372
3 ^e trimestre	34.291	12.362	1.895	2.981	2.093	611	276	542	182	1.041	266	3.509	632	1.460	3.054	1.073	2.314	12.579	1.790	2.206	1.276	7.307	7.306	68	54.244

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1970		1971				1972		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,6	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8	104,2	105,3	103,4
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9	114,1	112,8	116,9
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8	119,0	118,8	120,7
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	110,6	109,5	109,3	111,8	110,6	111,7	110,9	108,8	109,2	108,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6	120,0	121,1	122,8
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4	123,6	124,8	124,6
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8	134,4	140,1	136,5
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7	97,3	96,4	98,2
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8	98,9	98,5	100,4
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	166,9	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0	127,2	128,6	124,8
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7	89,9	94,6	95,6
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	98,6	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7	95,5	96,2	96,6
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6	113,3	116,7	117,3
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8	113,7	118,7	120,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8	120,3	114,2	119,2
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1	122,5	124,7	126,0
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	128,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6	140,9	146,2	148,5
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6	121,9	121,3	121,9
Peaux, cuirs et chaussures ...	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2	101,7	124,0	137,2
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8	110,6	108,0	103,8
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6	121,7	119,8	144,4
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0	102,9	103,3	105,7
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1	111,9	112,1	112,3
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9	166,6	144,2	141,1
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	116,4	116,9	114,7	115,6	116,5	115,5	117,4	115,5	116,1	116,7
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	105,2	106,8	104,9	103,4	105,3	103,4	105,9	106,2	106,3	107,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1970		1971				1972		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	r211,1	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4	226,9	228,2	228,2
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9	292,8	299,5	282,5
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3	237,3	234,5	217,6
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	222,0	197,6	220,0	210,5	224,6	206,9	244,8	239,8	241,5	236,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3	161,3	190,0	197,2	177,0
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	r274,8	202,8	271,9	r256,9	r290,5	r265,7	r285,7	r250,9	r311,6	260,8
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	142,0	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2	149,3	145,0	152,7	136,0
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6	218,4	215,2	216,9	186,4
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7	393,3	393,5	416,1	410,4
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2	44,0	39,1	34,7	39,1
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1	183,3	196,3	285,4	265,5
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7	200,5	217,6	204,3	198,5
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5	351,8	344,9	318,4	352,4
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6	169,1	114,7	131,1	122,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8	201,4	169,4	226,8	200,8
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0	165,0	140,1	176,9	165,0
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6	185,9	167,9	191,9	181,8
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6	379,5	351,4	379,3	326,0
Peaux, cuirs et chaussures ...	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5	197,4	213,6	202,5	157,4
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2	340,2	345,0	353,0	334,3
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	178,0	188,7	150,7	196,4	179,2	245,8	203,6	188,0	229,5
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6	371,2	372,2	390,7	333,1
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9	313,4	329,0	341,6	318,3
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	r134,0	162,0	203,2	168,0	124,8	r126,8	r138,6	137,9	r184,2	141,9
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	r221,0	189,9	229,5	r211,6	r225,4	r214,7	r236,5	r231,7	r256,5	229,0

¹ Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII · 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,83	14,70	+ 0,87	11,03	11,99	+ 0,96	9,65	10,98	+ 1,33
1970 4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,73	- 1,67	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,32	+ 1,74
2 ^e trimestre	12,81	13,15	+ 0,34	9,27	10,30	+ 1,03	8,81	10,24	+ 1,43
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,90	+ 1,25
4 ^e trimestre	14,41	14,30	- 0,11	11,08	11,76	+ 0,68	9,93	10,96	+ 1,03
1972 1 ^{er} trimestre	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
2 ^e trimestre	13,12	16,05	+ 2,93	11,33	12,04	+ 0,71	9,17	11,72	+ 2,55
3 ^e trimestre	13,44	13,44	...	9,73	10,45	+ 0,72	9,02	10,08	+ 1,06
4 ^e trimestre	15,20	16,08	+ 0,88	11,88	14,19	+ 2,31	11,45	12,14	+ 0,69
1971 12 mois	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972 1 ^{er} mois	10,88	12,47	+ 1,59	9,79	10,60	+ 0,81	8,88	8,88	+ 1,55
2 premiers mois	12,19	12,28	+ 0,09	10,36	10,75	+ 0,39	7,33	9,50	+ 1,81
3 premiers mois	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	7,69	9,97	+ 1,00
4 premiers mois	13,13	13,94	+ 0,81	11,14	11,48	+ 0,34	8,97	10,50	+ 1,38
5 premiers mois	12,99	14,32	+ 1,33	11,11	11,49	+ 0,38	8,96	10,67	+ 1,71
6 premiers mois	13,33	14,65	+ 1,32	11,26	11,67	+ 0,41	9,07	10,85	+ 1,78
7 premiers mois	13,25	14,40	+ 1,15	11,00	11,55	+ 0,55	8,81	10,46	+ 1,65
8 premiers mois	13,22	14,20	+ 0,98	10,70	11,09	+ 0,39	8,96	10,28	+ 1,32
9 premiers mois	13,37	14,24	+ 0,87	10,75	11,26	+ 0,51	9,06	10,59	+ 1,53
10 premiers mois	13,62	14,53	+ 0,91	10,91	11,58	+ 0,67	9,34	10,69	+ 1,35
11 premiers mois	13,73	14,51	+ 0,78	10,98	11,64	+ 0,66	9,43	10,79	+ 1,36
12 mois	13,83	14,70	+ 0,87	11,03	11,99	+ 0,96	9,65	10,98	+ 1,33
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,25	+ 0,19	33,01	35,42	+ 2,41	39,51	41,68	+ 2,17
1972	2,37	2,70	+ 0,33	36,88	40,37	+ 3,49	44,15	48,27	+ 4,12
1970 4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,26	+ 0,29	31,42	32,99	+ 1,57	37,43	39,04	+ 1,61
2 ^e trimestre	2,06	2,47	+ 0,41	32,95	36,16	+ 3,21	40,18	42,50	+ 2,32
3 ^e trimestre	2,10	1,91	- 0,19	30,15	33,16	+ 3,01	35,95	39,16	+ 3,21
4 ^e trimestre	2,11	2,35	+ 0,24	37,53	39,37	+ 1,84	44,47	46,02	+ 1,95
1972 1 ^{er} trimestre	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
2 ^e trimestre	2,44	2,50	+ 0,06	36,06	42,31	+ 6,25	43,37	50,38	+ 7,01
3 ^e trimestre	2,32	2,18	- 0,14	34,51	36,15	+ 1,64	41,44	43,49	+ 2,05
4 ^e trimestre	2,38	3,67	+ 1,29	40,91	46,08	+ 5,17	49,16	55,24	+ 6,08
1971 12 mois	2,06	2,25	+ 0,19	33,01	35,42	+ 2,41	39,51	41,68	+ 2,17
1972 1 ^{er} mois	2,04	2,43	+ 0,39	30,04	34,38	+ 4,34	36,17	40,94	+ 4,77
2 premiers mois	2,13	2,38	+ 0,25	32,37	34,91	+ 2,54	38,54	41,54	+ 3,00
3 premiers mois	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
4 premiers mois	2,31	2,47	+ 0,16	35,70	38,39	+ 2,69	42,36	45,51	+ 3,15
5 premiers mois	2,30	2,42	+ 0,12	35,36	38,90	+ 3,54	42,11	46,17	+ 4,06
6 premiers mois	2,38	2,45	+ 0,07	36,04	39,62	+ 3,58	43,00	47,17	+ 4,17
7 premiers mois	2,35	2,41	+ 0,06	35,41	38,82	+ 3,41	42,38	46,22	+ 3,84
8 premiers mois	2,37	2,33	- 0,04	35,25	37,90	+ 2,65	42,22	45,25	+ 3,03
9 premiers mois	2,35	2,37	+ 0,02	35,53	38,46	+ 2,93	42,48	45,94	+ 3,46
10 premiers mois	2,38	2,53	+ 0,15	36,25	39,33	+ 3,08	43,32	46,98	+ 3,66
11 premiers mois	2,38	2,57	+ 0,19	36,52	39,51	+ 2,99	43,73	47,25	+ 3,52
12 mois	2,37	2,70	+ 0,33	36,88	40,37	+ 3,49	44,15	48,27	+ 4,12

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,34	3,44	+ 0,10	3,22	1,84	- 1,38	2,36	1,47	- 0,89
1972	3,15	3,59	+ 0,44	3,64	2,58	- 1,06	2,29	1,44	- 0,85
1970 4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,47	+ 0,05	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 ^e trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 ^e trimestre	3,41	3,73	+ 0,32	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,56	- 0,62
4 ^e trimestre	3,10	2,73	- 0,37	3,41	2,02	- 1,39	2,59	1,69	- 0,90
1972 1 ^{er} trimestre	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
2 ^e trimestre	3,01	3,11	+ 0,10	3,83	2,66	- 1,17	2,61	1,47	- 1,14
3 ^e trimestre	2,90	3,65	+ 0,75	3,36	2,50	- 0,86	2,11	1,41	- 0,70
4 ^e trimestre	3,74	4,50	+ 0,76	4,06	2,96	- 1,10	2,55	1,54	- 1,01
1971 12 mois	3,34	3,44	+ 0,10	3,22	1,84	- 1,38	2,36	1,47	- 0,89
1972 1 ^{er} mois	2,60	3,46	+ 0,86	3,22	2,24	- 0,98	1,80	1,28	- 0,52
2 premiers mois	2,77	3,03	+ 0,26	3,08	2,10	- 0,98	1,71	1,26	- 0,45
3 premiers mois	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
4 premiers mois	2,91	3,02	+ 0,11	3,32	2,16	- 1,16	1,96	1,33	- 0,63
5 premiers mois	2,90	3,14	+ 0,24	3,44	2,31	- 1,13	2,23	1,38	- 0,85
6 premiers mois	2,99	3,10	+ 0,11	3,56	2,42	- 1,14	2,25	1,41	- 0,84
7 premiers mois	2,93	3,16	+ 0,23	3,53	2,41	- 1,12	2,22	1,40	- 0,82
8 premiers mois	2,95	3,14	+ 0,19	3,52	2,33	- 1,19	2,21	1,35	- 0,86
9 premiers mois	2,96	3,28	+ 0,32	3,49	2,45	- 1,04	2,20	1,41	- 0,79
10 premiers mois	3,02	3,37	+ 0,35	3,55	2,47	- 1,08	2,26	1,39	- 0,87
11 premiers mois	3,09	3,44	+ 0,35	3,61	2,55	- 1,06	2,27	1,41	- 0,86
12 mois	3,15	3,59	+ 0,44	3,64	2,58	- 1,06	2,29	1,44	- 0,85
Moyennes mensuelles	Amérique latine ¹			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,15	- 0,05	1,10	0,46	- 0,64	0,97	0,99	+ 0,02
1970 4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 ^e trimestre	1,49	1,06	- 0,43	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 ^e trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,63	- 0,28
4 ^e trimestre	1,31	1,04	- 0,27	1,24	0,49	- 0,75	0,98	0,74	- 0,24
1972 1 ^{er} trimestre	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
2 ^e trimestre	1,22	1,15	- 0,07	0,98	0,46	- 0,52	0,89	0,84	- 0,05
3 ^e trimestre	1,21	1,14	- 0,07	1,30	0,39	- 0,91	0,89	0,82	- 0,07
4 ^e trimestre	1,25	1,26	+ 0,01	1,05	0,45	- 0,60	1,17	1,36	+ 0,19
1971 12 mois	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972 1 ^{er} mois	0,98	0,96	- 0,02	0,92	0,42	- 0,50	0,87	1,04	+ 0,17
2 premiers mois	1,06	0,96	- 0,10	1,03	0,48	- 0,55	0,90	0,87	- 0,03
3 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
4 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,06	0,54	- 0,52	0,93	0,87	- 0,06
5 premiers mois	1,13	1,08	- 0,05	1,02	0,51	- 0,51	0,91	0,86	- 0,05
6 premiers mois	1,17	1,10	- 0,07	1,03	0,51	- 0,52	0,92	0,88	- 0,04
7 premiers mois	1,14	1,09	- 0,05	1,08	0,50	- 0,58	0,91	0,87	- 0,04
8 premiers mois	1,19	1,10	- 0,09	1,08	0,48	- 0,60	0,90	0,86	- 0,04
9 premiers mois	1,18	1,11	- 0,07	1,12	0,47	- 0,65	0,91	0,86	- 0,05
10 premiers mois	1,19	1,13	- 0,06	1,11	0,46	- 0,65	0,93	0,89	- 0,04
11 premiers mois	1,19	1,12	- 0,07	1,12	0,46	- 0,66	0,94	0,92	- 0,02
12 mois	1,20	1,15	- 0,05	1,10	0,46	- 0,64	0,97	0,99	+ 0,02

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur

(O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

**IX. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 24,7	+ 21,0	561,8	532,8	+ 29,0
1.12 Travail à façon	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	19,9	6,2	+ 13,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	3,1	—	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	1,7	1,4	+ 0,3
1.3 Frets ²	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	27,2	22,4	+ 4,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	...	...	- 0,1	...	- 0,2	0,9	1,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	9,6	9,5	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	19,0	31,1	- 12,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	52,4	45,3	+ 7,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	15,0	7,1	+ 7,9
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	9,2	4,2	+ 5,0
1.92 Autres	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	42,8	42,4	+ 0,4
Total 1 ...	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 44,3	+ 49,5	762,6	703,5	+ 59,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	16,5	10,4	+ 6,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,5	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,7	- 14,8	1,4	16,8	- 15,4
Total 2 ...	- 1,7	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 8,1	- 8,0	17,9	27,2	- 9,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	—	2,5	- 2,5
3.112 Autres opérations	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	...	6,5	- 6,5
3.12 Avoirs	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,3	- 1,2	0,1	1,7	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	0,1	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,4	- 11,0	0,1	10,8	- 10,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	0,2	1,4	- 1,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	0,4	1,4	- 1,0
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	—	35,0	- 35,0
4.312 Investissements directs	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	3,6	9,9	- 6,3
4.313 Immeubles	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	1,2	2,7	- 1,5
4.314 Autres (chiffres nets)	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	—	1,5	- 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	+ 1,1	+ 1,3	+ 5,1	4,1	—	+ 4,1
4.322 Investissements directs	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	18,5	1,2	+ 17,3
4.323 Immeubles	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	1,5	0,6	+ 0,9
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	4,6	—	+ 4,6
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	34,1	53,7	- 19,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,1	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 2,0	+ 1,2	—	1,2	- 1,2
Total 1 à 5 ...	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 22,4	814,7	796,4	+ 18,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	—	—	- 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	—	—	- 6,0
6.212 Monnaies étrangères	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 12,6	—	—	+ 1,3
6.22 Organismes monétaires divers	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	—	—	- 2,7
6.23 B.N.B.	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	—	—	+ 26,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
⁴ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).
⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1970		1971				1972 p			
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	+ 5,5	+ 3,1	+ 5,2	+ 5,2	+ 7,5	+ 6,6	+ 8,3	+ 4,2	+ 9,9	
1.12 Travail à façon	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1	+ 3,0	+ 3,4	+ 3,6	+ 3,7	
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3	+ 1,8	- 1,1	+ 2,5	- 0,1	
1.2 Or non monétaire .....	...	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,5	
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	...	+ 0,2	- 0,2	...	+ 0,1	
1.6 Déplacements à l'étranger	- 0,1	- 0,4	- 2,5	- 5,9	- 1,4	- 1,8	- 3,2	- 6,4	- 0,7	
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,2	+ 1,1	- 0,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,6	+ 2,7	
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,7	- 1,1	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,9	
1.9 Autres :										
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,6	
1.92 Autres	- 0,1	+ 0,6	+ 1,1	...	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0	- 1,1	
<i>Total 1 ...</i>	+11,9	+10,4	+12,4	+10,7	+16,0	+15,4	+11,9	+12,3	+19,5	
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,3	
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,6	- 4,1	- 3,8	- 3,4	- 3,5	- 4,5	- 3,8	- 3,5	- 3,6	
<i>Total 2 ...</i>	- 4,1	- 2,4	- 2,0	- 1,4	- 2,2	- 2,9	- 2,3	- 1,8	- 2,3	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat ⁴ :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 1,2	- 0,7	- 0,3	- 0,3	
3.112 Autres opérations	- 0,7	- 0,6	- 2,4	- 2,3	- 2,5	- 1,1	- 1,5	- 2,6	- 1,3	
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,3	- 0,7	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,3	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 1,0	- 1,5	- 3,7	- 2,8	- 3,0	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 2,9	
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,7	...	
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,7	- 1,0	- 0,2	+ 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	- 4,4	- 6,5	- 4,9	- 5,4	- 6,8	- 9,4	- 7,7	- 7,6	-10,3	
4.312 Investissements directs	- 2,9	+ 0,3	- 4,6	- 2,7	- 1,8	- 4,3	- 0,4	- 2,5	+ 0,9	
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	
4.314 Autres	- 0,1	- 0,2	- 1,4	+ 0,8	- 0,5	- 1,2	- 0,8	+ 0,1	+ 0,4	
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 0,7	
4.322 Investissements directs	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,3	+ 5,3	+ 4,2	+ 5,3	+ 2,9	+ 4,5	+ 4,6	
4.323 Immeubles .....	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,3	+ 0,6
4.324 Autres	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 2,2	- 2,4	- 0,9	+ 0,5	+ 2,7	+ 2,3	
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	- 3,7	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	- 8,1	-10,9	- 4,8	- 2,0	- 1,9	
5. Erreurs et omissions	- 0,7	+ 0,7	+ 3,4	- 6,3	+ 3,4	- 2,7	+ 4,4	+ 2,8	- 5,7	
Total I à 5 ...	+ 2,4	+ 5,3	+ 9,8	+ 1,2	+ 6,1	- 3,5	+ 7,0	+ 8,1	+ 6,7	
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger										
	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,8	+ 0,3	- 1,8	...	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...										
6.21 Banques belges et luxemb. :										
6.211 Francs belges et lux. :	- 2,3	- 1,9	+ 2,6	- 3,1	- 2,8	+ 1,4	- 2,1	- 7,1	+ 1,8	
6.212 Monnaies étrangères	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7	+ 7,2	- 9,3	- 1,0	+ 3,6	+ 8,0	
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1	- 1,1	+ 0,8	- 2,0	- 0,4	
6.23 B.N.B.	+ 4,5	+ 6,0	+ 6,0	+ 3,7	+ 1,8	+ 4,7	+ 9,0	+15,4	- 2,7	
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations										
	-	(+3,5)	-	-	-	(+3,5)	-	-	-	

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11

« Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].
⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1972			1972			1972	1973 p
	3 ^e trimestre p			4 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	janvier	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	135,2	131,0	+ 4,2	157,0	147,1	+ 9,9	+ 0,6 ⁶	+ 2,5 ⁷
1.12 Travail à façon	5,2	1,6	+ 3,6	5,3	1,6	+ 3,7	+ 1,1	+ 1,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,5	—	+ 2,5	—	0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1
1.2 Or non monétaire	0,5	0,4	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	...	...
1.3 Frets ²	6,8	5,6	+ 1,2	7,7	6,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 0,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,2	0,3	- 0,1	...	...
1.5 Autres frais de transport	2,6	2,6	...	2,7	2,6	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	5,1	11,5	- 6,4	4,9	5,6	- 0,7	- 0,5	- 0,4
1.7 Revenus d'investissements	12,5	9,9	+ 2,6	14,4	11,7	+ 2,7	+ 0,5	+ 1,0
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	3,7	1,5	+ 2,2	3,7	1,8	+ 1,9	+ 0,4	...
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,3	1,0	+ 1,3	2,8	1,2	+ 1,6	+ 0,3	+ 0,4
1.92 Autres	11,1	10,1	+ 1,0	10,9	12,0	- 1,1	+ 0,3	+ 0,2
Total 1 ...	187,7	175,4	+ 12,3	209,9	190,4	+ 19,5	+ 3,8	+ 5,5
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	4,1	2,4	+ 1,7	4,2	2,9	+ 1,3	+ 0,4	+ 0,5
2.2 Transferts de l'Etat	0,4	3,9	- 3,5	0,4	4,0	- 3,6	- 1,2	- 1,1
Total 2 ...	4,5	6,3	- 1,8	4,6	6,9	- 2,3	- 0,8	- 0,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ⁴ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,3	- 0,3	—	0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3
3.112 Autres opérations .....	...	2,6	- 2,6	...	1,3	- 1,3	...	- 1,0
3.12 Avoirs .....	...	0,3	- 0,3	0,1	1,4	- 1,3	...	+ 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	3,2	- 3,2	0,1	3,0	- 2,9	- 0,3	- 1,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et parti- culiers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,7	- 0,7	...	...	...	- 0,2	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,5	...	+ 0,5	0,9	1,6	- 0,7	- 0,3	+ 0,5
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxem- bourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	7,6	- 7,6	—	10,3	- 10,3	- 2,8	- 6,0
4.312 Investissements directs	0,6	3,1	- 2,5	1,5	0,6	+ 0,9	- 0,4	- 0,2
4.313 Immeubles	0,3	0,7	- 0,4	0,4	0,8	- 0,4	- 0,1	- 0,2
4.314 Autres (chiffres nets)	0,1	—	+ 0,1	0,4	—	+ 0,4	...	- 0,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	1,1	—	+ 1,1	0,7	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5
4.322 Investissements directs	4,8	0,3	+ 4,5	5,0	0,4	+ 4,6	+ 0,9	+ 1,3
4.323 Immeubles	0,4	0,1	+ 0,3	0,8	0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1
4.324 Autres (chiffres nets)	2,7	—	+ 2,7	2,3	—	+ 2,3	- 0,6	+ 0,2
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	10,5	12,5	- 2,0	12,0	13,9	- 1,9	- 3,3	- 4,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	2,8	—	+ 2,8	—	5,7	- 5,7	- 3,1	+ 2,6
Total 1 à 5 ...	205,5	197,4	+ 8,1	226,6	219,9	+ 6,7	- 3,7	+ 1,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes moné- taires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 1,8	—	—	...	+ 0,5	+ 6,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des orga- nismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 7,1	—	—	+ 1,8	+ 2,5	- 3,2
6.212 Monnaies étrangères	—	—	+ 3,6	—	—	+ 8,0	- 5,6	- 3,6
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	- 2,0	—	—	- 0,4	- 3,1	- 0,4
6.23 B.N.B.	—	—	+ 15,4	—	—	- 2,7	+ 2,0	+ 2,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	(+ 3,5)	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (R.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Exportations = 39,8; importations = 39,2.

⁷ Exportations = 51,2; importations = 48,7.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972 p	1972 p ^r			
						1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 5,0	+10,0	+44,3	+49,5	+59,1	+15,4	+11,9	+12,3	+19,5
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 3,6	- 6,3	- 8,1	- 8,0	- 9,3	- 2,9	- 2,3	- 1,8	- 2,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 3,4	- 2,1	- 0,4	-11,0	-10,7	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 2,9
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 0,1	+ 5,9	-11,0	-18,1	- 6,4	- 5,9	- 0,3	- 0,2	...
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,2	-13,5	+ 2,9	+18,3	+ 8,1	+ 6,8	+ 1,3	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 4,4	+14,2	-13,8	- 9,3	-19,6	-10,9	- 4,8	- 2,0	- 1,9
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 2,3	-14,2	+ 1,3	+ 1,5	- 2,7	+ 3,5	- 3,1	+ 1,2	- 4,3
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-14,8	...	+ 3,4	-12,7	-18,0	+ 6,2	+ 3,8	-19,5	- 8,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 0,6	+ 3,0	+ 6,1	+ 7,8	+ 6,2	- 1,4	+ 4,3	+ 2,2	+ 1,1
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+16,2	+ 0,9	- 3,4	+11,0	+26,6	+ 1,2	+ 2,5	+17,1	+ 5,8
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 9,5	- 0,6	- 6,7	- 3,9	- 7,6	- 2,5	- 2,3	+ 3,3	- 6,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 1,7	- 5,7	+ 5,3	+ 7,7	+ 6,3	+ 3,7	+ 2,2	+ 0,7	- 0,3
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 6,0	+ 2,7	+ 3,1	+ 4,0	- 7,4	- 0,9	- 2,9	+ 1,1	- 4,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 4,8	+ 3,7	+ 2,8	- 2,3	+ 1,4	+12,8	- 0,3	- 2,5	- 8,6
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 4,2	- 4,2	- 2,1	- 3,2	- 0,4	- 9,3	- 0,3	+ 1,9	+ 7,3
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 1,9	+ 2,1	- 2,0	+ 1,2	- 1,2	- 2,7	+ 4,4	+ 2,8	- 5,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,3	...	+ 1,6	- 1,2	- 0,8	- 0,7	+ 0,6	- 4,7	+ 4,0
Total 1 à 7 ...	-12,4	- 4,1	+23,3	+31,3	+23,6	+10,0	+12,5	+ 8,7	- 7,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 2,2	- 0,2	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	...	+ 0,3	- 1,6	- 0,5
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 1,3	- 7,3	+18,6	+17,0	- 1,7	- 0,1	- 4,0	+ 1,9	+ 0,5
8.3 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.31 Avoirs au comptant	-18,0	+17,1	+ 3,4	- 4,4	+17,4	+ 5,7	+11,4	+ 8,4	- 8,1
8.32 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+17,4	-15,9	- 3,7	+ 2,4	+14,0	+ 4,4	- 7,4	+11,8	+ 5,2
8.4 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 3,3	+ 0,2	- 0,2	- 2,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,2	- 0,2	+ 0,4
8.42 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	- 9,4	+ 2,0	+ 7,7	+15,3	- 6,1	- 1,4	+12,0	-11,6	- 5,1

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des

paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XI.VIIE année, vol. II.

no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1971 », XLVIIIe année, vol. I, no 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme ».

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 mars 1973

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	13,6065	14,0210	14,0055	14,65	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,5940	6,8965
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,54155	1,6125	1,5987	1,6723	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	7,1320	7,3490	0,62015	0,64870	—	—	1,0140	1,060675	0,4545	0,47545	0,62615	0,654975	0,47740	0,49935
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,8260	7,14	0,5980	0,6255	0,9428	0,9862	—	—	0,43825	0,45845	0,60375	0,63155	0,46035	0,4815
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,1033	2,2002	2,18135	2,28174	—	—	1,3470	1,40895	1,0270	1,07425
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,52677	1,59704	1,5834	1,6563	0,70975	0,7424	—	—	0,74545	0,7798
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	14,50	15,165	1,2701	1,32855	2,0026	2,0947	2,07677	2,17235	0,9309	0,9737	1,2824	1,34145	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)		
1965	49,64	49,89	49,86	+ 0,20	—
1966	49,83	50,76	50,71	- 0,27	—
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1970 4 ^e trimestre	49,64	49,73	49,70	- 0,18	- 0,16
1971 1 ^{er} trimestre	49,64	49,64	49,63	+ 0,40	+ 0,54
2 ^e trimestre ⁶	49,67	49,55	49,48	- 1,76	- 1,77
3 ^e trimestre ⁷	49,66	49,46	49,67	- 1,91	- 1,90
3 ^e trimestre ⁸	47,96	47,97	47,86	- 4,23	- 4,24
4 ^e trimestre ⁹	46,36	46,42	46,31	- 0,64	- 0,64
4 ^e trimestre ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972 1 ^{er} trimestre	44,06	43,96	43,94	- 0,54	- 0,47
2 ^e trimestre	44,00	43,95	43,94	- 0,87	- 0,74
3 ^e trimestre	43,88	43,70	43,66	- 2,44	- 1,43
4 ^e trimestre	44,12	44,23	44,20	- 0,88	- 0,63
1972 Février	43,83	43,80	43,78	+ 0,14	+ 0,14
Mars	43,92	43,65	43,63	- 1,86	- 1,66
Avril	44,10	44,02	44,00	- 1,60	- 1,34
Mai	43,97	43,97	43,98	- 0,23	- 0,12
Juin	43,94	43,84	43,84	- 0,77	- 0,77
Juillet	43,82	43,51	43,46	- 2,80	- 1,88
Août	43,86	43,66	43,62	- 2,48	- 1,38
Septembre	43,96	43,94	43,89	- 2,03	- 1,04
Octobre	44,17	44,19	44,15	- 1,45	- 0,81
Novembre	44,09	44,21	44,18	- 0,32	- 0,23
Décembre	44,11	44,29	44,28	- 0,88	- 0,84
1973 Janvier	44,12	44,31	44,31	- 0,39	- 0,27
Février ¹⁰	43,82	43,62	43,70	- 3,18	- 1,31
Février ¹¹	40,43	40,39	40,48	- 5,81	- 2,06

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Les cotations ont été suspendues du 5 au 10^e mai 1971.

7 Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août 1971.

8 Moyenne du 23 août au 30 septembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

9 Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

10 Moyenne du 1^{er} au 9 février 1973.

11 Moyenne du 14 au 28 février 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes (1)	Dépenses ³ (2)	Solde (3) = (1) - (2)	Recettes (4)	Dépenses (5)	Solde (6) = (4) - (5)	
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 3 premiers mois	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
6 premiers mois	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
9 premiers mois	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
12 mois	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 1 ^{er} mois	32,8	31,3	+ 1,5	...	5,7	- 5,7	- 4,2
2 premiers mois	58,1	64,9	- 6,8	0,1	8,9	- 8,8	- 15,6
3 premiers mois	81,0	96,3	- 15,3	0,1	15,8	- 15,7	- 31,0
4 premiers mois	106,0	125,5	- 19,5	0,1	19,5	- 19,4	- 38,9
5 premiers mois	132,3	158,5	- 26,2	0,1	25,2	- 25,1	- 51,3
6 premiers mois	159,7	192,4	- 32,7	0,2	31,5	- 31,3	- 64,0
7 premiers mois	217,2	223,3	- 6,1	0,2	36,2	- 36,0	- 42,1
8 premiers mois	244,3	246,6	- 2,3	0,2	39,4	- 39,2	- 41,5
9 premiers mois	266,4	278,8	- 12,4	0,2	46,6	- 46,4	- 58,8
10 premiers mois	301,0	307,8	- 6,8	0,2	50,2	- 50,0	- 56,8
11 premiers mois	331,0	336,1	- 5,1	0,2	55,8	- 55,6	- 60,7
12 mois	365,1	368,5	- 3,4	0,5	63,5	- 63,0	- 66,4
1973 1 ^{er} mois	37,3	43,2	- 5,9	...	4,8	- 4,8	- 10,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impassé																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impassé 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes ³ et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	République du Zaïre, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1971	3 premiers mois	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
	6 premiers mois	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0
	9 premiers mois	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	...	+39,3	...	+16,4	+12,9	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6
	12 mois	-39,3	+ 6,4	-16,8	-49,7	...	+77,1	...	+ 6,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7
1972	1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,6	- 1,2	- 4,8	...	...	...	+ 1,2	+10,6	...	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+12,5	- 4,9	- 2,8	+ 4,8
	2 premiers mois	-15,6	- 0,6	- 2,3	-18,5	...	+33,1	...	- 2,3	+11,1	...	- 0,6	- 2,6	- 2,1	+ 3,5	- 4,9	-13,2	+18,5
	3 premiers mois	-31,0	- 3,5	- 3,3	-37,8	...	+32,6	...	+ 2,9	+16,1	...	- 0,6	- 1,0	- 7,0	+10,4	- 4,9	- 0,3	+37,8
	4 premiers mois	-38,9	- 3,3	- 4,5	-46,7	...	+32,6	...	+ 5,3	+14,4	...	- 0,6	+ 6,6	- 7,4	+18,3	- 4,7	+ 0,5	+46,7
	5 premiers mois	-51,3	- 3,3	- 5,8	-60,4	...	+50,4	...	+ 4,5	+11,3	...	- 0,6	+ 1,9	- 8,3	+ 8,8	+ 0,1	+ 1,1	+60,4
	6 premiers mois	-64,0	+ 2,6	- 7,0	-68,4	...	+50,0	...	+12,3	+ 1,7	...	- 0,6	+ 5,1	- 9,1	+ 9,4	+ 8,0	+ 1,0	+68,4
	7 premiers mois	-42,1	- 1,8	- 8,3	-52,2	...	+50,0	...	+ 5,1	+ 6,3	...	- 0,6	+ 5,3	- 9,1	+ 7,0	- 4,9	+ 0,1	+52,2
	8 premiers mois	-41,5	- 3,8	- 9,5	-54,8	...	+50,0	...	+11,0	+ 6,7	...	- 0,7	+ 1,1	- 9,5	+ 8,6	- 4,9	+ 1,1	+54,8
	9 premiers mois	-58,8	- 1,5	-10,5	-70,8	...	+86,2	...	- 1,6	+ 1,3	...	- 0,6	+ 2,6	-10,7	- 9,0	- 4,9	- 1,5	+70,8
	10 premiers mois	-56,8	- 1,7	-11,7	-70,2	...	+85,5	...	- 1,7	+ 3,8	...	- 0,7	+ 8,4	-11,2	- 1,4	- 4,9	- 9,0	+70,2
	11 premiers mois	-60,7	+ 0,1	-12,5	-73,1	...	+92,3	...	- 1,8	+ 1,0	...	- 0,7	+ 0,6	-11,9	-12,8	- 4,9	- 1,5	+73,1
	12 mois	-66,4	- 0,9	-13,5	-80,8	...	+92,0	...	-	4,2	...	- 0,7	+ 9,0	-12,1	- 8,0	- 3,8	+ 0,6	+80,8
1973	1 ^{er} mois	-10,7	+ 0,1	- 1,1	-11,7	...	+28,8	...	+ 4,5	...	...	- 8,4	+ 1,1	- 1,0	- 3,8	-12,1	- 1,2	+11,7

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impassé.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes parafiscaux — essentiellement le Fonds des Routes — financés par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 8
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 7		
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1965	- 28,8	- 8,0	- 36,8	+ 14,7	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 14,7	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 8,1	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,1	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 37,8	- 12,2	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 31,5	- 12,7	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 3 prem. mois	- 16,4	- 2,3	- 18,7	+ 5,3	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1
6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4
9 prem. mois	- 32,7	- 8,6	- 41,3	+ 14,6	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3
12 mois	- 39,3	- 13,7	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,1	+ 62,9	- 29,1
1972 1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,4	- 3,8	+ 2,2	- 1,6	- 2,0	+ 0,6	+ 3,5	+ 2,1	- 0,5
2 prem. mois	- 15,6	- 5,9	- 21,5	+ 3,9	- 17,6	+ 30,9	+ 0,9	- 11,5	+ 20,1	- 2,5
3 prem. mois	- 31,0	- 8,5	- 39,5	+ 4,5	- 35,0	+ 30,3	+ 0,7	+ 12,3	+ 43,3	- 8,3
4 prem. mois	- 38,9	- 8,4	- 47,3	+ 6,9	- 40,4	+ 27,6	+ 1,7	+ 19,6	+ 49,2	- 8,8
5 prem. mois	- 51,3	- 9,7	- 61,0	+ 8,2	- 52,8	+ 44,8	+ 1,7	+ 15,6	+ 62,5	- 9,7
6 prem. mois	- 64,0	- 4,4	- 68,6	+ 10,1	- 58,5	+ 42,3	+ 3,8	+ 23,6	+ 69,4	- 10,9
7 prem. mois	- 42,1	- 11,6	- 53,7	+ 11,7	- 42,0	+ 41,6	+ 3,5	+ 8,2	+ 53,3	- 11,3
8 prem. mois	- 41,5	- 14,1	- 55,6	+ 12,2	- 43,4	+ 41,4	+ 4,2	+ 9,7	+ 55,0	- 11,6
9 prem. mois	- 58,8	- 14,0	- 72,8	+ 14,3	- 58,5	+ 76,0	+ 4,9	- 8,4	+ 72,6	- 14,0
10 prem. mois	- 56,8	- 16,5	- 73,3	+ 15,4	- 57,9	+ 74,8	+ 4,8	- 7,0	+ 72,6	- 14,7
11 prem. mois	- 60,7	- 14,6	- 75,3	+ 17,3	- 58,0	+ 79,5	+ 4,4	- 10,4	+ 73,5	- 15,5
12 mois	- 66,4	- 16,7	- 83,1	+ 19,6	- 63,5	+ 77,4	+ 4,3	- 2,2	+ 79,5	- 15,9
1973 1 ^{er} mois	- 10,7	- 3,4	- 14,1	+ 3,3	- 10,8	+ 27,2	- 0,2	- 15,3	+ 11,7	- 0,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financés par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1972	175,1	+ 2,8	49,4	+ 1,6	132,1	+ 1,6	356,6	+ 6,0
1970 4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1972 1 ^{er} trimestre	35,5	+ 0,4	12,1	+ 0,3	27,4	- 1,4	75,0	- 0,7
2 ^e trimestre	34,2	- 0,8	11,7	- 0,2	31,7	- 1,2	77,6	- 2,2
3 ^e trimestre	62,9	+ 4,8	11,6	- 0,1	30,8	+ 0,6	105,3	+ 5,3
4 ^e trimestre	42,7	- 1,4	13,9	+ 1,4	39,8	+ 1,4	96,4	+ 1,4
1972 Février	11,1	+ 0,2	3,9	+ 0,2	9,7	- 0,1	24,7	+ 0,3
Mars	9,1	+ 0,2	4,4	+ 0,2	8,1	+ 1,3	21,6	+ 1,7
Avril	9,4	- 0,6	3,7	- 0,4	11,4	- 1,1	24,5	- 2,1
Mai	11,2	+ 0,3	3,8	- 0,1	11,0	- 0,4	26,0	- 0,2
Juin	13,6	- 0,5	4,2	+ 0,3	9,3	+ 0,3	27,1	+ 0,1
Juillet	40,5	+ 4,4	4,1	+ 0,1	12,5	+ 0,3	57,1	+ 4,8
Août	11,9	+ 0,5	3,7	- 0,3	11,2	+ 0,4	26,8	+ 0,6
Septembre	10,5	- 0,1	3,8	+ 0,1	7,1	- 0,1	21,4	- 0,1
Octobre	16,3	+ 1,0	4,5	+ 0,4	13,2	+ 0,9	34,0	+ 2,3
Novembre	12,5	- 0,2	4,4	+ 0,3	12,6	+ 0,9	29,5	+ 1,0
Décembre	13,9	- 2,2	5,0	+ 0,7	14,0	- 0,4	32,9	- 1,9
1973 Janvier	18,2	+ 0,7	4,1	+ 0,2	11,9	- 0,5	34,2	+ 0,4
Février	12,4	- 0,4	3,2	- 0,6	11,3	+ 1,0	26,9	...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1972		Exercice 1972 : février		Exercice 1973 : février	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	175,1	172,3	11,1	10,9	12,4	12,8
précompte immobilier	1,3	1,3	...	...	0,1	0,1
précompte mobilier	16,4	18,5	1,8	1,8	1,9	1,9
précompte professionnel	83,7	79,2	6,7	6,5	8,5	7,9
versements anticipés	37,4	34,0	...	0,2	...	0,1
impôts des personnes physiques (rôles)	24,0	25,6	1,7	1,7	1,4	2,1
impôts de sociétés (rôles)	5,6	6,2	0,5	0,5	0,4	0,5
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,5	4,9	0,2	0,2	—	—
divers ²	2,2	2,6	0,3	...	0,1	0,2
II. Douanes et accises	49,4	47,8	3,9	3,7	3,2	3,8
dont : douanes	4,8	4,7	0,3	0,3	0,1	0,2
accises	42,6	42,9	3,4	3,3	2,8	3,6
taxes spéciales de consommat.	1,7		0,1		0,2	
III. Enregistrement	132,1	130,5	9,7	9,8	11,3	10,3
dont : enregistrement	9,2	7,7	0,6	0,6	0,8	0,6
successions	4,6	4,9	0,4	0,4	0,3	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	116,6	116,5	8,6	8,8	10,0	9,0
Total ...	356,6	350,6	24,7	24,4	26,9	26,9
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 6,0		+ 0,3		...	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	dont : versements anticipés
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1972	14,6	4,1	11,0	29,7	3,12
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1972 3 premiers mois	11,8	4,0	9,2	25,0	0,97
6 premiers mois	11,4	3,9	10,6	25,9	0,88
9 premiers mois	14,7	3,9	10,3	28,9	3,79
1972 Février	11,1	3,9	9,7	24,7	-0,02
Mars	9,1	4,4	8,1	21,6	0,17
Avril	9,4	3,7	11,4	24,5	1,22
Mai	11,2	3,8	11,0	26,0	0,21
Juin	13,6	4,2	9,3	27,1	1,22
Juillet	40,5	4,1	12,5	57,1	28,25
Août	11,9	3,7	11,2	26,8	0,04
Septembre	10,5	3,8	7,1	21,4	0,21
Octobre	16,3	4,5	13,2	34,0	2,93
Novembre	12,5	4,4	12,6	29,5	0,09
Décembre	13,9	5,0	14,0	32,9	0,36
1973 Janvier	18,2	4,1	11,9	34,2	3,52
Février	12,4	3,2	11,3	26,9	...

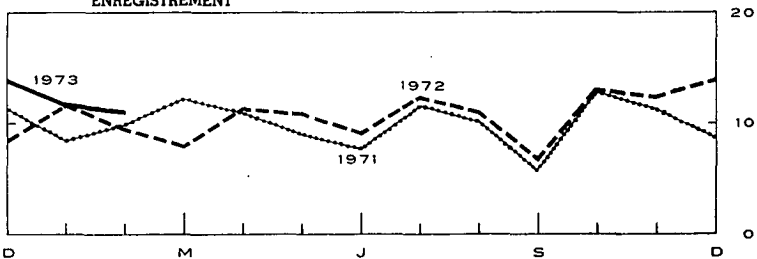
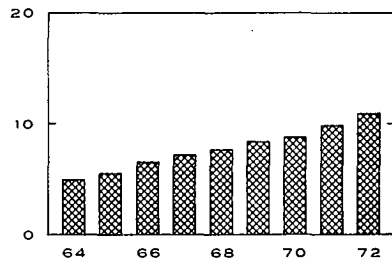
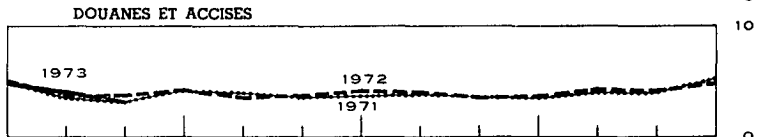
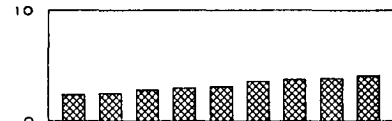
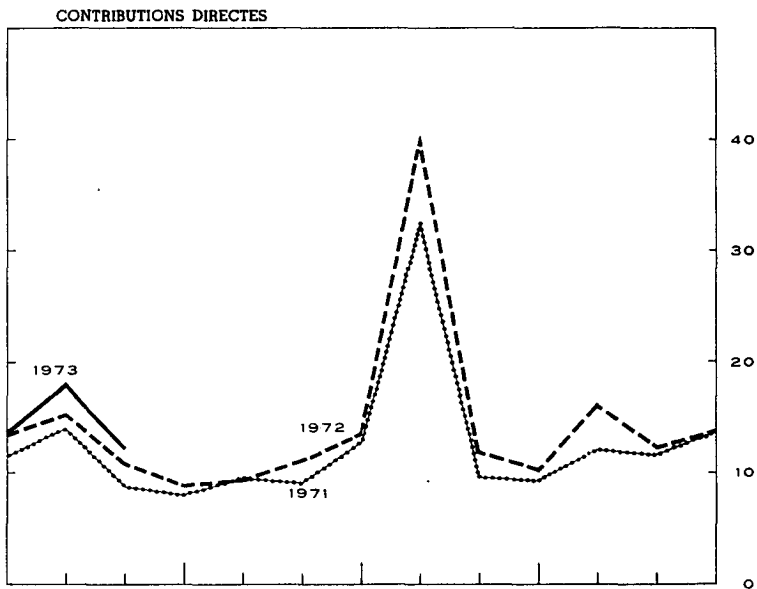
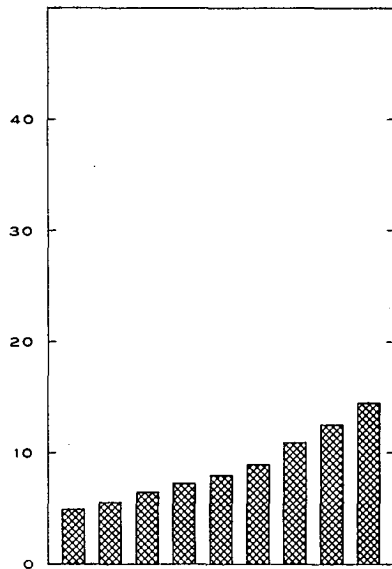
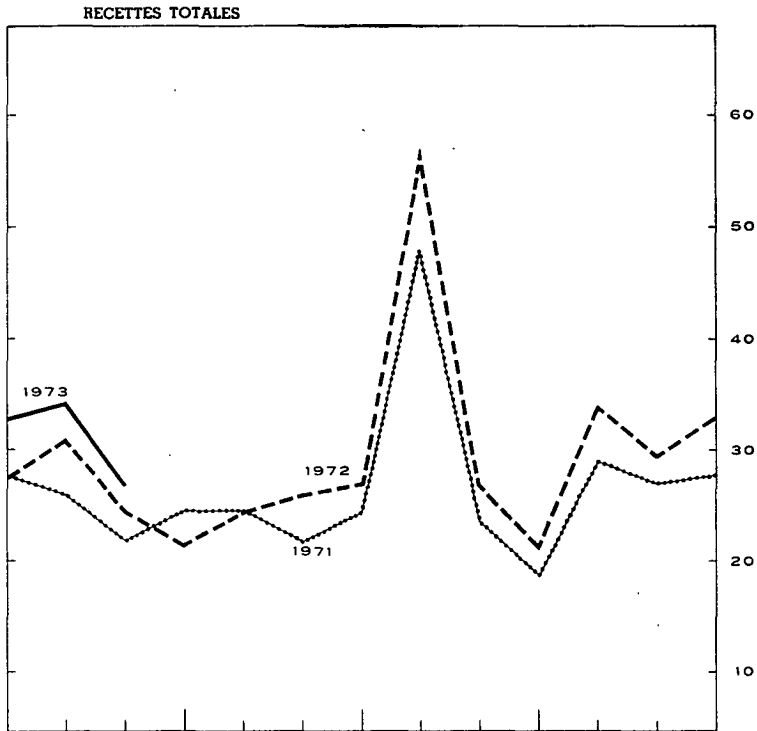
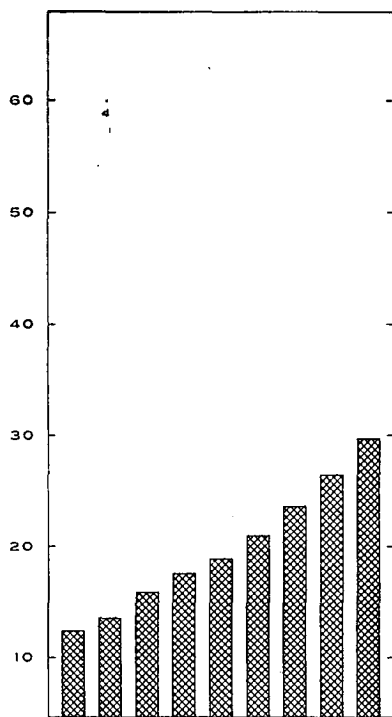
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI

« Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	.....	.....	97,2	—	6,2	.....	4,6	1,1	109,0
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	11,2	.....	.....	.....	98,2	—	0,3	.....	1,4	.....	.....	111,1
		Obligations	20,7	.....	.....	.....	0,2	—	2,0	19,0	.....	.....	.....	41,9
		Autres emprunts à plus d'un an	.....	0,1	.....	.....	0,4	.....	181,3	49,3	179,2	.....	.....	410,4
		Divers	.....	2,6	2,2	0,2	27,7	.....	.....	1,1	14,6	1,3	.....	49,7
	(Actions et parts)	(292,4)	(1,8)	(...)	.....	(...)	(1,3)	(—)	(0,3)	(5,4)	(...)	(...)	(...)	(301,2)
	Total ...	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	1,1	722,1	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	.....	—	.....	.....	0,6	—	0,2	.....	0,4	.....	.....	1,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,2	.....	.....	.....	.....	1,3	1,4	.....	.....	0,3	.....	.....	3,1
	Obligations accessibles à tout placeur	21,5	0,7	.....	.....	.....	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	.....	43,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	.....	0,2	.....	1,8	5,6	.....	2,2	5,2	0,8	0,5	16,6
	Autres emprunts à plus d'un an	.....	.....	.....	0,1	.....	1,5	.....	.....	.....	0,2	19,9	.....	21,6
	Divers	8,4	0,1	6,8	0,6	.....	2,2	.....	.....	.....	.....	.....	1,9	20,1
	(Actions et parts)	(1,0)	.....	(17,3)	(9,2)	(...)	.....	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(29,6)
	Total ...	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,4	106,3	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,6	.....	—	1,7	.....	50,7	.....	.....	.....	0,3	6,6	64,9
	Certificats à un an au plus	.....	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	.....	2,2	.....	104,8
	Obligations accessibles à tout placeur	156,4	2,9	.....	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	1,7	348,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	.....	.....	.....	12,6	66,5	.....	3,6	1,6	6,1	0,6	91,1
Divers	.....	1,0	.....	.....	0,9	0,8	.....	.....	.....	1,4	0,2	.....	4,3	
Total ...	162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	8,9	613,8		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	11,4	—	.....	.....	.....	.....	11,4	
Obligations accessibles à tout placeur	27,7	0,5	.....	0,3	.....	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	.....	54,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	.....	.....	.....	.....	0,4	1,6	.....	14,7	1,8	.....	0,4	18,9	
Autres emprunts à plus d'un an	.....	6,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6,3	.....	91,6	.....	104,8	
Divers	2,6	0,7	1,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,2	2,9	8,1	
Total ...	30,2	8,1	1,7	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	197,3		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4		
Obligations accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	0,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,2	
Obligations non accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,3	.....	0,6	17,5	.....	0,3	18,8	
Divers	29,2	.....	0,4	.....	0,2	.....	1,0	.....	0,5	2,8	0,7	9,1	44,0	
Total ...	36,7	...	0,4	...	0,2	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	9,4	70,4		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	.....	—	.....	.....	4,8	.....	.....	.....	.....	.....	4,8	
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	.....	26,0	—	2,1	.....	4,7	2,2	35,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18,1	—	0,1	.....	.....	.....	18,2	
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	234,8	—	.....	.....	.....	.....	234,8	
Obligations	8,8	.....	.....	.....	0,1	.....	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	.....	22,1	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	18,3	—	—	—	7,8	—	—	—	—	—	26,0		
Divers	.....	2,5	8,5	.....	0,4	.....	0,4	.....	.....	0,5	0,2	.....	12,5	
(Actions et parts)	.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	(—)	(2,7)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(5,1)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers																	
	Organismes monétaires (7)			Fonds des Rentes (8)			Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)			Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)			Organismes publics de crédit non monétaires (11)			Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	386,3
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	201,6
Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,7
Dépôts sur livrets des résidents	73,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73,2
Dépôts à terme des résidents	75,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,7
Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,0
Divers	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26,2
(Actions et parts)	(18,6)	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(20,8)
Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9					
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,3	—	—	0,2	—	—	0,1	0,6					
Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,4					
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9					
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9			
Dépôts à vue	7,3	—	—	0,2	2,7	—	—	—	—	—	—	—	12,6					
Dépôts sur livrets	233,5	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	233,8					
Dépôts à terme	1,7	1,4	—	0,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	11,4					
Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38,4					
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1					
Divers	7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,2					
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(3,8)					
Total ...	288,0	1,4	...	0,5	5,1	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	6,5	308,5					
Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2					
Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	—	233,2					
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3					
Divers	14,7	—	0,8	—	1,3	0,2	—	—	—	—	—	—	19,1					
Total ...	260,6	...	0,8	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8		
Dépôts à vue	4,7	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	5,3					
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,9	0,6	—	2,1	—	—	—	4,6					
Dépôts sur livrets	12,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,8					
Dépôts à terme	4,5	0,9	—	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	0,7	18,2					
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4					
Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	—	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	—	206,0					
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,3	14,4	4,5	—	6,7	24,1	—	—	54,0					
Divers	6,9	—	16,0	—	—	—	—	—	0,1	—	0,3	—	31,8					
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)					
Total ...	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0					
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	—	4,5	—	—	4,6	—	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	—	57,9					
Total des créances (1) à (12)	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	298,9	871,3	13,3	327,1	249,5	340,7	74,0	3.902,4					

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	104,1	—	7,7	...	7,8	— 0,3	119,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	10,4	...	...	...	113,7	—	0,3	...	1,8	...	126,3	
		Obligations ...	19,6	...	...	...	0,6	—	3,2	22,4	...	...	45,8	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	...	0,1	...	0,6	...	—	198,2	50,9	198,6	...	448,4	
		Divers ...	...	2,9	2,7	0,1	32,4	...	—	1,3	17,7	2,6	...	59,6
		(Actions et parts) ...	(323,2)	(2,1)	(0,5)	...	(...)	(1,5)	(—)	(0,6)	(6,2)	(...)	(...)	(334,1)	
	Total ...	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	— 0,3	799,5	
Secteurs nationaux non financiers	Paramétriques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	...	—	...	...	0,6	—	0,2	...	1,0	...	2,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	...	...	...	0,6	1,1	...	...	...	...	...	1,9
		Obligations accessibles à tout placeur ...	21,8	0,6	...	...	0,1	3,1	7,2	0,7	6,0	6,0	1,3	46,8
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	...	0,2	...	0,7	6,9	...	2,2	5,0	1,9	18,9	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	...	...	...	0,1	...	2,1	...	...	0,3	0,2	23,9	26,6
Divers ...	10,3	0,1	5,7	0,6	...	2,5	0,7	...	...	...	2,1	22,0		
(Actions et parts) ...	(1,0)	...	(17,8)	(9,9)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(31,0)		
	Total ...	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	3,8	118,4	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers ...	2,6	...	—	2,4	...	55,4	...	...	...	0,1	13,1	73,6
		Certificats à un an au plus ...	...	1,7	—	0,2	...	25,5	50,7	4,2	14,1	0,6	10,3	107,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	163,5	2,7	—	2,3	2,6	6,7	80,5	3,5	39,1	50,6	13,9	2,6	367,9
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	10,2	67,8	...	3,5	1,6	3,5	0,8	87,6
		Divers	0,7	—	...	1,3	1,1	0,7	0,2	...	4,0
		Total ...	166,0	5,4	—	4,9	3,9	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	16,5	640,5
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	14,5	...	...	...	...	...	14,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	31,0	0,5	...	0,3	...	0,4	9,9	1,2	6,4	11,3	1,8	62,8	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	2,3	...	...	15,3	1,6	...	19,6
		Autres emprunts à plus d'un an ...	...	7,1	...	...	...	...	...	7,0	...	...	102,7	116,8
		Divers ...	2,6	0,9	1,7	0,4	0,9	6,4
	Total ...	33,6	8,5	1,7	0,3	...	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	1,3	220,2	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,7	21,2	...	0,1	22,1
		Divers ...	27,6	...	0,7	1,9	...	0,4	1,4	0,1	11,8	44,2
		Total ...	44,0	...	0,7	...	0,2	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	11,9	82,9
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	—	5,6	5,6
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...		...	—	...	...	—	29,4	—	2,8	...	6,9	4,1	43,2
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...		...	...	...	...	—	43,1	—	...	...	...	...	43,1
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...		...	...	...	...	—	281,0	—	...	...	...	...	281,0
Obligations ...	8,9		...	...	...	0,1	—	14,6	0,9	0,6	4,7	0,2	...	29,9
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—		...	18,2	—	—	—	19,6	—	—	—	—	—	37,8	
Divers ...	...	2,7	8,8	...	0,5	—	0,8	—	...	0,6	0,2	...	13,6	
(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,5)	...	...	...	(—)	(3,4)	(—)	(0,3)	(1,4)	(—)	(...)	(5,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Total des créances													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
Organismes monétaires (7)	Monnaie	378,8	—	5,3	25,7	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts en devises des résidents	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts sur livrets des résidents	76,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts à terme des résidents	89,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations (y compris les bons de caisse)	24,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(Actions et parts)	(18,8)	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total ...	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	31,2	986,3
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	6,4	—	2,1	—	0,2	0,1	11,7	
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts sur livrets	250,3	—	—	0,6	3,3	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts à terme	3,4	1,1	—	1,2	3,3	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	48,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total ...	318,9	1,1	—	1,8	6,6	—	0,1	—	0,5	7,8	0,8	5,4	342,9	
Organ, d'assur-vie et accid du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	35,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Réserves mathématiques	225,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	17,9	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total ...	278,8	—	0,7	—	1,0	20,8	—	—	—	—	—	2,5	303,7	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	5,2	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts sur livrets	13,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts à terme	5,1	1,8	—	4,1	4,2	1,7	1,8	—	0,2	1,1	—	0,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur	161,3	0,4	—	0,3	4,1	—	27,9	0,5	17,4	27,8	2,1	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,8	14,1	6,9	—	8,1	24,1	—	3,0	
	Divers	7,3	—	16,6	—	—	—	—	—	0,1	—	0,3	11,8	
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	15,6	385,7	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			4,2	—	—	3,7	—	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	—	
Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	92,1	4.401,5	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées			
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	...	—	.....	.....	.....	+ 6,9	—	+ 1,5	.....	+ 3,2	- 1,3	+ 10,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	- 0,7	.....	.....	.....	.....	.....	+15,5	—	+ 0,1	.....	+ 0,4	...	+ 15,2
		Obligations	- 1,0	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	—	+ 1,2	+ 3,5	.....	...	+ 4,0
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+16,9	+ 1,6	+19,3	...	+ 38,0
		Divers .....	.....	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,7	+14,0 ²	.....	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 1,3	.....	+ 23,9
	(Actions et parts)	(+ 9,4)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	.....	(...)	(+ 1,3) ³	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(...)	(+ 12,7)
	Total ...	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+14,0	+22,8	—	+19,8	+ 8,1	+24,2	- 1,3	+ 91,4		
Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	.....	.....	—	- 0,1	.....	+ 0,5	...	+ 0,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,7	- 0,3	.....	- 0,3	...	- 1,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	- 0,2	+ 2,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,4	+ 3,6
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 1,0	+ 1,3	+ 0,1	- 0,2	+ 1,1	+ 2,4
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 4,0	+ 5,0
	Divers	+ 1,9	.....	- 1,1	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 0,7	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 1,9
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	(+ 0,6)	(+ 0,7)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,5)
	Total ...	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	...	...	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 1,4	+ 12,1	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 3,0	...	—	+ 0,6	...	...	+ 4,7	...	...	...	- 0,2	+ 6,5	+ 8,7
		Certificats à un an au plus .....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	-13,4	- 0,4	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	...	+ 3,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	- 0,2	.....	.....	+ 0,2	.....	+ 9,8	- 0,1	+ 1,7	+ 1,4	- 0,3	+ 0,9	+ 19,2
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 0,1	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	- 2,6	+ 0,3	+ 3,4
		Divers .....	.....	- 0,2	.....	.....	+ 0,4	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	- 0,7	- 0,1	- 0,3
	Total ...	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 7,6	+ 27,2		
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,1	.....	.....	.....	.....	+ 3,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,6	- 0,5	+ 0,6	+ 1,2	- 0,4	+ 8,9
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	+ 0,6	.....	- 0,2	.....	+ 0,7
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+11,1	+ 12,0
	Divers .....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	- 1,7	
	Total ...	+ 3,4	+ 0,3	.....	.....	.....	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+10,8	- 2,0	+ 22,9	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,0	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 3,7	.....	- 0,3	+ 3,3
		Divers	- 1,6	+ 0,3	+ 0,9	- 0,1	- 1,4	- 0,5	+ 2,7	+ 0,2
		Total ...	+ 7,3	.....	+ 0,3	.....	.....	- 0,1	+ 0,8	.....	.....	+ 2,3	- 0,5	+ 2,4	+ 12,5
Etranger (11)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,4	.....	+ 0,7	.....	+ 2,2	+ 1,9	+ 8,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+25,0	.....	- 0,1	.....	.....	+ 25,0
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Obligations	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 0,3	.....	+ 7,9
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	+11,9	—	—	—	—	+ 12,4	
		Divers	+11,4 ⁴	+ 0,2	+ 0,3	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 12,5
	(Actions et parts)	(+15,2) ⁵	(...)	(...)	.....	.....	(...)	(+ 0,7)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 15,9)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers												
	Organismes monétaires (7)				Fonds des Rentes (8)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)				Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)
Monnaie	+50,1	+0,1	+1,2	-0,4	+0,6	+3,3	-1,3	+1,1	+0,4	-0,1	+0,3	...	+3,2
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+80,4	—	—	—	—	+0,3	...	+3,8
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+80,4
Dépôts en devises des résidents	-3,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-3,4
Dépôts sur livrets des résidents	+2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+2,8
Dépôts à terme des résidents	+13,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,2	...	+13,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+7,9	—	—	—	—	—	+7,9
Obligations (y compris les bons de caisse)	+4,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+0,3	—	—	+4,6
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+1,9	+1,9
(Actions et parts)	(+0,2)	—	(...)	—	—	—	(+0,4)	—	(+0,1)	(...)	—	—	(+0,7)
Total ...	+47,7	+0,1	+1,1	-0,4	+0,6	+83,7	+6,6	+1,1	+0,6	+0,2	+0,6	+1,9	+143,9
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	-0,3	—	—	-0,2	—	—	-0,1	-0,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	+1,0	—	-0,6	—	—	—	+0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	—	—	—	—	—	-0,3	+1,0	—	-0,8	—	—	-0,1	-0,2
Dépôts à vue	+0,7	—	—	-0,2	+0,6	—	—	—	—	+1,9	+0,2	—	+3,2
Dépôts sur livrets	+16,7	—	—	+0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	+17,1
Dépôts à terme	+1,7	-0,3	—	+1,1	+0,9	—	—	—	+0,1	+0,6	-0,1	-2,3	+1,6
Obligations (y compris les bons de caisse)	+11,3	—	—	—	—	—	—	—	-0,3	-0,2	—	—	+10,8
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	+0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+1,2	+1,7
(Actions et parts)	(+0,2)	—	—	—	—	—	—	—	(-0,1)	—	—	—	(+0,1)
Total ...	+30,9	-0,3	—	+1,3	+1,5	—	—	—	-0,2	+2,3	+0,1	-1,1	+34,4
Réserves de sécurité sociale	+3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+3,3
Réserves mathématiques	+11,8	—	—	—	—	+1,0 ⁶	—	—	—	—	—	—	+12,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,3	—	—	-0,3
Divers	+3,2	—	-0,1	—	-0,3	+0,1	—	—	—	—	—	+0,3	+3,1
Total ...	+18,2	—	-0,1	—	-0,3	+1,1	—	—	—	-0,3	—	+0,3	+18,9
Dépôts à vue	+0,5	—	—	-0,1	—	—	-0,1	—	—	—	—	—	+0,3
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+0,6	-0,4	—	-0,3	—	+0,1	+0,2	+0,2
Dépôts sur livrets	+0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+0,7
Dépôts à terme	+0,6	+0,9	—	—	+1,0	+0,4	+0,2	—	-0,2	-0,2	-0,1	—	+2,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+0,3	—	+0,3	—	+0,1	—	+0,7
Obligations accessibles à tout placeur	+25,4	—	—	-0,1	+0,5	—	+7,6	-0,2	+1,8	+0,7	+0,2	—	+35,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+0,5	-0,3	+2,4	—	+1,4	—	—	+0,1	+4,1
Divers	+0,4	—	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	+3,3	+4,3
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
Total ...	+27,7	+0,9	+0,6	-0,2	+2,0	+0,7	+10,0	-0,2	+3,0	+0,5	+0,3	+3,5	+48,7
Secteurs miniers et ajustements (12)	—	-0,2	—	—	-0,8	—	-3,4	—	+1,3	+0,5	+0,2	—	-2,4
Total des créances (1) à (12)	+151,3	+0,7	+2,2	+1,2	+8,0	+97,3	+144,1	-0,2	+34,3	+16,7	+48,5	+14,6	+518,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 5, mai 1966; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, n° 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, n° 4, octobre 1970; pour l'année 1969, cf. le même bulletin, XLVI^e année, vol. II, n° 5, novembre 1971.
 2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.
 3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)
 4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.
 5 Cf. rubriques 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)
 6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	65,0	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	656,0	1,1	722,1
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	39,3	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,4	106,3
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	384,7	8,9	613,8
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,7	0,3	...	40,3	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,3
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	23,5	9,4	70,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	291,2	17,8	11,1	5,6	32,1	357,8	55,5	479,5	10,9	276,1	178,1	326,8	1.271,4	25,1	1.709,9
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,7	4,9	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	5,1	295,0	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	6,5	308,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,8	...	1,3	262,7	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	195,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,1	4,9	24,0	31,6	15,5	1.322,1	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	46,6	1.781,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	4,6	9,1	.....	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	48,8	—	57,9
15. Total des créances	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	1.727,5	298,9	871,3	13,3	327,1	249,5	340,7	1.801,9	74,0	3.902,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 823,9	— 76,6	— 552,0	— 160,0	— 17,7	+ 17,6	— 54,6	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,6	— 35,3	+ 3,7	+ 20,8	+ 16,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, société hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	68,8	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	730,9	— 0,3	799,5
2. Paraétatiques d'exploitation	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	40,4	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	65,1	3,8	118,4
3. Etat (Trésor)	166,0	5,4	—	4,9	3,9	180,2	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	400,3	16,5	640,5
4. Secteur public non compris ailleurs	33,6	8,5	1,7	0,3	...	44,1	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	174,4	1,3	220,2
5. Sécurité sociale	44,0	...	0,7	...	0,2	44,9	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	25,9	11,9	82,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	306,3	17,9	10,8	6,2	37,2	378,4	53,2	518,0	9,6	305,8	191,3	371,9	1.396,6	33,2	1.861,5
7. Etranger	8,9	2,7	27,0	.....	0,5	39,1	—	394,0	0,9	3,4	5,3	7,3	410,9	4,1	454,2
8. Organismes monétaires	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	615,7	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	50,1	31,2	986,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	6,4	—	2,1	...	0,2	8,7	0,1	11,7
10. Caisse d'épargne, société hypo- thécaires et de capitalisation	318,9	1,1	...	1,8	6,6	328,4	.....	0,1	...	0,5	7,8	0,8	9,2	5,4	342,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	278,8	...	0,7	...	1,0	280,5	20,8	...	...	...	...	...	...	2,5	303,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	226,0	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	125,7	15,6	385,7
13. Total des intermédiaires financiers	1.370,6	5,6	25,6	32,3	19,3	1.453,4	328,5	86,7	1,6	35,6	63,6	6,2	193,7	54,8	2.030,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,2	...	...	3,7	7,9	.....	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	47,7	—	55,6
15. Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	1.878,9	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	2.048,9	92,1	4.401,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 886,4	— 88,0	— 577,1	— 181,7	— 22,2	+ 17,4	— 72,6	+ 32,7	+ 1,4	+ 18,5	— 37,5	+ 3,5	+ 18,6	+ 36,5	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII · 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1970

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+ 3,8	+ 14,0	+ 22,8	—	+ 19,8	+ 8,1	+ 24,2	+ 74,9	- 1,3	+ 91,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	...	...	+ 1,1	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,1
3. Etat (Trésor)	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 4,2	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 15,6	+ 7,6	+ 27,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,4	+ 0,3	...	...	...	+ 3,7	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+ 10,8	+ 21,6	- 2,0	+ 22,9
5. Sécurité sociale	+ 7,3	...	+ 0,3	...	...	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	...	+ 2,3	- 0,5	+ 2,6	+ 2,4	+ 12,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 15,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,6	+ 5,0	+ 20,4	+ 12,1	+ 38,4	- 1,2	+ 29,7	+ 13,2	+ 45,2	+ 125,3	+ 8,2	+ 166,1
7. Etranger	+ 11,6	+ 0,2	+ 0,8	.....	+ 0,1	+ 12,7	—	+ 91,5	...	+ 0,7	+ 0,3	+ 2,2	+ 94,7	+ 1,9	+ 109,3
8. Organismes monétaires	+ 47,7	+ 0,1	+ 1,1	- 0,4	+ 0,6	+ 49,1	+ 83,7	+ 6,6	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 9,1	+ 1,9	+ 143,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,3	+ 1,0	—	- 0,8	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 30,9	- 0,3	...	+ 1,3	+ 1,5	+ 33,4	.....	...	...	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	+ 2,2	- 1,1	+ 34,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 18,2	...	- 0,1	...	- 0,3	+ 17,8	+ 1,1	...	...	...	- 0,3	...	- 0,3	+ 0,3	+ 18,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 27,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,2	+ 2,0	+ 31,0	+ 0,7	+ 10,0	- 0,2	+ 3,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 13,6	+ 3,5	+ 48,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 124,5	+ 0,7	+ 1,6	+ 0,7	+ 3,8	+ 131,3	+ 85,2	+ 17,6	+ 0,9	+ 2,6	+ 2,7	+ 1,0	+ 24,8	+ 4,5	+ 245,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	- 0,2	...	...	- 0,8	- 1,0	...	- 3,4	...	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 151,3	+ 0,7	+ 2,2	+ 1,2	+ 8,0	+ 163,4	+ 97,3	+ 144,1	- 0,2	+ 34,3	+ 16,7	+ 48,5	+ 243,4	+ 14,6	+ 518,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 59,9	- 11,4	- 25,0	- 21,7	- 4,5	- 2,7	- 12,0	+ 0,2	...	- 0,1	- 2,2	- 0,2	- 2,3	+ 17,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Septembre	399,3	165,5	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	264,5	28,5	235,2	246,0	4,4	40,3	- 29,6	- 24,7
Décembre (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
Décembre (Nouvelle série) 5 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	...	693,6	136,8	271,9	31,7	261,0	270,2	6,8	38,9	- 31,9	- 21,6
Juin	516,9	217,3	9,1	...	743,3	146,4	300,7	35,4	271,7	283,3	6,1	40,4	- 33,2	- 24,2
Septembre	503,1	230,8	8,4	...	742,3	146,8	p 297,5	p 37,9	276,1	291,8	2,4	p 39,1	- 34,6	p - 22,9
Décembre	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	p 298,7	p 44,0	307,4	320,6	8,5	p 35,3	- 35,7	p - 24,9

¹ Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

³ Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

⁴ Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	75,4
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	25,9
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	26,1
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	0,2	0,8	0,2	5,8	3,5	4,6	11,5	16,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	42,2	37,1	42,4	35,0	40,7	52,1	60,5	52,4
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	—	0,2	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	154,0	160,8	171,4	168,3	175,0	183,8	199,4	196,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	6,6	15,8	13,5	4,9	—	13,0	—	1,1
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	1,9	2,1	2,0	2,0	2,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	—	—	—	4,5	1,9	2,2	3,3	6,3
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	2,6	1,3	1,2	4,8	3,9	3,2	4,6	10,6
c) avances	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	0,3	—	0,3	—	—	0,1	0,2
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,2	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les para-étatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,8	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	51,6	45,5	58,6	41,9	37,6	45,6	34,3	30,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) — XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1969].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5	2,1	1,9	2,1	1,7
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8	2,4	2,2	2,4	2,0
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	5,4	5,4	5,5	6,3	5,3	5,8
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	177,9	193,3	190,7	196,4	194,7	214,5	210,2	216,8
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,9	...	4,2	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	63,6	57,8	72,0	55,5	53,4	62,4	51,6	46,4
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72	31-7-72	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72	31-1-73	28-2-73
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	77,2	77,2	77,2	77,5	77,5	77,5	77,0	75,9	75,3	75,6	75,4	74,6	73,8
2. F.M.I. — Participation	30,0	29,9	25,7	25,7	25,7	27,3	27,0	26,0	25,7	25,7	25,9	25,7	25,7
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	23,7	23,7	23,7	23,9	23,9	25,5	25,5	25,5	25,5	26,1	26,1	26,1	26,1
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,6	3,5	9,1	10,5	4,6	8,6	9,1	11,5	6,6	8,1	16,5	8,8	5,1
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères	41,9	40,7	43,4	39,2	52,1	56,2	59,7	60,5	59,3	55,5	52,4	62,9	76,6
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	173,4	175,0	179,1	176,8	183,8	195,1	198,3	199,4	192,4	191,0	196,3	198,1	207,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	...	0,9	2,6	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ³ :													
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	5,0	13,0	...	...	...	...	...	1,1	...	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires .....	...	1,9	2,6	3,7	2,2	3,4	2,8	3,3	4,7	4,1	6,3	2,9	2,9
b) effets commerciaux	3,3	3,9	5,2	5,1	3,2	3,9	3,8	4,6	5,5	6,4	10,6	6,8	5,9
c) avances	0,2	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,2	0,1	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	44,4	37,6	37,1	33,2	45,6	32,7	34,7	34,3	35,5	31,6	30,8	41,7	41,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1	273,4	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4	290,9	296,0

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique, inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72	31-7-72	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72	31-1-73	28-2-73
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,9	2,1	1,9	1,7	1,9	1,8	2,3	2,1	2,1	1,8	1,7	1,3	1,1
c) réserve monétaire - G.D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5
Total des engagements envers l'étranger	2,2	2,4	2,2	2,0	2,2	2,1	2,6	2,4	2,4	2,1	2,0	2,1	1,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	5,7	5,5	5,3	6,2	6,3	6,3	5,8	5,3	5,9	5,8	5,8	6,0	p 5,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	3,8	10,2	9,9	9,8	5,2	7,7	10,2	12,0
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	0,3	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	1,1	0,1	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	190,5	194,7	201,5	203,2	214,5	210,4	207,4	210,2	206,5	206,8	216,8	207,8	p210,6
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	3,1	4,2	4,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,9	1,3	1,4
D. Autres	60,7	53,4	53,1	50,0	62,4	50,1	51,2	51,6	52,3	49,5	46,4	58,4	p 59,4
TOTAL DU PASSIF ...	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1	273,4	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4	290,9	296,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-9-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7	...	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7	...	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,8	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,2	0,5	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...	...	1,5	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à un an au plus	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	59,5	62,8	60,0	64,8	70,5	71,5	70,7	74,0	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	6,8	7,4	7,1	7,1	7,6	7,7	7,7	8,0	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-																
étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	9,5	11,3	11,9	16,0	12,7	15,3	17,4	23,2	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-																
étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,3	...	0,2	0,1	0,3	1,3	0,6	0,1	
b) effets commerciaux	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	1,5	1,1	1,3	2,2	2,0	1,6	1,2	0,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	2,0	2,0	...	...	0,1	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,6
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	2,4	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	5,4	5,5	4,5	8,2 ³	9,0	9,4	9,3	9,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	86,1	94,0	89,4	102,9 ³	104,6	110,5	109,3	117,0	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	...	
Total des engagements envers l'étranger	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	...	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1	6,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	7,5	7,7	7,9	8,1	8,0	8,3	8,3	8,5	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	46,7	52,2	49,5	51,3	53,4	61,2	59,6	63,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	25,5	30,1	28,2	33,9 ⁵	37,2	34,5	36,9	37,9	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	0,6	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	1,6	...
TOTAL DU PASSIF ...	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	86,1	94,0	89,4	102,9⁵	104,6	110,5	109,3	117,0	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7, et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6	31,9
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,2	17,3	15,9	13,9	16,9	16,3	12,0	11,8
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	218,4	227,4	221,2	235,3	226,0	248,8	254,2	297,0
b) en francs belges	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,8	24,8	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9	27,1
Total des créances sur l'étranger ...	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	272,2	287,6	283,8	296,3	295,4	326,5	321,7	367,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,4	5,7	5,3	5,3	5,5	6,2	5,3	5,7
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7
— autres	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	0,8	2,5	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1
b) sur les organismes publics	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1	6,2
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0	60,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	25,9	22,7	28,1	17,8	15,8	23,6	p 14,1	p 9,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	78,4	86,2	87,3	103,3	112,5	117,3	p136,6	p 138,0
— autres	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	32,1	31,0	32,5	29,7	29,5	31,6	p 32,4	p 32,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,2	0,4	0,9	1,1	p 1,1	p 1,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	10,8	10,6	11,8	12,6	14,4	14,5	p 14,9	p 15,3
— autres	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,3	p 3,4	p 3,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	10,7	12,5	12,3	8,6	11,3	11,5	8,8	9,1
b) effets commerciaux	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	89,7	91,2	90,7	93,7	95,3	94,5	96,9	106,3
c) avances	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	119,2	125,2	129,6	141,6	146,2	157,4	160,6	174,3
d) à un an au plus ²	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	p 0,1	p 0,1
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	6,8	7,2	7,2	8,9	8,7	9,4	p 9,5	p 9,9
— autres	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	6,8	7,4	7,5	7,1	7,8	9,3	p 10,5	p 12,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	5,8	6,5	8,6	4,4	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	4,4	3,0	5,8	3,2	1,9	2,6	p 2,0	p 2,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	29,0	30,6	31,8	31,8	31,9	32,3	p 32,2	p 32,2
— autres	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	6,2	6,5	3,6	4,6	6,0	5,6	p 5,6	p 5,6
D. Autres	36,2	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	72,2	80,3	78,6	86,8	92,7	103,8	p 89,9	p 96,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7	1.097,1

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-8-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	255,8	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5	333,2
b) en francs belges ¹	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	56,6	61,0	63,6	64,0	66,6	73,3	74,8	80,1
Total des engagements envers l'étranger	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	312,4	320,6	317,6	331,0	332,7	364,1	372,3	413,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,2	0,5	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...	...	1,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0	60,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	159,2	167,6	170,0	174,7	179,1	197,8	187,7	203,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8	110,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9	131,7
— dépôts en devises	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5	9,2
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6	35,7
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,0	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2	2,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,4	102,2	112,4	113,3	122,1	117,9	132,7	121,3	129,6
TOTAL DU PASSIF ...	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7	1.097,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	75,4	
2. F.M.I. — Participation	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	25,9	
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	26,1	
3. Obligations	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6	31,9	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	14,3	18,1	17,0	22,9	22,4	23,6	24,2	28,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	260,6	264,5	263,6	270,3	266,7	300,9	314,7	349,4	
b) en francs belges	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,9	24,9	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9	27,1	
Total des créances sur l'étranger ...	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	427,1	448,4	456,1	467,8	472,4	513,0	521,8	564,1	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	6,1	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.														9,9	7,7	
— réserve monétaire	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	2,2	2,5	1,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1	
b) sur les organismes publics	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	5,1	3,0	3,1	8,8	5,1	4,6	2,2	7,0	
c) sur les banques de dépôts	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	29,8	32,4	34,4	47,0	49,5	57,0	55,5	61,3	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	92,0	101,3	101,6	87,5	86,3	108,1	p 84,8	p 84,5	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	87,4	95,7	96,3	112,3	122,2	127,0	p 146,3	p 148,0	(7)
— autres	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	66,1	65,0	66,5	63,7	63,5	65,6	p 66,4	p 66,3	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	11,1	12,9	13,1	16,4	13,6	16,4	p 18,5	p 24,3	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	11,5	11,5	12,8	13,3	15,5	15,6	p 16,0	p 16,4	(8)
— autres	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,3	p 3,4	p 3,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	11,0	12,5	12,5	13,1	13,4	15,0	p 12,2	p 15,5	(9)
b) effets commerciaux	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	93,8	93,6	93,2	100,8	101,3	99,3	103,2	117,3	(9)
c) avances	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	119,2	125,5	129,6	141,9	146,2	157,4	160,7	174,5	(9)
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	p 0,1	p 0,1	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	7,3	7,6	7,7	9,4	9,2	9,9	p 10,0	p 10,4	(14)
— autres	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	6,8	9,4	9,5	7,4	7,8	9,4	p 10,5	p 12,1	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	7,8	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	5,8	6,5	8,6	—	—	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	4,4	3,1	5,8	3,5	1,9	2,9	p 2,0	p 3,4	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	29,3	30,9	32,0	32,1	32,2	32,6	p 32,5	p 32,5	(12)
— autres	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	6,3	6,5	3,7	4,7	6,1	5,7	p 5,7	p 5,7	(12)
D. Autres	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	129,2	131,3	141,7	136,9 ⁶	139,3	158,8	p 133,5	p 136,9	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.280,6 ⁶	1.294,7	1.408,5	1.401,0	1.498,5	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (E.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1964].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	255,9	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5	333,2	
b) en francs belges ¹	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	58,5	62,6	72,3	68,0	69,1	75,5	77,2	81,8	
Total des engagements envers l'étranger ...	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	314,7	322,5	326,6	335,3	335,5	366,6	375,0	415,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,8	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	6,1	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	
b) envers les organismes publics	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	0,8	0,3	0,4	1,5	0,9	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...	...
— autres	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	35,1	31,8	37,3	56,0	54,6	61,3	56,2	67,6	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	185,4	201,0	198,6	204,5	202,7	222,8	218,5	225,3	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	206,4	220,3	220,0	226,6	232,9	259,6	247,7	267,1	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	25,5	30,1	28,2	33,9 ⁶	37,2	34,5	36,9	37,9	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8	110,9	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9	131,7	(2)
— dépôts en devises	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5	9,2	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6	35,7	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,1	...	0,2	...	...	1,1	1,9	0,6	4,2	...	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	(12)
— autres .....	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,0	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2	2,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	(12)
D. Autres	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	165,8	170,2	185,3	177,6	171,3	196,3	174,5	176,0	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.280,6⁶	1.294,7	1.408,5	1.401,0	1.498,5	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1955.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

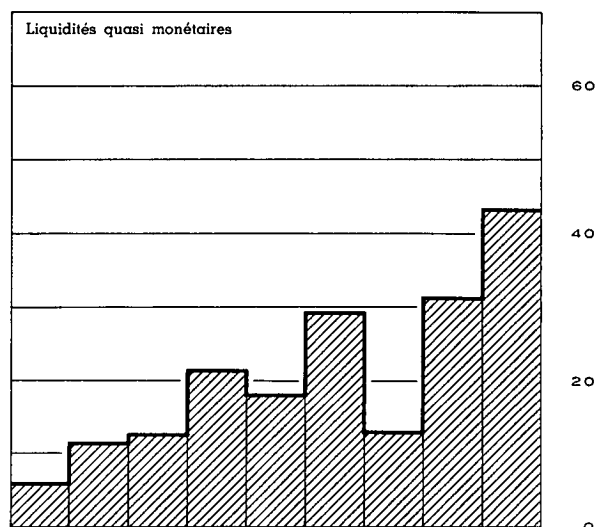
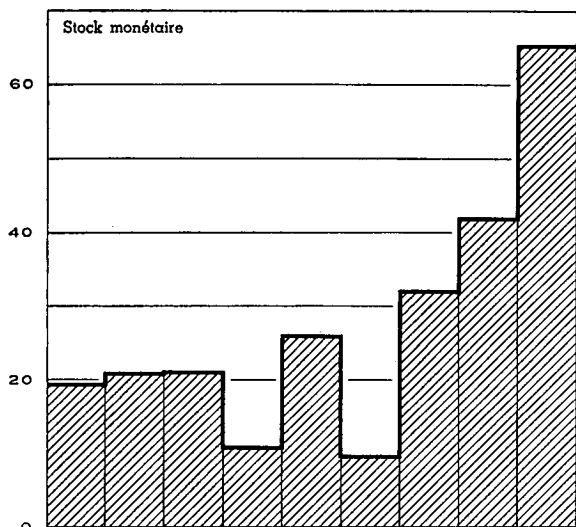
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C6a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

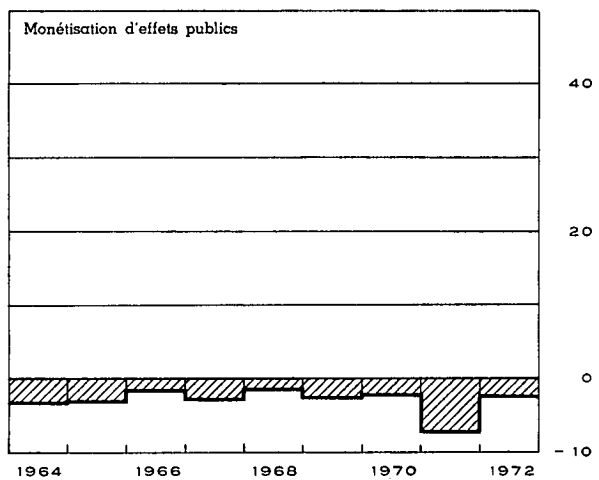
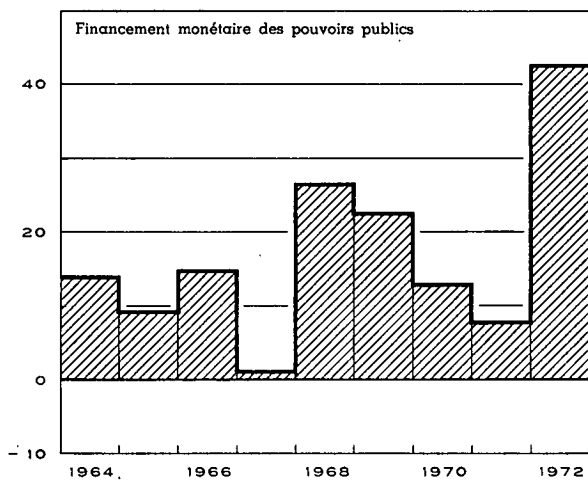
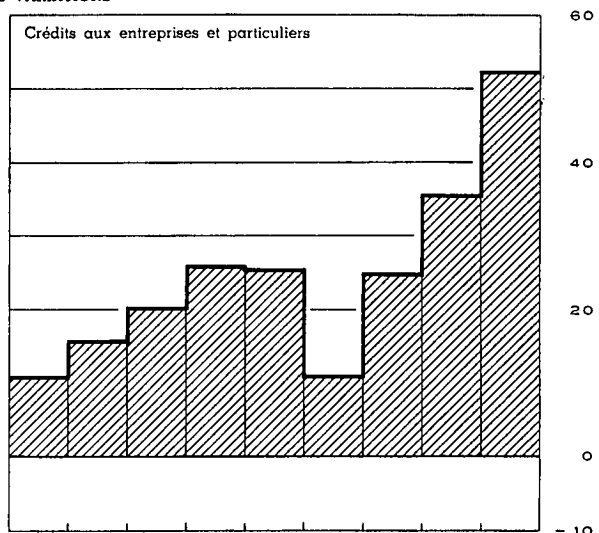
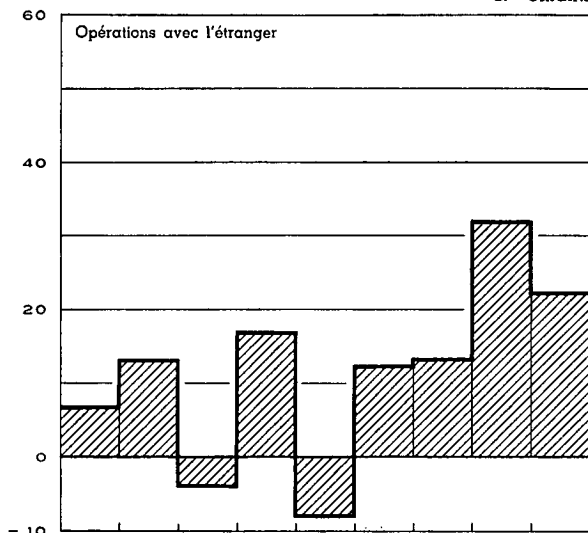
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particulières)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	p+ 22,4	+ 52,5	+ 0,7	- 0,9	p+ 31,2	p+ 11,5	p- 2,7	+ 0,3	p- 3,3	- 5,4	p+ 2,4 ⁵
1970 4 ^e trimestre	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,3	- 1,4	- 3,3
1971 1 ^e trimestre	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	- 2,5	+ 1,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,9	- 1,2	- 4,8
4 ^e trimestre	+ 13,9	+ 7,3	+ 21,2	+ 4,5	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	...	+ 3,7	- 0,1	- 3,7	- 1,5	- 0,8	- 3,6
1972 1 ^{er} trimestre	+ 7,8 ⁵	+ 12,4	+ 20,2 ⁵	+ 4,0	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	+ 8,0	- 0,8	- 1,9	+ 2,4	...	- 1,6	+ 5,6 ⁵
2 ^e trimestre	+ 44,1	+ 5,6	+ 49,7	+ 11,7	+ 13,1	- 0,3	- 2,3	+ 26,6	+ 3,7	- 0,8	+ 0,5	+ 1,3	- 1,3	- 2,5
3 ^e trimestre	- 13,7	+ 12,8	- 0,9	p+ 1,8	+ 8,5	+ 1,8	- 4,2	p- 10,1	p+ 2,5	p ...	- 0,1	p- 1,2	- 1,3	p+ 1,4
4 ^e trimestre	+ 27,1	+ 12,6	+ 39,7	p+ 4,9	+ 28,8	...	+ 2,4	p+ 6,7	p+ 6,1	p ...	- 2,5	p- 3,4	- 1,2	p- 2,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

² Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁴ Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

⁵ A partir du 1^{er} trimestre 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

¹ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Déc. (Anc. série) ...	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
Déc. (Nouv. série) ⁴	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Janvier	8,1	196,6	199,0	34,5	0,4	54,2	169,5	224,1	258,6	457,6	43,5
Février	8,0	196,2	198,6	35,4	0,5	50,9	166,6	218,0	253,4	452,0	43,9
Mars	8,0	200,2	202,7	37,2	0,4	51,5	181,0	232,9	270,1	472,8	42,9
Avril	8,1	206,8	209,5	35,0	0,5	60,7	180,7	241,9	276,9	486,4	43,1
Mai	8,2	209,4	211,4	32,1	0,6	55,3	185,6	241,5	273,6	485,0	43,6
Juin	8,3	220,8	222,8	34,5	0,7	58,7	200,2	259,6	294,1	516,9	43,1
Juillet	8,3	216,7	218,7	37,5	0,5	59,2	187,2	246,9	284,4	503,1	43,5
Août	8,4	213,2	215,8	33,2	0,5	55,0	188,8	244,3	277,5	493,3	43,7
Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Octobre	8,3	212,5	214,8	34,8	0,4	62,4	188,6	251,4	286,2	501,0	42,9
Novembre	8,4	212,6	215,1	34,7	0,4	54,5	193,3	248,2	282,9	498,0	43,2
Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Janvier	8,5	213,8	216,3	32,2	0,5	63,9	203,2	267,6	299,8	516,1	41,9

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	+ 1,5	+25,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	p-10,3	p-0,1	+ 0,7	p+22,4	p+ 6,3	p+19,0
1970 4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁶	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ⁸	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	+ 0,5	+ 4,6
2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	- 0,2	+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	- 2,9	...	- 1,6	+ 8,1	- 4,0	- 0,4
4 ^e trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	- 3,6	...	+ 2,2	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,3
1972 1 ^{er} trimestre .	172,6	-35,8	136,8	+ 4,7 ⁸	- 3,9	+ 0,8	- 2,3	- 0,1	- 0,8	+ 4,0	p- 5,1	p- 4,3
2 ^e trimestre .	181,6	-35,2	146,4	+ 9,0	+ 0,6	+ 9,6	- 1,8	...	- 0,3	+11,7	p- 2,9	p+ 6,7
3 ^e trimestre .	197,0	-50,2	146,8	+15,4	-15,0	+ 0,4	p- 3,2	p ...	+ 1,8	p+ 1,8	p+ 9,5	p+ 9,9
4 ^e trimestre .	194,3	-45,6	148,7	- 2,7	+ 4,6	+ 1,9	p- 3,0	p ...	...	p+ 4,9	p+ 4,8	p+ 6,7

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6,2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1963	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9
Septembre	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	40,8	53,4	1,2	95,4	340,1
Décembre	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	46,0	57,7	1,8	105,5	370,4
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	49,0	55,5	1,8	106,3	373,4
Juin	31,2	18,3	28,4	24,7	178,7	281,3	50,8	58,6	2,0	111,4	392,7
Septembre	33,1	18,8	32,9	24,3	181,2	290,3	48,5	55,9	1,3	105,7	396,0
Décembre				27,2		317,2		60,4		115,1	432,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série depuis mars 1969.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	Septembre	13,3	94,2	109,6	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
	Décembre	14,2	101,0	114,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	Mars	14,6	98,1	119,2	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
	Juin	17,4	98,1	125,2	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
	Septembre	18,2	97,0	129,5	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
	Décembre	20,7	102,6	141,6	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972	Mars	19,6	101,3	146,2	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1
	Juin	21,3	102,6	157,4	9,9	8,2	18,1	11,4	94,4	157,4	263,2	0,1
	Septembre	21,2	108,5	160,6	12,4	11,7	24,1	8,8	96,8	160,6	266,2	0,1
	Décembre	23,0	119,8	174,4	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	Septembre	21,3	18,1	38,5	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
	Décembre	23,0	20,0	43,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	Mars	20,9	19,4	51,1	9,1	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
	Juin	22,3	19,5	54,4	9,6	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
	Septembre	22,1	19,4	53,9	9,5	6,2	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
	Décembre	24,8	22,4	58,3	10,5	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972	Mars	25,6	24,6	56,1	10,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	—
	Juin	26,5	25,7	59,2	11,4	9,0	19,2	16,3	16,7	59,2	92,2	—
	Septembre	23,4	25,5	56,8	10,7	10,8	22,2	12,0	14,7	56,8	83,5	—
	Décembre	25,3	28,8	61,0	11,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	—

C. Total

1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	Septembre	34,6	112,3	148,1	21,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
	Décembre	37,2	121,0	158,0	31,6	18,3	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	Mars	35,5	117,5	170,3	32,3	11,6	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
	Juin	39,7	117,6	179,6	33,6	9,9	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
	Septembre	40,3	116,4	183,4	34,0	12,1	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
	Décembre	45,5	125,0	199,9	37,4	23,0	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972	Mars	45,2	125,9	202,3	37,4	17,0	41,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1
	Juin	47,8	128,3	216,6	39,2	20,1	47,2	37,3	111,1	216,6	355,4	0,1
	Septembre	44,6	134,0	217,4	39,6	23,8	46,3	20,8	111,5	217,4	349,7	0,1
	Décembre	48,3	148,6	235,4	43,2	27,4	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tions bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tions bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
1970 Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
1971 Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
1971 Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
1971 Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
1972 Juin	1,9	...	1,9	2,3	1,2	3,5	2,3	3,1	...	5,4
1972 Septembre	1,4	0,1	1,5	3,3	2,7	6,0	3,3	4,1	0,1	7,5
1972 Décembre	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
B. Crédits à l'étranger										
1963 .....	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964 .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
1970 Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
1971 Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
1971 Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
1971 Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars .....	...	—	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	—	3,5
1972 Juin .....	...	—	...	3,3	1,3	4,6	3,3	1,3	—	4,6
1972 Septembre .....	...	—	...	8,5	3,0	11,5	8,5	3,0	—	11,5
1972 Décembre .....	...	—	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	—	16,5
C. Total										
1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
1970 Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
1971 Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
1971 Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
1971 Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3
1972 Juin	1,9	...	1,9	5,6	2,5	8,1	5,6	4,4	...	10,0
1972 Septembre	1,4	0,1	1,5	11,8	5,7	17,5	11,8	7,1	0,1	19,0
1972 Décembre	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 ⁴	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 ⁴	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970												
Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971												
Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1
Décembre	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972												
Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1
Juin	21,3	104,5	157,4	283,2	6,3	5,3	11,6	15,0	99,2	157,4	271,6	0,1
Septembre	21,2	109,9	160,7	291,8	8,5	7,8	16,3	12,7	102,1	160,7	275,5	0,6
Décembre	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 ⁴	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967 ⁴	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	—
1970												
Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	—
Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	—
1971												
Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	—
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	—
Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	—
Décembre	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	—
1972												
Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	—
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	4,9	7,0	11,9	21,6	18,7	59,2	99,5	—
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	2,4	7,6	10,0	21,0	17,9	56,8	95,7	—
Décembre	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	—

C. Total

1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 ⁴	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967 ⁴	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970												
Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971												
Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1
Décembre	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972												
Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1
Juin	47,8	130,2	216,6	394,6	11,2	12,3	23,5	36,6	117,9	216,6	371,1	0,1
Septembre	44,6	135,4	217,5	397,5	10,9	15,4	26,3	33,7	120,0	217,5	371,2	0,6
Décembre	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (3) du tableau XIII-8].
2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).
3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4
Fonds Monétaire International :									
Participation						7,8	19,6	30,0	25,9
Prêts .....						...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....						...	10,2	20,3	26,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4
Monnaies étrangères	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4
Monnaies étrangères et or à recevoir	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges.....	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :									
Participation	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3				
Prêts ²	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0				
Autres accords .....	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6
Effets de commerce	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4
Avances sur nantissement	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5
Effets publics :									
Effets publics belges	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	0,2	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1
PASSIF									
Billets en circulation	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6
Comptes courants :									
} compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} compte spécial liqui-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} dation U.E.P. ....	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7
Autres accords	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7
<i>Total des engagements à vue</i> ...	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5
Réserve monétaire ³	1,3	...	...	...	...	...	...	...	11,8
Monnaies étrangères et or à livrer	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5
Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

³ Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1971 6 décembre	1972 4 décembre	1972 10 janvier	1973 8 janvier	1972 7 février	1973 5 février	1972 6 mars	1973 5 mars
ACTIF								
Encaisse en or	78,2	75,4	77,2	74,7	77,2	74,6	77,2	73,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	30,0	25,7	30,0	25,9	30,0	25,7	29,9	25,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	23,7	26,1	23,7	26,1	23,7	26,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	128,5	127,2	130,9	126,7	130,9	126,4	130,8	125,6
Monnaies étrangères	38,3	55,5	35,1	53,8	37,5	73,5	43,3	81,7
Monnaies étrangères et or à recevoir	2,9	...	0,2	...	0,2	...	...	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	40,7	22,4	33,8	21,9	35,7	33,5	37,0	33,6
Effets de commerce	12,1	20,8	9,9	30,6	6,8	16,2	7,1	17,7
Avances sur nantissement	0,1	...	0,1	1,9	...	1,6	0,1	0,6
Effets publics :								
Effets publics belges .....	...	...	4,2	0,8	2,6	...	...	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	3,8	4,1	3,8	4,1	4,1	4,3	4,1	4,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,4	3,8	3,5	3,9	3,7	4,2	3,7	4,2
Divers	2,5	2,8	2,8	3,4	1,6	1,0	1,3	1,0
Compte d'ordre :	268,8	273,2	260,8	283,6	259,7	297,3	264,0	305,3
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,0	2,3	2,3	2,0	2,0	1,8	1,7	1,6
PASSIF								
Billets en circulation	197,0	214,7	199,1	219,4	198,0	216,2	199,2	219,7
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	0,4	0,1	...	...	...	0,1	0,1	5,0
{ taxe exceptionnelle de conjonct. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,7	1,0	0,7	0,7	0,6	0,5	1,3	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,2	1,0	1,1	1,9	1,5	6,5	2,7	1,0
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	0,7	0,7	1,0	1,2	1,1	1,0	0,8	0,9
Autres accords	4,5	0,5	0,8	...	0,5	...	0,5	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	204,5	218,0	202,7	223,2	201,7	224,3	204,6	227,2
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	7,0	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Réserve monétaire ² :								
Belgique .....	...	6,7	...	12,1	...	14,8	...	19,3
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,6	—	0,5	—	0,5
Monnaies étrangères et or à livrer	44,3	23,6	34,8	22,9	36,8	34,7	37,9	34,7
Caisse de Pensions du Personnel	3,4	3,8	3,5	3,9	3,7	4,2	3,7	4,2
Divers	5,8	6,5	5,5	6,3	2,9	4,0	3,2	4,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,4	3,7	3,4	3,7	3,7	3,9	3,7	3,9
Compte d'ordre :	268,8	273,2	260,8	283,6	259,7	297,3	264,0	305,3
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,0	2,3	2,3	2,0	2,0	1,8	1,7	1,6

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3			(moyennes mensuelles ou mois)				
(milliards de francs)									
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.068	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1970 4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1972 1 ^{er} trimestre	1.061	84,9	53,1	159,7	281,2	161,1	281,2	883,1	95
2 ^e trimestre	1.063	90,7	59,1	175,1	289,1	170,9	289,1	924,2	94
3 ^e trimestre	1.069	91,9	56,1	167,2	280,5	169,3	280,5	897,4	94
4 ^e trimestre	1.077	92,3	57,5	177,1	297,4	173,0	297,4	944,8	94
1972 Février	1.061	83,9	52,5	158,4	291,3	164,3	291,3	905,3	95
Mars	1.062	83,6	53,4	162,9	284,7	161,7	284,7	893,9	95
Avril	1.062	82,0	55,3	148,3	245,2	139,8	245,2	778,4	94
Mai	1.064	90,5	57,7	178,7	310,4	182,0	310,4	981,5	94
Juin	1.064	99,5	64,2	198,2	311,7	191,0	311,7	1.012,6	94
Juillet	1.066	108,5	57,3	188,4	300,5	190,8	300,5	980,1	94
Août	1.068	89,6	55,5	153,5	274,0	160,8	274,0	862,3	94
Septembre	1.072	77,6	55,4	159,6	266,9	156,4	266,9	849,9	94
Octobre	1.075	93,1	57,4	179,5	297,0	173,9	297,0	947,2	94
Novembre	1.077	90,9	56,3	166,3	295,9	173,7	295,9	931,9	95
Décembre	1.080	92,8	58,9	185,4	299,3	171,3	299,3	955,4	94
1973 Janvier	1.080	102,8	60,9	194,5	330,4	196,5	330,4	1.051,8	93
Février	1.080	95,2	60,5	171,9	310,2	178,5	310,2	970,9	95

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 30 novembre	1972 30 novembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,5	12,3	10,1	11,8	7,2	12,5	11,8	18,4
Prêts au jour le jour	4,9	11,9	11,0	9,9	12,6	9,5	9,9	14,4
Banquiers	72,6	111,8	138,9	163,8	160,0	230,6	163,8	245,2
Maison-mère, succursales et filiales	13,1	15,6	38,8	55,5	48,7	47,5	55,5	48,4
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	21,1	30,9	24,9	27,1	37,0	20,1	27,1	21,9
Portefeuille-effets	119,0	142,2	156,7	147,4	146,4	149,4	147,4	149,4
a) Effets publics	37,7	46,8	41,0	25,2	32,0	21,3	25,2	16,7
b) Effets commerciaux ³	81,3	95,4	115,7	122,2	114,4	128,1	122,2	132,7
Reports et avances sur titres	1,6	1,4	1,8	1,9	1,5	2,4	1,9	2,7
Débiteurs par acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	42,4	47,7	45,5	48,3
Débiteurs divers	110,3	116,0	156,2	198,0	191,1	221,6	198,0	232,7
Valeurs mobilières	4	141,4	175,7	224,4	218,6	280,0	224,4	280,0
a) Fonds publics belges	4	133,0	159,7	197,4	194,8	241,7	197,4	240,6
b) Autres titres d'emprunt	4	8,2	15,8	26,7	23,5	37,7	26,7	38,9
c) Actions et parts de sociétés	4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3
d) Autres valeurs mobilières	4	—	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	4	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
Participations	4	6,6	7,9	8,4	8,5	9,0	8,4	9,1
a) Filiales	4	2,3	2,4	2,7	2,8	2,9	2,7	3,0
b) Autres participations	4	4,3	5,5	5,7	5,7	6,1	5,7	6,1
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Immeubles	3,7	4,2	5,0	5,9	5,3	6,6	5,9	7,4
Participations dans les filiales immobilières	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,3	0,4
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Matériel et mobilier	0,5	0,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	1,1
Divers	5,6	7,3	9,6	12,6	11,2	15,3	12,6	16,1
Total de l'actif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	893,3	1.055,1	915,0	1.097,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques

(milliards de francs)

1968 31 décembre	82,9	1970 31 décembre	19,8	1971 30 novembre	20,4	1971 31 décembre	21,8
1969 31 décembre	21,2	1971 31 décembre	21,8	1972 30 novembre	26,2	1972 31 décembre	28,8

4 Ancienne subdivision :

Portefeuille-titres	182,2
a) Valeurs de la réserve légale	0,9
b) Fonds publics belges	119,2
c) Fonds publics étrangers	6,1
d) Actions de banques	3,1
e) Autres titres	2,9

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

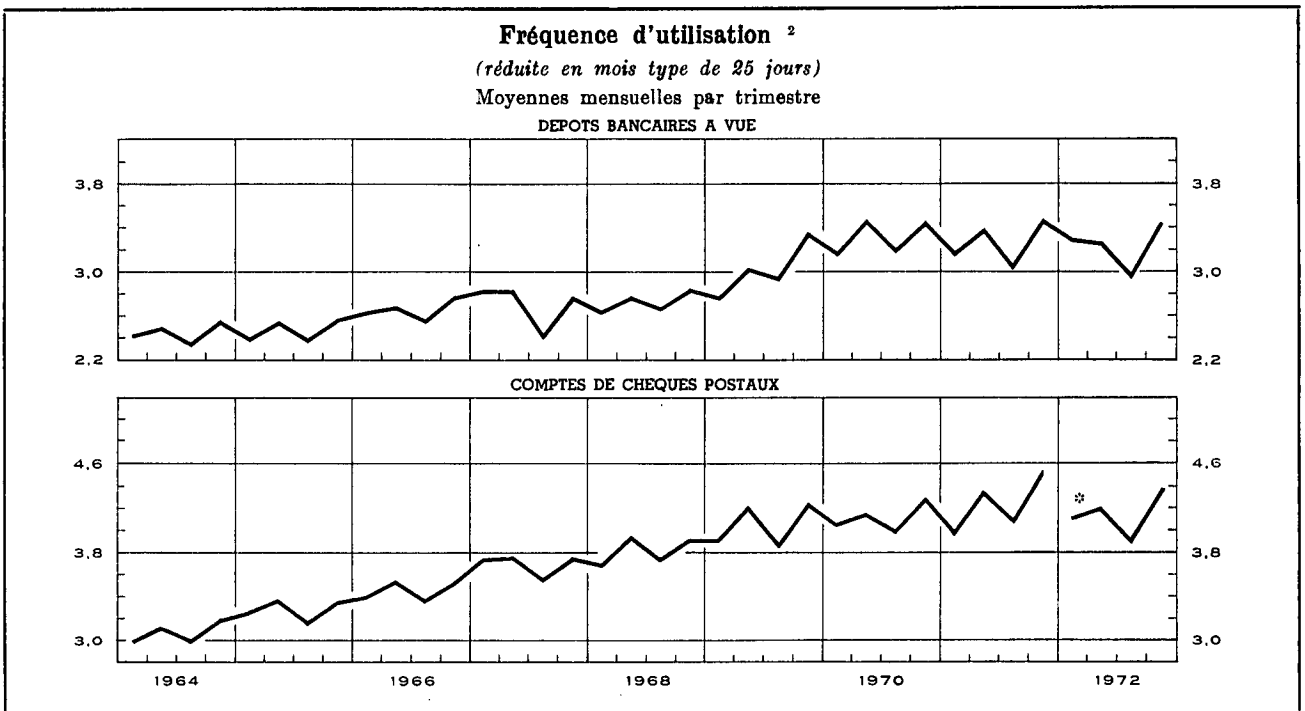
Passif

Rubriques	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,3	0,9	1,0	1,4	0,7	0,8	1,4	2,1
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,5	0,6	0,7	0,9	0,6	0,6	0,9	1,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,8	0,3	0,3	0,5	0,1	0,2	0,5	1,1
Emprunts au jour le jour	8,7	6,9	10,0	13,2	14,3	17,4	13,2	20,9
a) Couverts par des sûretés réelles	2,4	1,6	1,3	2,6	1,6	2,5	2,6	2,9
b) Non couverts par des sûretés réelles	6,3	5,3	8,7	10,6	12,7	14,9	10,6	18,0
Banquiers	120,0	164,5	243,3	286,4	281,1	358,1	286,4	371,9
Maison-mère, succursales et filiales	9,9	12,4	17,3	34,1	24,5	31,9	34,1	37,4
Acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	42,4	47,7	45,5	48,3
Autres valeurs à payer à court terme ²	14,0	22,5	18,0	17,0	27,8	9,5	17,0	8,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,0	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7	1,6
Dépôts et comptes courants	281,4	322,6	365,8	422,7	408,2	483,5	422,7	501,9
a) A vue	122,4	124,0	140,6	164,0	154,8	182,2	164,0	193,5
b) A un mois au plus	18,5	26,3	33,0	36,8	34,8	35,1	36,8	36,2
c) A plus d'un mois	56,3	85,1	96,5	96,9	99,4	104,8	96,9	105,2
d) A plus d'un an	7,4	6,1	8,5	15,0	14,7	19,2	15,0	19,1
e) A plus de deux ans	5,0	7,4	10,7	11,2	11,0	13,1	11,2	13,1
f) Carnets de dépôts	69,8	71,9	74,6	96,6	91,5	126,8	96,6	132,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	1,8	1,9	2,2	2,0	2,3	2,2	2,4
Obligations et bons de caisse	16,5	18,7	23,3	28,4	28,0	33,6	28,4	33,9
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,2	1,2	1,5	1,5	1,4	1,5	1,4
Divers	13,3	17,4	19,3	23,3	23,4	27,5	23,3	26,5
Total de l'exigible ...	500,3	598,3	738,2	875,2	853,5	1.013,1	875,2	1.054,8
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	2,4	3,9	3,7	3,9	3,6	3,7	3,6
Non exigible :								
Capital	17,8	20,4	21,1	21,7	21,6	22,6	21,7	22,8
Fonds indisponibles par prime d'émission	2,9	4,3	4,3	4,1	4,1	4,2	4,1	4,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
Réserve disponible	5,6	6,4	7,3	8,4	8,3	9,7	8,4	9,7
Provisions	0,3	0,3	0,4	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6
Total du non exigible :	27,5	32,4	34,2	36,1	35,9	38,4	36,1	38,6
Total du passif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	893,3	1.055,1	915,0	1.097,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,80
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1970 4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
4 ^e trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1972 1 ^{er} trimestre	401,4	253,5	654,9	3,37	3,29	4,12
2 ^e trimestre	438,5	281,3	719,8	3,23	3,27	4,20
3 ^e trimestre	418,3	251,6	669,9	3,07	2,99	3,92
4 ^e trimestre	483,2	279,2	762,4	3,44	3,45	4,38
1971 Décembre	452,9	258,4	711,3	3,89	3,74	4,77
1972 Janvier	408,8	242,3	651,1	3,37	3,37	3,93
Février	394,5	273,1	667,6	3,26	3,26	4,48
Mars	400,9	245,2	646,1	3,49	3,23	3,96
Avril	422,0	241,8	663,8	3,15	3,28	3,80
Mai	464,4	309,6	774,0	3,33	3,46	4,74
Juin	429,1	292,6	721,7	3,20	3,08	4,05
Juillet	444,9	259,0	703,9	3,14	3,14	3,91
Août	393,8	248,9	642,7	2,96	2,85	3,94
Septembre	416,2	247,0	663,2	3,10	2,98	3,91
Octobre	453,4	266,3	719,7	3,39	3,26	4,08
Novembre	477,9	287,1	765,0	3,34	3,48	4,62
Décembre	518,3	284,2	802,5	3,60	3,60	4,43

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

* A partir de janvier 1972 : nouvelle série en raison de l'amélioration du matériel statistique.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques, — *Annuaire statistique de la Belgique*, — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

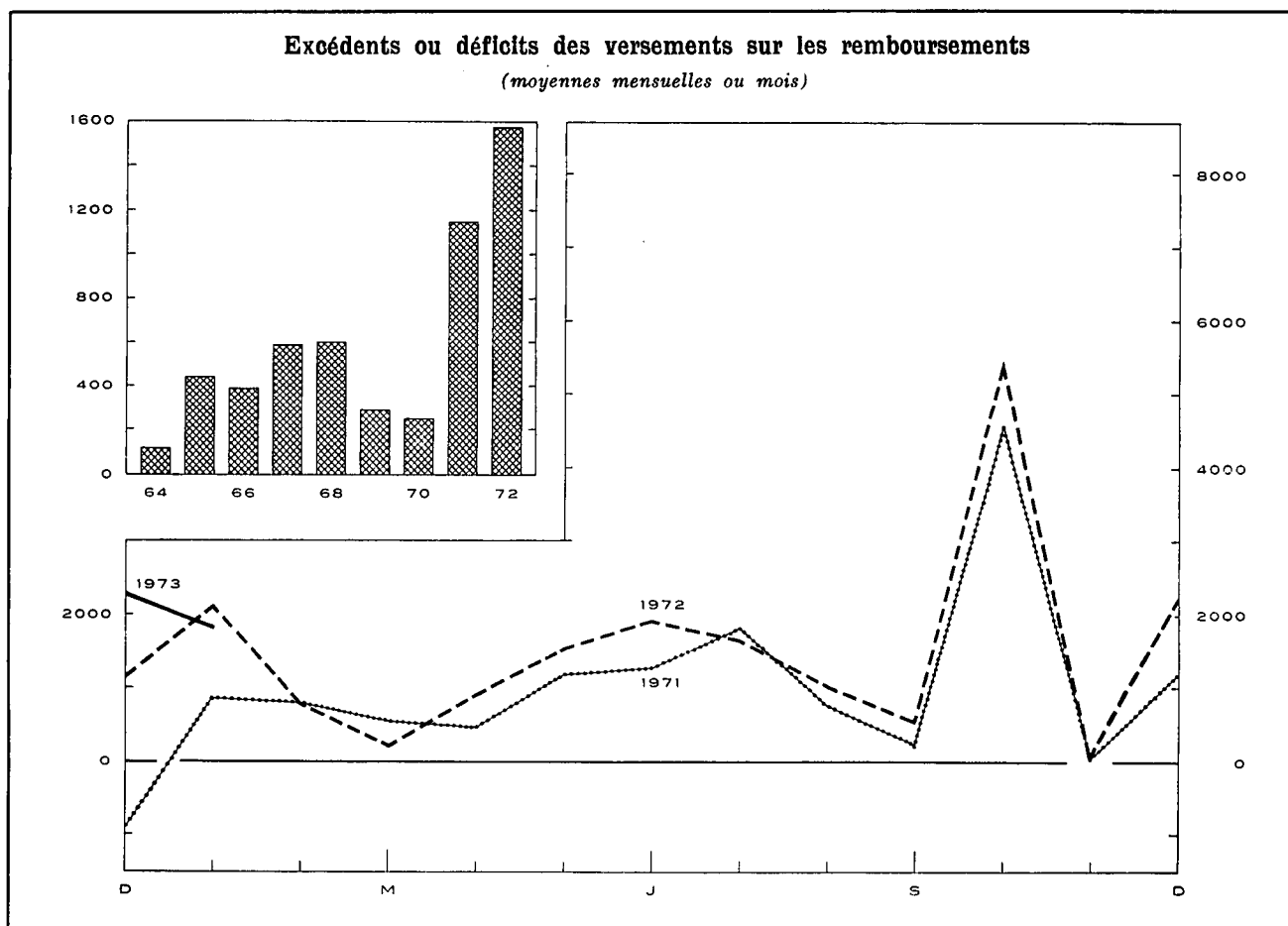
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
				valeur nominale				
1963	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Septembre	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Mars	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Juin	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971 Janvier	7,6	4,2	...	...	1,0	9,4	...	...
Février	7,0	4,0	...	0,2	2,0	9,8	...	...
Mars	7,4	4,5	...	1,9	...	10,3	...	...
Avril	7,6	4,6	...	...	3,3	11,8	...	...
Mai	8,2	4,2	...	...	1,3	10,3	...	...
Juin	8,0	4,2	2,0	...	0,6	11,3	...	...
Juillet	8,0	4,2	...	...	1,8	10,5	...	...
Août	7,7	4,2	...	...	4,2	12,6	...	...
Septembre	8,8	3,9	...	4,2	...	13,2	...	...
Octobre	9,4	...	...	...	3,9	9,8	...	...
Novembre	9,1	2,7	...	...	3,1	11,4	...	...
Décembre	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6
1970 4 ^e trimestre	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 ^{er} trimestre	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 ^e trimestre	27,2	21,4	5,8	178,2	12,3
1972 1 ^{er} trimestre	26,8	23,6	3,2	181,4	12,0
2 ^e trimestre	29,2	24,8	4,4	185,8	13,1
3 ^e trimestre	27,5	24,2	3,3	189,1	14,0
4 ^e trimestre	36,9	29,0	7,9	202,9	14,6
1972 Janvier	9,2	7,0	2,2	180,4	11,8
Février	8,7	7,9	0,8	181,2	12,3
Mars	8,9	8,7	0,2	181,4	12,0
Avril	8,5	7,6	0,9	182,3	12,5
Mai	9,7	8,1	1,6	183,9	12,8
Juin	11,0	9,1	1,9	185,8	13,1
Juillet	9,6	7,9	1,7	187,5	13,4
Août	8,7	7,7	1,0	188,5	13,7
Septembre	9,2	8,6	0,6	189,1	14,0
Octobre	15,5	10,0	5,5	194,6	14,2
Novembre	9,5	9,4	0,1	194,7	14,5
Décembre	11,8	9,5	2,3	202,9	14,6
1973 Janvier p	12,3	10,4	1,9	204,8	14,9

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965,

la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1972, les intérêts capitalisés s'élèvent à 5,9 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2
Placements provisoires ² :									
Effets sur la Belgique	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3
Placements définitifs ^{2 3} :									
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3
Ouverture de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :									
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7	190,3
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6
<i>Non exigible ³ :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision divers, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	⁵
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3	⁵
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	23,3

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁵ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ² ...	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------

ACTIF

En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3
2° garantis par banques et organismes financiers .	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6

PASSIF

Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentres d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1971 30 juin	1972 30 juin	1971 30 sept.	1972 31 oct.
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,9
2. Prêts au jour le jour	0,6	0,5	0,5	0,7	0,3	0,4	0,1	0,1
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	2,5	4,2	2,9	5,6	4,8	8,0	5,4	5,9
4. Créances à court terme	0,3	0,7	1,0	1,1	0,9	1,0	0,9	1,1
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,8	1,8	1,6	1,9	2,4	1,2	2,2	1,2
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	6,9	6,6	7,5	8,2	7,4	8,4	7,9	9,0
7. Portefeuille-titres et participations	38,4	41,3	49,2	63,8	56,1	73,2	59,9	81,7
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,3)	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,7)	(0,3)	(1,0)	(0,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(17,5)	(17,8)	(20,4)	(24,2)	(22,5)	(27,4)	(22,2)	(29,6)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(19,3)	(20,2)	(24,1)	(32,4)	(28,0)	(37,1)	(30,9)	(41,4)
c) Obligations de sociétés belges	(0,9)	(2,0)	(2,2)	(3,6)	(2,7)	(5,2)	(3,3)	(6,5)
d) Actions de sociétés belges	(0,4)	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(1,0)	(1,4)	(1,1)	(1,5)
e) Autres titres et participations	(...)	(0,2)	(1,1)	(1,6)	(1,2)	(1,8)	(1,4)	(1,9)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires ...	59,5	69,1	76,7	83,5	79,7	87,2	81,4	90,5
9. Actionnaires ou sociétaires	0,5	0,6	0,8	1,1	0,9	1,1	0,8	1,1
10. Débiteurs divers	0,7	1,1	1,4	1,5	1,5	1,8	1,6	1,7
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(n.d.)	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,1)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(n.d.)	(...)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(...)	(0,1)
autres	(n.d.)	(0,4)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,5)	(0,9)
11. Divers	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles .....	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Terrains et immeubles	0,9	1,3	1,9	2,2	1,9	2,3	2,0	2,4
3. Matériel et mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
III. Comptes transitoires ¹	1,3	1,8	2,3	2,9	2,1	2,6	2,3	1,6
Total de l'actif ...	115,3	130,8	147,6	174,3	159,8	189,1	166,2	198,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1971 30 juin	1972 30 juin	1971 30 sept.	1972 31 oct.
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	59,1	65,6	72,8	89,1	79,1	98,3	82,0	105,3
Dépôts à 2 ans et plus	19,0	20,7	22,7	25,2	23,9	26,7	24,6	27,4
Obligations et bons de caisse	24,3	29,4	35,7	41,8	39,3	44,4	40,7	45,8
	102,4	115,7	131,2	156,1	142,3	169,4	147,3	178,5
II. Réserves techniques	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0
III. Fonds de reconstitution	1,1	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	...	...
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	0,1	...	...	0,3
auprès d'intermédiaires financiers	0,7	...	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4
autres emprunts .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I.8 de l'actif .....	...	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
4. Autres engagements à court terme	0,2	0,3	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2	0,2
5. Crédoiteurs divers	1,1	0,9	1,0	0,9	1,0	0,8	1,1	0,6
6. Provisions pour charges	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
7. Divers	1,1	1,2	1,2	1,1	1,2	1,1	1,2	1,1
	3,4	3,5	3,6	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
V. Fonds propres :								
1. Capital	2,8	3,1	3,5	4,1	3,6	4,1	3,7	4,4
2. Réserve légale	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
3. Autres réserves	2,7	3,1	3,5	4,1	3,7	4,5	3,8	4,2
	5,8	6,5	7,3	8,5	7,6	9,0	7,8	9,0
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
VII. Comptes transitoires ¹	1,5	2,0	2,4	3,0	3,4	4,2	4,6	4,3
Total du passif ...	115,3	130,8	147,6	174,3	159,8	189,1	166,2	198,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »														
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements				Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total	créditeurs				débiteurs		
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1970 4 ^e trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6	
1971 1 ^{er} trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0	
2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,9	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1972 1 ^{er} trimestre	10,3	6,0	0,9	1,5	8,4	0,1	8,0	8,1	10,6	144,6	13,2	5,1	8,1	32,8	
2 ^e trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3	
3 ^e trimestre	10,7	5,6	1,0	1,3	7,9	0,1	7,0	7,1	11,5	152,7	15,8	5,8	9,5	25,3	
4 ^e trimestre	11,5	5,7	1,0	1,8	8,5	0,3	8,6	8,9	11,1	157,3	15,2	7,1	8,9	25,4	
1972 Février	10,8	1,6	0,3	0,4	2,3	...	2,4	2,4	10,7	142,4	13,5	4,8	8,4	7,8	
Mars	10,7	2,1	0,3	0,6	3,0	0,1	3,0	3,1	10,6	144,6	13,2	5,8	7,2	11,5	
Avril	10,6	1,1	0,2	0,5	1,8	...	1,7	1,7	10,7	144,5	14,8	5,1	7,8	9,0	
Mai	10,7	1,9	0,2	0,4	2,5	0,1	2,3	2,4	10,8	146,6	15,2	4,7	8,6	6,6	
Juin	10,8	1,8	0,2	0,7	2,7	0,1	2,7	2,8	10,7	148,5	15,0	7,2	7,9	7,7	
Juillet	10,7	1,9	0,5	0,4	2,8	...	2,6	2,6	10,9	149,2	15,6	5,2	9,7	12,7	
Août	10,9	1,6	0,2	0,5	2,3	...	2,2	2,2	11,0	150,8	16,5	6,8	9,2	7,5	
Septembre	11,0	2,1	0,3	0,4	2,8	0,1	2,2	2,3	11,5	152,7	15,8	5,5	9,6	5,1	
Octobre	11,5	2,4	0,4	0,6	3,4	0,1	3,2	3,3	11,6	153,6	14,4	5,4	10,0	10,0	
Novembre	11,6	1,9	0,3	0,4	2,6	0,1	2,6	2,7	11,5	155,7	15,2	7,9	8,6	6,5	
Décembre	11,5	1,4	0,3	0,8	2,5	0,1	2,8	2,9	11,1	157,3	15,2	8,1	8,2	8,9	
1973 Janvier	11,1	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	2,6	2,7	11,6	157,0	15,9	6,3	9,8	16,0	
Février	11,6	2,0	0,3	0,3	2,6	...	2,4	2,4	11,8	159,1	16,2	7,8	9,3	10,7	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3
Titres des organismes parastataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2		
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5		
Titres des provinces et communes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9		
Valeurs étrangères	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5
Actions de sociétés belges	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1

Sociétés étrangères

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
Immeubles	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3
Prêts hypothécaires	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9
Prêts sur police	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9
Titres des organismes parastataux de crédit	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5		
Titres des autres organismes parastataux	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1		
Titres des provinces et communes	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4		
Valeurs étrangères	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
I. Particuliers :							
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisses d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4	21,7	17,7	17,9
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7	19,9	26,5	20,6
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0	2,1	3,0	2,0
Mutualités	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total ...	19,2	36,4	32,0	42,3	43,9	47,4	40,6
Doubles emplois ³ ...	— 1,5	— 10,2	— 7,4	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3	34,7	23,5	30,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,6	1,3	1,7	2,1	1,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,7
Caisses de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,5	0,7	0,6	0,8
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,8	6,5	7,1	7,4	7,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9	2,4	3,0	3,0
Total ...	10,8	10,7	12,2	11,7	13,2	14,5	15,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,3	14,7	16,0	14,9	15,4	16,0
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	10,5	11,8	15,3	19,0	10,2
Total ...	24,0	32,7	25,2	27,9	30,2	34,4	26,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8	44,6	49,5	47,1
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 1,8	— 2,0	— 1,3	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1
Epargne nette totale ...	72,5	87,2	87,3	107,6	117,7	117,5	118,7
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8	14,8	16,0	18,6
Epargne brute totale ...	83,1	99,0	99,9	121,4	132,5	133,5	137,3
II. Entreprises : ⁵							
A. <i>Entreprises privées</i> :							
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0			
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6			
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6			
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :							
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8			
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5			
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3			
Total général particuliers et entreprises ...							
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3			
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2			

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

⁵ Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 1968 et suivantes.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris OGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970 et 1971 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,9 milliard, 2,2 milliards, - 2,9 milliards, 8,9 milliards et 8,7 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » : 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards, 5,9 milliards et 4,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,0; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards; en 1971 : - 11,4 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont

émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance).

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3,4}	Rendement pour le porteur ⁴	
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2° s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50
						91.200			
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	7,25
						147.000			
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	6,96
						141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9 et E40 1973-1983	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	7,47

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre 2 (11) = (9) + (10))	Dette reprise de la République du Zaïre 3	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre 2 (18) = (11) + (12))
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libérés des particuliers à l'O.C.P.	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	(5) = (1) + (4)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(12)	(11) + (12)			
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		489,0
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Janvier	424,7	14,0	73,1	57,9	569,7	8,2	13,8	22,0	591,7	56,4	648,1	1,8	649,9
Février	457,7	14,3	69,1	54,1	595,2	8,2	11,8	20,0	615,2	56,3	671,5	1,7	673,2
Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
Avril	454,2	15,1	83,7	62,7	615,7	7,3	6,6	13,9	629,6	56,5	686,1	1,6	687,7
Mai	472,5	15,1	84,5	57,7	629,8	7,2	5,7	12,9	642,7	55,4	698,1	1,6	699,7
Juin	470,9	17,2	88,5	60,6	637,2	7,0	4,9	11,9	649,1	54,5	703,6	1,6	705,2
Juillet	469,9	16,9	71,7	60,6	619,1	6,9	4,8	11,7	630,8	54,8	685,6	1,6	687,2
Août	469,7	17,6	77,6	57,2	622,1	6,9	4,4	11,3	633,4	54,8	688,2	1,5	689,7
Septembre	504,5	18,2	59,9	58,5	641,1	6,7	3,3	10,0	651,1	54,6	705,7	1,5	707,2
Octobre	503,5	18,2	62,6	64,1	648,4	6,6	2,7	9,3	657,7	54,3	712,0	1,5	713,5
Novembre	496,3	17,8	60,2	57,8	632,1	6,6	2,1	8,7	640,8	66,3	707,1	1,4	708,5
Décembre	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Janvier	521,9	17,5	53,1	66,9	659,4	6,5	0,9	7,4	666,8	65,5	732,3	1,4	733,7

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7	
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale 6	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
(1)	(2)	(1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(4) à (8)	(10)		
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	...	+ 33,8	...	
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	...	+ 63,7	...	
1972 Premier mois	+ 5,2	...	+ 5,2	...	...	- 0,1	...	...	+ 5,3	...
1973 Premier mois	+ 22,1	...	+ 22,1	+ 0,2	...	- 0,1	...	...	+ 22,0	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministère de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-8.

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D. : - 0,5.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres saisis et titres du Fonds du Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,4

Titres non accessibles à tout placeur

1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—
1971	72,2	20,1	25,2	22,0	47,8	187,3	—

Total

1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	10,6
1971	494,5	70,0	25,2	98,6	337,6	1.025,9	10,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs 2	Sécurité sociale 3	Organismes monétaires 4	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 5	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur ¹

1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	386,2	4,1	3,0	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,6
1971	433,2	3,7	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	99,5	29,6	838,6

Titres non accessibles à tout placeur

1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,5	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,5	158,2
1970	8,1	0,4	0,2	1,9	67,8	—	29,8	53,6	5,0	166,8
1971	9,2	0,4	0,3	2,1	72,3	—	38,2	56,6	8,2	187,3

Total

1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,7	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,2	801,5
1970	394,3	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	149,0	23,4	882,4
1971	442,4	4,1	2,9	8,4	242,5	8,2	123,5	156,1	37,8	1.025,9

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e années, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I, n° 8, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

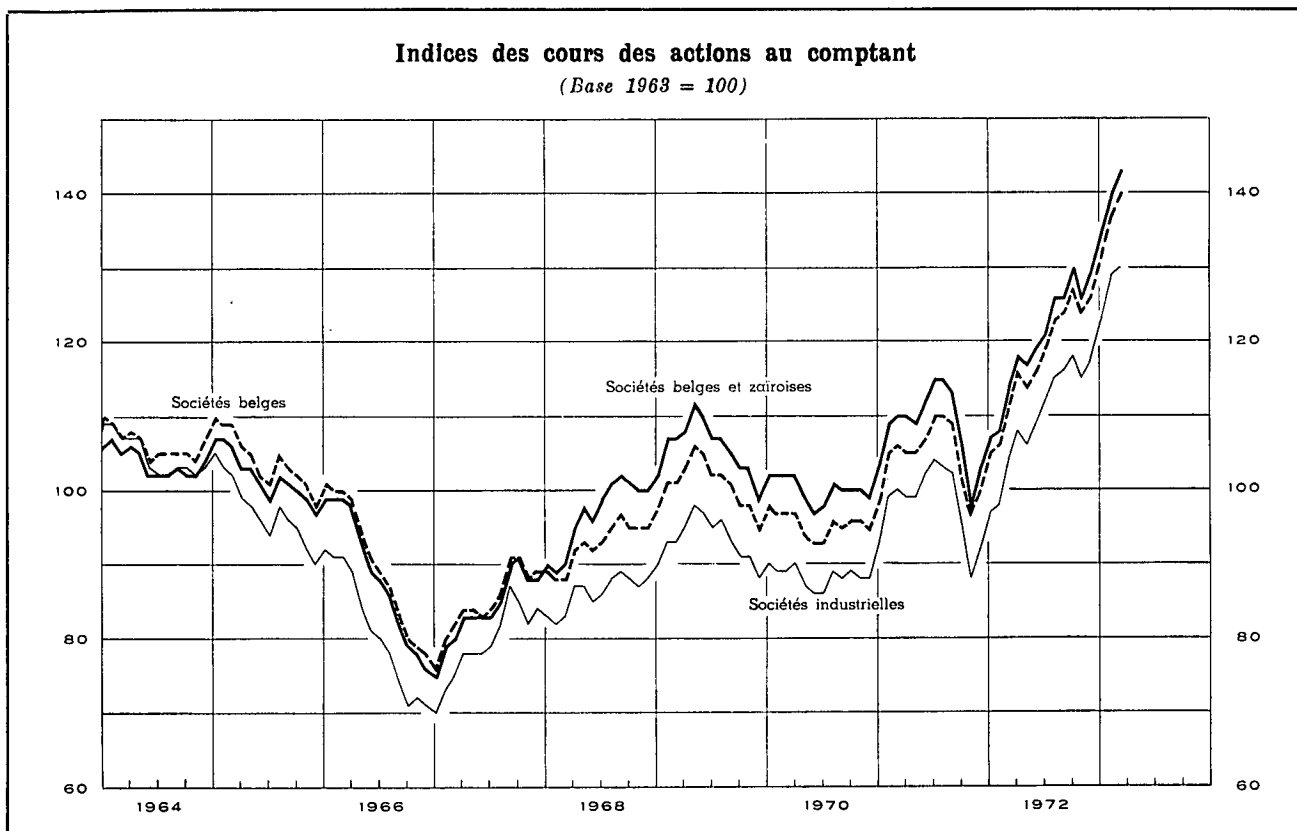
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 8, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 8, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3							
		Valeurs belges et zairoises	Au comptant		A terme	Valeurs belges		Valeurs belges						
			Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles					
			Ensemble	Sociétés industrielles						en %				
(Base 1963 = 100) 2														
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5							
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2							
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0							
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁴	3,8 ⁴							
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4							
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2							
1971	169	109	105	98	133	5,2	5,9							
1972	199	121	118	110	147	4,1	3,9							
		1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	
Janvier	152	305	107	135	105	132	97	123	132	163	5,2	3,5	5,9	3,0
Février	152	334	108	140	106	137	98	129	132	164	4,9	3,5	5,3	3,2
Mars	191		114	143	111	140	104	130	138	161	4,7		5,1	
Avril	214		118		116		108		142		4,2		3,9	
Mai	224		117		114		106		143		3,9		3,6	
Juin	190		119		116		109		148		4,0		3,6	
Juillet	186		121		119		112		149		3,8		3,4	
Août	214		126		123		115		153		3,8		3,4	
Septembre	229		126		124		116		154		3,7		3,4	
Octobre	229		130		127		118		155		3,7		3,3	
Novembre	196		126		124		115		151		3,7		3,3	
Décembre	211		129		126		117		154		3,6		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques 4

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	24,7	1,2

Sociétés financières et immobilières 5

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,4	2,2

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,4	0,1

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...

Electricité

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0

Industrie du charbon

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	103,2	5,3

Notes voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,8	0,3

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,0	5,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 ^{er} mois	104	1,4	1,1	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7
11 premiers mois	11.624	251,2	130,0	33,2	5,5	15,2	4,2
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
7 premiers mois	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
8 premiers mois	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
10 premiers mois	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1
11 premiers mois	192	16,7	10,0	1,4	0,3	1,1	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 1 ^{er} mois	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
4 premiers mois	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
5 premiers mois	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
7 premiers mois	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
8 premiers mois	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
10 premiers mois	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8
11 premiers mois	11.816	267,9	140,0	34,6	5,8	16,3	4,3
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	n.d.	29,8
1970	44,0	n.d.	p 5,1	p 3,3	p 1,8	p 5,3	p 7,1	n.d.	p 40,7

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	0,5	0,1	0,4	...	0,4	n.d.	0,4
1970	1,7	n.d.	p ...	p 0,4	p -0,4	p ...	p -0,4	n.d.	p -0,4

Total général

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	n.d.	30,2
1970	45,7	n.d.	p 5,1	p 3,7	p 1,4	p 5,3	p 6,7	n.d.	p 40,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1970 9 premiers mois	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
12 mois	44,0	15,7	p 5,1	p 20,8	1,7	...	...	...
1971 3 premiers mois	3,1	1,5	5,3	6,8	1,2	...	...	...
6 premiers mois ... p	12,5	6,4	8,6	15,0	4,0	2,6	...	2,6
9 premiers mois ... p	16,1	7,8	10,8	18,6	4,0	2,6	...	2,6
12 mois	27,1	11,4	12,7	24,1	4,1	2,6	...	2,6
1972 3 premiers mois ... p	5,8	4,0	0,5	4,5	...	...	1,1	1,1
6 premiers mois ... p	12,7	6,4	8,1	14,5	...	...	1,1	1,1
9 premiers mois ... p	21,6	11,6	11,6	23,2	...	...	1,1	1,1
1971 Novembre	3,5	0,8	0,9	1,7	...	...	...	...
Décembre	4,9	2,4	1,0	3,4	...	...	...	...
1972 Janvier	0,6	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Février	1,2	0,6	0,5	1,1	...	...	1,1	1,1
Mars	4,0	3,1	...	3,1	...	...	...	...
Avril	1,9	0,7	1,1	1,8	...	...	...	...
Mai	2,2	0,7	2,9	3,6	...	...	...	...
Juin	2,8	1,0	3,6	4,6	...	...	...	...
Juillet	4,3	3,2	3,4	6,6	...	...	...	...
Août	2,4	1,2	0,1	1,3	...	...	...	...
Septembre	2,2	0,8	...	0,8	...	...	...	...
Octobre	1,2	0,7	1,0	1,7	...	...	...	...
Novembre	9,2	3,2	1,2	4,4	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [voir les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
1970 Décembre	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
1971 Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
1971 Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
1971 Décembre	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars	267,1	3,0	270,1	188,1	67,6	142,9	92,8	491,4	761,5
1972 Juin	281,3	1,9	283,2	189,7	69,9	150,6	95,4	505,6	788,8
1972 Septembre	290,3	1,5	291,8	194,0	71,7	156,9	98,5	521,1	812,9
1972 Décembre	317,2	3,4	320,6						

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1971	5,60
1972	7,36
1970 4 ^e trimestre .	5,10
1971 1 ^{er} trimestre .	5,30
2 ^e trimestre .	5,21
3 ^e trimestre .	5,87
4 ^e trimestre .	6,03
1972 1 ^{er} trimestre .	6,19
2 ^e trimestre .	6,28
3 ^e trimestre .	7,68
4 ^e trimestre .	9,29

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1965	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 ⁴
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1970 4 ^e trimestre	3,4	2,3	3,3	1,6	...	6,8	0,6	9,0
1971 1 ^{er} trimestre	4,1	0,5	3,4	1,5	0,3	5,8	0,4	8,0
2 ^e trimestre	4,8	0,6	3,1	1,9	0,2	5,8	0,6	8,5
3 ^e trimestre	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
4 ^e trimestre	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 ^{er} trimestre	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
2 ^e trimestre	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
3 ^e trimestre	5,5	0,3	3,8	2,2	1,6	5,2	0,6	9,6
4 ^e trimestre	5,1	0,9	4,0	2,5	2,2	4,6	0,7	10,0
1972 Février	5,2	0,6	2,8	1,9	0,1	6,1	0,5	8,6
Mars	5,3	2,5	2,4	1,9	...	7,6	0,7	10,2
Avril	3,4	0,7	2,9	2,4	...	4,3	0,3	7,0
Mai	5,5	0,5	3,4	1,9	0,2	7,0	0,3	9,4
Juin	6,2	1,5	3,6	2,9	0,1	7,4	0,9	11,3
Juillet	5,1	0,6	3,0	2,3	0,5	4,9	1,0	8,7
Août	4,8	...	4,3	2,0	2,7	4,1	0,3	9,1
Septembre	6,5	0,2	4,4	2,5	1,7	6,6	0,3	11,1
Octobre	2,3	1,7	3,3	3,2	0,1	3,2	0,8	7,3
Novembre	7,2	0,6	4,6	1,8	3,0	6,9	0,7	12,4
Décembre	5,9	0,4	4,1	2,4	3,6	3,9	0,5	10,4
1973 Janvier	10,7	...	5,1	1,5	8,5	5,3	0,5	15,8
Février	6,3	1,0	3,4	3,0	0,4	7,0	0,3	10,7

* Du 17 novembre 1969 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

⁴ Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1970 4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 ^e trimestre	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3
1972 1 ^{er} trimestre	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7
2 ^e trimestre	131,8	4,6	20,6	12,9	169,9
3 ^e trimestre	132,0	3,4	21,6	13,7	170,7
4 ^e trimestre	129,7	3,0	29,1	18,2	180,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XVIII · 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ²	Effets non visés réescomptés ³					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970 Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3				
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0				
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Février	9	45,6	19,7	10,5	15,4				
Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0				
Avril	9	45,6	19,2 ⁴	8,0 ⁴	18,4				
Mai	9	48,0	20,7	11,1	16,2				
Juin	9	48,0	20,0	8,3	19,7				
Juillet	8	42,7	19,5	8,3	14,9				
Août	8	44,4	19,3	8,0	17,1				
Septembre	8	44,4	18,4	11,4	14,6				
Octobre	8	44,4	19,1	13,0	12,3				
Novembre	8	46,1	20,1	11,8	14,2				
Décembre	8	46,2	20,4	14,6	11,2				
1973 Janvier	8	46,2	19,4	13,3	13,5				
Février	8	46,2	18,4	10,5	17,3				
Mars	7 1/2	45,0	17,9	9,2	17,9				

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge »

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

— XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *		
	Traites domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours ¹	autres effets publics ²
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque				
Taux en vigueur au 31-12-63	4,25	4,25	3,75	5,00	5,75	6,25	6,25	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,00	5,75	6,25	6,25	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,00	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,00
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	7,00
1967 2 février	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	6,00	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	5,75	6,00	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,00	5,50	6,00	6,00	5,25	5,50	6,00
26 octobre	4,00	4,00	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,00	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,00	5,50	5,50	4,75	5,00	5,50
19 décembre	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
			pays de la C.E.E.							
			autres pays							
1969 1 janvier	4,50	4,50	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
6 février	4,50	4,50	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50
29 mai	6,00	6,00	6,00	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00
31 juillet	7,00			9,00			8,50	8,75	9,00	
18 septembre	7,50			9,50			9,00	9,25	9,50	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.									
1970 1 juin	7,50			9,50			9,00	9,25	9,50	
22 octobre	7,00			9,00			8,50	8,75	9,00	
10 décembre	6,50			8,50			8,00	8,25	8,50	
1971 25 mars	6,00			7,50			7,00	7,25	7,50	
23 septembre	5,50			7,00			6,50	6,75	7,00	
1972 6 janvier	5,00			6,50			6,00	6,25	6,50	
3 février	4,50			6,00			5,50	5,75	6,00	
2 mars	4,00			5,00			5,00	5,00	5,00	
23 novembre	4,50			5,50			5,50	5,50	5,50	
21 décembre	5,00			6,00			6,00	6,00	6,00	

* Quotité de l'avance au 31 mars 1973

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ¹ ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

¹ Durée maximum portée à 874 jours à partir du 20 décembre 1967.

² Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1965	3,17										
1966	3,88										
1967	3,19										
1968	2,84										
1969	5,40										
1970	6,25										
1971	3,70										
1972	2,48										
1970 4 ^e trimestre	6,03										
1971 1 ^{er} trimestre	4,00										
2 ^e trimestre	2,67										
3 ^e trimestre	4,07										
4 ^e trimestre	4,00										
1972 1 ^{er} trimestre	2,45										
2 ^e trimestre	2,08										
3 ^e trimestre	2,23										
4 ^e trimestre	3,07										
1972 Février	2,22										
Mars	1,69										
Avril	2,58										
Mai	1,79										
Juin	2,00										
Juillet	2,42										
Août	2,61										
Septembre	1,73										
Octobre	3,42										
Novembre	2,23										
Décembre	3,67										
1973 Janvier	3,19										
Février	3,03										
		1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
		1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
		1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
		1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
		1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
		1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
		1970 3 ^e trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	1970 8 sept.	8,15	8,20	8,25
		4 ^e trim.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,46	8 déc.	7,45	*	7,75
		1971 1 ^{er} trim.	4,15	4,50	4,85	5,25	6,29	1971 9 mars	6,00	6,35	6,45
		2 ^e trim.	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	8 juin	5,55	5,85	6,35
		3 ^e trim.	3,95	4,30	4,60	4,90	5,17	14 sept.	5,45	5,75	6,25
		4 ^e trim.	4,10	4,45	4,80	5,15	4,87	14 déc.	5,35	5,65	6,15
		1972 Févr.	3,00	3,50	4,00	4,50	4,80	1972 8 févr.	5,20	5,50	6,00
		Mars	2,95	3,20	3,45	3,65	3,83	14 mars	4,00	4,30	5,10
		Avril	3,00	3,25	3,50	3,75	3,69	11 avril	3,90	4,20	5,00
		Mai ..	3,00	3,25	3,50	3,80	3,78	9 mai	3,90	4,20	5,00
		Juin ..	3,00	3,25	3,50	3,80	3,80	13 juin	4,00	4,30	5,00
		Juillet	3,00	3,25	3,50	3,90	3,87	11 juill.	4,10	4,40	5,10
		Août	3,10	3,35	3,65	4,05	4,02	8 août	4,20	4,50	5,20
		Sept.	3,10	3,35	3,65	4,05	4,05	12 sept.	4,20	4,50	5,20
		Oct. ...	3,25	3,55	3,85	4,25	4,17	10 oct.	4,20	4,55	5,25
		Nov.	3,45	3,75	4,05	4,45	4,40	14 nov.	4,50	4,90	*
		Déc. ..	3,90	4,20	4,50	4,85	4,73	12 déc.	4,85	5,25	5,85
		1973 Janv.	4,60	4,90	5,20	5,50	5,36	1973 9 janv.	5,15	5,35	6,15
		Févr.	4,60	4,90	5,20	5,50	5,50	13 févr.	5,65	6,00	6,25

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3283).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixe par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	4,00
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	4,20
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80	4,20
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,50
13 août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,20
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	4,70
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	4,70
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	4,70
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	4,20
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00	4,50
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50	4,75
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25	5,50
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50	5,75
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1964	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1972 du 1 ^{er} janvier au 15 mars	3,50	0,75	2,50	0,75
à partir du 16 mars	3,25	0,75	2,25	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 850.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{er} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1964	—	—	5,98	5,95	1	5,98
1965	—	—	6,43	6,55	1	6,47
1966	—	—	6,45	6,54	1	6,49
1967	—	—	6,76	6,81	1	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1970 Octobre	7,10	7,87	8,05	8,19	9,77	8,07
1971 Janvier	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
Avril	6,82	7,06	7,37	7,47	8,91	7,37
Juillet	6,81	6,87	7,28	7,31	8,32	7,27
Octobre	6,80	6,91	7,29	7,21	8,23	7,25
1972 Janvier	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
Mars	6,76	6,64	7,01	6,92	7,46	6,96
Avril	6,48	6,27	6,84	6,69	7,05	6,76
Mai	6,63	6,32	7,07	6,84	7,34	6,95
Juin	6,70	6,36	7,07	6,87	7,40	6,97
Juillet	6,73	6,36	7,07	6,91	7,41	6,98
Août	6,62	6,39	6,96	6,83	7,17	6,89
Septembre	6,60	6,37	6,93	6,82	7,08	6,86
Octobre	6,59	6,61	6,95	6,83	7,25	6,88
Novembre	6,65	6,64	7,06	6,90	7,46	6,97
Décembre	6,72	6,78	7,18	7,06	7,76	7,11
1973 Janvier	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
Février	6,96	6,87	7,33	7,21	7,77	7,26
Mars	6,90	6,86	7,28	7,23	7,73	7,23

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	100,00	6,99
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ..	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-67		3,—		4,50		3,50		8,—		3,50		4,50		6,—		3,—
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		
1969 Février ..							27	8,—								
Mars													3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—							11	7,50		
Juillet ...									1	5,— ²			16	8,—		
Août									14	5,50	4	6,—				
Septembre .	11	6,—													15	3,75
Octobre ..					8	8,—										
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,—		
Juillet ...	16	7,—														
Août					27	7,50										
Septembre .													1	6,50		
Octobre ..					20	7,—										
Novembre .	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ..			8	5,25	8	6,50										
Janvier ..			22	5,—												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ..													24	5,25		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre .							2	5,00			15	5,00				
Octobre ..	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,—					6	4,50				
Février ..	25	3,00														
Mars											2	4,00				
Avril					6	5,75			10	5,50						
Juin							22	6,00								
Septembre .											8	3,00				
Octobre ..	9	3,50					13	7,25 ³								
Octobre ..							27	7,50								
Novembre .	3	4,00			2	6,50					6	4,00				
Novembre .					30	7,50										
Décembre .	1	4,50					1	7,75								
Décembre .							8	8,00								
Décembre .							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires

pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

3 Depuis le 13 octobre 1972, la Banque d'Angleterre annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 10 février	1973 8 février	1972 9 mars	1973 8 mars
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.863
Disponibilités à vue à l'étranger	16.356	15.238	21.392	32.093	32.252	38.493	32.249	41.298
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	1.216	1.368	3.407	6.863	7.501	7.956	7.776	7.663
Concours au Fonds Monétaire Interna- tional	1.216	1.368	2.083	2.505	2.439	2.583	2.577	2.566
Acquisition de droits de tirage spéciaux Autres opérations	—	—	952	1.933	2.316	3.225	2.927	3.225
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.290	1.341	1.161	978	927	683	927	683
Monnaies divisionnaires	32	44	18	34	138	155	118	143
Comptes courants postaux	1.514	252	301	518	289	330	208	366
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.368	2.899	1.651	1.089	3.452	520	3.452	3.452
Bons du Trésor sans intérêt ⁴	—	—	—	—	—	1.569	—	1.569
Effets achetés sur le marché monétaire ⁵ Effets escomptés	12.251	22.499	16.423	42.794	44.503	73.872	43.620	65.738
Effets publics	—	—	—	8.906	8.852	5.281	7.566	4.541
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	2.076	2.142	2.757	2.091	2.759
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	839	901	98	...	981	...	2.010	816
Effets garantis par l'Office des Céré- ales ⁶	2.930	2.907	2.709	787	775	2.354	675	2.632
Autres effets sur la France	10.643	8.278	7.124	10.821	10.983	28.094	9.836	21.288
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	4.751	4.707	4.769	...	...	...	...	...
Autres crédits à moyen terme	4.335	6.632	4.290	1.511	1.121	12.555	1.480	12.865
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	7.760	7.310	8.429	9.068	9.552	11.419	9.877	9.187
Effets représentatifs de crédits à moyen terme	5.210	6.811	8.015	9.625	10.097	11.432	10.085	11.650
Avances sur titres	142	130	60	55	73	60	55	65
Effets en cours de recouvrement	3.375	2.806	4.724	3.944	2.029	2.902	1.844	3.222
Divers	5.432	2.082	1.718	1.893	2.223	2.158	2.262	2.249
Total ...	91.216	96.517	96.601	100.573	103.699	139.010	102.823	136.761

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	72.194	72.398	75.621	77.430	75.164	81.516	75.279	81.889
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	7.056	5.262	7.663	14.133	19.948	42.233	19.187	39.862
Autres comptes créditeurs	5.074	12.133	7.471	2.936	2.411	7.897	2.486	8.394
Compte courant du Trésor public ...	1	1	1	1	...	1	1	...
Compte spécial du Trésor public (em- prunt 7 % 1973)	—	—	—	—	—	5.500	—	5.500
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3.405	9.727	5.781	1.292	1.019	835	1.029	1.439
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	1.668	2.405	1.689	1.643	1.392	1.561	1.456	1.455
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	—	919	1.811	2.694	2.694	2.694	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁷	—	2.351	—	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	6.642	4.123	4.677	4.013	3.232	4.420	2.927	3.672
Total ...	91.216	96.517	96.601	100.573	103.699	139.010	102.823	136.761

¹ Convention du 27 juin 1949.² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.⁴ Convention du 8 juin 1972 approuvée par la loi du 5 juillet 1972.⁵ Décret du 17 juin 1968.⁶ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.⁷ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1972 February 28	1972 February 9	1973 February 7	1972 March 8	1973 March 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-----------------	-----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.188	3.202	3.450	3.217	3.173	3.557	3.207	3.457
Other Securities	1	37	239	497	491	607	507	757
Total ...	3.200	3.250	3.700	3.725	3.675	4.175	3.725	4.225

Notes Issued :								
In Circulation	3.140	3.243	3.662	3.698	3.658	4.153	3.711	4.203
In Banking Department	60	7	38	27	17	22	14	22
Total ...	3.200	3.250	3.700	3.725	3.675	4.175	3.725	4.225

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	486	403	700	419	363	1.062	341	1.032
Advances and Other Accounts	70	91	74	27	28	105	36	56
Premises, Equipment and Other Securities	89	89	44	194	76	89	119	155
Notes	60	7	38	27	17	22	14	22
Coin	1	2	2	...	1	...	...	...
Total ...	706	592	858	517	485	1.278	510	1.265

Capital	14	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	3	—	—	—	—	—
Public Deposits	12	15	18	13	11	17	12	18
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	231	220	398	—	—	714	—	714
Bankers Deposits	301	199	195	197	159	277	164	144
Reserves and Other Accounts	144	139	229	292	300	255	319	374
Total ...	706	592	858	517	485	1.278	510	1.265

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS

(millions of \$)

	1969 December 31	1970 December 31	1971 December 31	1972 December 31	1972 February 9	1973 February 7	1972 March 8	1973 March 7
ASSETS								
Gold certificate account	10.036	10.457	9.875	10.303	9.875	10.303	9.475	10.303
Special Drawing Rights certificate account	—	400	400	400	400	400	400	400
Cash	110	221	261	313	319	348	322	365
Discounts and advances	183	335	39	1.981	175	967	703	1.133
Acceptances :								
Bought outright	64	57	80	70	68	81	63	78
Held under repurchase agreement .....	...	..	181	36	...	...	...	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	485	1.311	643	1.311	727	1.294
Held under repurchase agreement .....	...	...	101	13	...	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	22.266	25.965	30.156	29.664	30.096	28.844	28.646	30.452
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	31.392	33.236	35.554	36.681	35.905	36.681	36.034	36.839
Bonds	3.496	2.941	3.286	3.463	3.351	3.463	3.365	3.501
Total bought outright ...	57.154	62.142	68.996	69.808	69.352	69.088	68.045	70.792
Held under repurchase agreement .....	...	...	1.222	98	...	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	57.154	62.142	70.218	69.906	69.352	69.088	68.045	70.792
Total loans and securities	57.401	62.534	71.104	73.317	70.238	71.447	69.538	73.297
Cash items in process of collection	10.564	11.178	11.887	9.172	10.116	9.309	10.716	9.379
Bank premises	116	128	150	194	153	194	157	196
Other assets	2.627	995	918	874	1.204	1.110	592	598
Total assets ...	80.854	85.913	94.595	91.381	92.305	93.111	91.200	94.538
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	47.473	50.323	53.819	58.757	52.626	56.903	52.964	57.342
Deposits :								
Member bank reserves	22.085	24.150	27.788	25.647	25.990	23.227	26.099	23.793
U.S. Treasurer - general account	1.312	1.156	2.020	1.855	2.781	3.253	1.081	3.799
Foreign	134	148	294	325	145	245	150	296
Other	807	1.233	999	840	739	605	548	635
Total deposits ...	24.338	26.687	31.101	28.667	29.655	27.330	27.878	28.523
Deferred availability cash items	7.124	6.917	7.544	5.198	7.619	6.274	7.998	6.058
Other liabilities and accrued dividends ...	581	582	647	565	545	645	524	656
Total liabilities ...	79.516	84.509	93.111	89.602	90.445	91.152	89.364	92.579
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	669	702	742	752	752	800	756	802
Surplus	669	702	742	742	742	793	742	793
Other capital accounts .....	...	...	...	285	366	366	338	364
Total liabilities and capital accounts ...	80.854	85.913	94.595	91.381	92.305	93.111	91.200	94.538
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	146	250	254	253	253	209	263	260

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1971 31 december	1972 7 februari	1973 5 februari	1972 6 maart	1973 5 maart
ACTIVA								
Goud	6.115	6.198	6.437	6.875	6.875	6.829	6.875	6.830
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	984	1.344	2.772	1.287	1.199	4.449	1.509	7.357
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	19	6	8	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	521	2.068	2.332	2.352	2.332	2.352
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	211	463	184	17	10	130	8	65
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.613	1.043	1.388	1.681	1.908	...	1.679	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	418	876	19	180	212	14	47	7
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	30	28	28	27	35	27	24
Belegging van kapitaal en reserves	226	254	300	345	340	377	339	377
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	179	...	179	...	179
Diverse rekeningen	21	47	47	182	103	72	101	596
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	13.006	14.437	12.917	17.787

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	8.703	9.276	9.766	10.251	9.950	10.885	10.046	10.985
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	472	433	973	1.080	1.537	1.711	1.341	4.868
's Rijks schatkist	394	288	829	1.001	1.496	1.299	1.275	1.537
Banken in Nederland	31	87	103	39	17	327	26	3.042
Andere ingezetenen	47	58	41	40	24	85	40	289
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	61	70	78	152	135	194	141	244
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	42	59	60	128	109	161	112	211
Andere niet-ingezetenen	19	11	18	24	26	33	29	33
Saldó's luidende in buitenlandse geld- soorten	7	8	4	4	4	6	4	2
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	316	587	856	856	856	856
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	244	268	320	357	320	358	320	357
Diverse rekeningen	128	186	227	386	184	407	189	455
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	13.006	14.437	12.917	17.787

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

24	18	16	14	14	14	14	14
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre p
Oro in cassa	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa ¹	37	37	39	45
Portafoglio ²	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato	91	138	78	208
Spese	179	230	281	281
Totale attivo ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Circolazione dei biglietti ⁵	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	110	106	193	106
Conti correnti liberi	186	87	284	267
Conti correnti vincolati	2.425	2.784	3.305	4.380
Creditori diversi	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario	7	7	10	14
Rendite	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Depositanti di titoli e valori	8.089	11.378	11.351	13.231
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	14	11	10	12
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito	506	556	605	649
— istituti speciali	324	349	371	398
³ Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito	1.332	1.624	817	861
— altri	6	20	25	24
⁴ Compresi BOT	80	337	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	3	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	20	20	26	25

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre	1972 dicembre p	1971 ottobre	1972 ottobre	1971 novembre	1972 novembre
ATTIVO							
Oro	1.804	1.802	1.802	1.802	1.802	1.802	1.802
Cassa ¹	39	45	67	74	55	42	69
Portafoglio	59	9	44	7	6	8	7
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	1.104	992	1.105	992	1.103
Anticipazioni ³	842	885	2.312	700	829	544	1.063
Attività verso l'estero in valuta	4	2	2	5	5	5	4
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	2.518	3.018	2.604	2.898	2.455
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁵ ...	3.221	4.462	5.246	3.709	4.646	4.092	4.646
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	438	384	434	385	439
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	1.908	849	1.498	1.128	1.596
Servizi diversi per conto dello Stato	166	357	499	249	382	249	382
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	136	217	274	82	115	82	178
Spese	280	325	286	204	208	210	214
Totale attivo ...	12.214	14.225	16.839	12.414	14.028	12.776	14.297
PASSIVO							
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	8.748	6.480	7.262	6.475	7.357
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ .	193	106	316	51	72	67	65
Conti correnti liberi	284	266	180	55	86	232	100
Conti correnti vincolati ⁹	3.288	4.327	4.336	4.173	4.227	4.318	4.156
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	1.377	613	1.191	623	1.381
Servizi diversi per conto dello Stato	89	149	139	97	90	97	90
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	428	27	30	26	29
Fondi accantonati	407	505	505	406	503	405	502
Partite varie	203	314	454	257	301	270	343
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	23	16	22	16	22
Fondo di riserva straordinario	10	14	21	14	20	14	20
Rendite	299	349	312	225	224	233	232
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.225	16.839	12.414	14.028	12.776	14.297
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	10.526	6.632	7.975	6.840	8.222
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	10	12	10	12	12	13	14
² » aziende di credito	605	649	687	594	687	594	686
» istituti speciali	371	398	417	398	418	398	417
³ » aziende di credito	817	861	2.298	684	814	530	1.048
» altri	25	24	14	16	16	14	15
⁴ » c/c ordinario	1.687	2.404	1.195	2.445	1.435	2.328	1.111
⁵ » titoli di stato e ob- { BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro { a breve ... altri	175	549	207	549	207	549	207
⁶ » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	3.046	3.726	4.853	3.160	4.253	3.356	4.253
⁷ » biglietti presso il Tesoro ...	189	216	250	216	255	216	255
⁸ » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	3	6	n.d.	6	7	8	9
⁹ » vaglia cambiari	26	25	43	22	24	25	34
» per riserve obbligatorie	3.288	4.018	4.331	3.851	4.140	3.882	4.139

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
AKTIVA				
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162
Postscheckguthaben	418	470	451	447
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992
darunter : a) an I.W.F.	670	2.082	...	...
b) an Weltbank	1.447	1.644	1.544	1.925
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	331	243	155	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655
	53.869	58.711	58.696	84.890
PASSIVA				
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231
<i>Öffentliche Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.987
<i>Anderer inländischen Einlegern</i>	334	377	373	400
Sondereinlagen	—	—	—	5.382
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i>	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441
	53.869	58.711	58.696	84.890

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1971 31. Dezember	1972 31. Dezember	1972 7. Februar	1973 7. Februar	1972 7. März	1973 7. März
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	62.219	77.388	65.261	80.428	66.451	94.161
Gold	14.688	13.971	14.689	13.997	14.689	13.997
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	37.638	52.221	39.848	54.871	41.310	69.280
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.000	1.993	2.000	2.485	1.750	1.836
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechten	5.581	6.712	6.272	6.605	6.263	6.585
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.308	2.437	2.449	2.467	2.434	2.461
Sorten	4	4	3	3	5	2
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.811	20.178	16.168	18.338	18.546	13.951
Inlandswechsel	15.802	17.847	14.662	17.273	16.515	11.300
Auslandswechsel	1.612	1.185	1.437	990	1.574	612
Lombardforderungen	1.397	1.146	69	75	457	2.039
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	8.987	10.401	8.814	8.751
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	263	1.718	90	68
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	—	—	—	—	—
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	41	—	41	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	20	62	20	62
Kassenkredite (Buchkredite)	—	—	—	—	—	—
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	20	62	20	62
Wertpapiere	588	53	412	38	397	32
Deutsche Scheidemünzen	251	344	288	417	304	415
Postscheckguthaben	367	525	299	196	187	224
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	945	2.929	1.331	3.232
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	3.101	5.996	3.101	5.996	10.318
Insgesamt ...	98.139	115.716	98.376	115.910	102.046	131.146
PASSIVA						
Banknotenumlauf	39.494	44.504	37.387	40.832	37.658	42.263
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	31.282	49.937	32.649	58.810
auf Girokonten	32.590	46.364	31.261	49.912	32.629	58.785
sonstige	19	24	21	25	20	25
Einlagen von öffentlichen Haushalten	10.943	7.083	11.649	8.047	12.591	8.668
Bund	69	97	37	30	423	39
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	295	575	181	412
Länder	510	2.543	1.201	3.242	1.866	4.034
Andere öffentliche Einleger	67	58	25	33	29	37
Sondereinlagen	10.011	4.188	10.091	4.167	10.092	4.146
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.227	3.214	852	1.985	1.485	2.635
Bundesbahn	5	5	4	4	4	4
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postspar-kassenämter)	1.735	2.703	435	1.593	1.076	2.214
sonstige Einleger	487	506	413	388	405	417
Guthaben auf Sonderkosten Bardepot	—	1.336	—	1.579	22	1.203
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	967	916	930	800	954	3.652
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	912	786	937	3.636
sonstige	26	18	18	14	17	16
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	1.364	1.855	1.985	1.855	1.985	1.855
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	7.377	5.314	7.691	6.375
Rückstellungen	2.402	1.296	2.370	1.296	2.370	1.296
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	1.080	1.080	1.080	1.080
Sonstige Passiva	286	3.289	3.174	2.895	3.271	3.019
Insgesamt ...	98.139	115.716	98.376	115.910	102.046	131.146

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 7 février	1973 7 février	1972 7 mars	1973 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	11.356	11.435	11.821	11.879	11.880	11.893	11.879	11.893
Devises	5.601	5.793	8.441	10.323	10.021	8.742	9.748	10.525
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	1.442	1.851	1.851	4.278	4.278	4.278	4.278	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	108	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	281	613	328	81	76	106	77	101
Bons du Trésor de la Confédération ...	7	118	71	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	160	277	224	29	2	10	8	14
Titres :								
pouvant servir de couverture	17	43	51	6	—	—	—	—
autres	164	127	105	5	—	—	—	—
Correspondants en Suisse	100	89	83	72	23	29	25	17
Correspondants à l'étranger	22	20	25	23	18	35	22	27
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	—	—	1.244	1.244	1.244	1.244	1.243
Autres postes de l'actif	57	91	70	50	74	71	71	62
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	27.616	26.408	27.352	28.160

PASSIF								
Fonds propres	60	61	62	63	63	64	63	64
Billets en circulation	12.047	12.518	13.106	14.310	13.121	14.947	13.328	15.137
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	5.776	6.354	7.750	10.702	11.479	5.935	10.892	6.121
Autres engagements à vue	638	601	660	1.153	1.354	1.216	1.442	886
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	—	—	—	1.701	—	1.770
les engagements envers l'étranger	—	—	—	516	301	647	239	2.218
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	233	142	202	313	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	200	—	—	8	—	8
Autres postes du passif	561	781	1.090	933	985	1.577	1.075	1.643
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	27.616	26.408	27.352	28.160

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1971 30 novembre	1972 30 novembre	1972 31 janvier	1973 31 janvier
I. Or	4.397	4.174	4.229	4.306	4.398	4.084
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	55	36	58	53	52	48
III. Bons du Trésor	1.064	971	1.015	879	1.069	981
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	—	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	12.925	16.823	13.417	16.206	13.063	16.018
a) à 3 mois au maximum	9.266	13.188	9.943	12.822	8.794	12.418
b) à 3 mois au maximum (or)	169	—	141	35	200	—
c) à plus de 3 mois	3.490	3.635	3.333	3.349	4.035	3.600
d) à plus de 3 mois (or)	—	—	—	—	34	—
VI. Titres à terme :	11.073	4.170	11.906	4.200	11.005	4.177
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	85	103	95	113	58	41
b) à plus de 3 mois	192	—	181	—	219	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	9.970	2.307	10.839	2.587	9.755	2.738
b) à plus de 3 mois	826	1.760	791	1.500	973	1.398
VII. Divers	1	1	30	1	1	2
<i>Total de l'actif</i> ...	29.515	26.175	30.655	25.645	29.588	25.309

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1971 30 novembre	1972 30 novembre	1972 31 janvier	1973 31 janvier
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	331	453	331	453	331	453
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	144	205	144	205	144	205
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	37	61	37	61	37	61
4. Fonds de Réserve Libre	120	157	120	157	120	157
III. Dépôts (or) :	3.893	3.662	3.884	3.735	3.894	3.509
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.201	3.200	3.202	3.166	3.239	3.204
b) à 3 mois au maximum	261	214	196	280	201	231
c) à plus de 3 mois	262	76	327	76	287	41
2. Autres déposants :						
a) à vue	169	172	159	213	167	33
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	24.219	20.982	25.396	20.396	24.285	20.261
1. Banques centrales :						
a) à vue	34	352	59	286	28	323
b) à 3 mois au maximum	21.478	18.593	22.841	18.085	21.784	18.302
c) à plus de 3 mois	2.118	885	1.891	1.126	1.873	1.003
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	22	20	21	22	15
b) à 3 mois au maximum	534	1.044	532	765	531	538
c) à plus de 3 mois	36	86	50	113	47	80
V. Effets	487	487	495	486	484	481
a) à 3 mois au maximum	487	487	495	486	162	161
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	322	320
VI. Divers	202	212	164	195	211	226
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	82	78	84	79	82	78
<i>Total passif ...</i>	29.515	26.175	30.655	25.645	29.588	25.309

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

2. MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 24 janvier 1973

relatif à la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital-actions de la Banque asiatique de Développement (Moniteur du 7 mars 1973, p. 2916).

Article 1^{er}. — La souscription de la Belgique au capital-actions de la Banque asiatique de Développement est portée de 5 à 12,5 millions de dollars des Etats-Unis, conformément à la résolution n° 46 approuvée le 30 novembre 1971 par le Conseil des Gouverneurs de la Banque précitée, concernant l'augmentation, de U.S. \$ 1.650.000.000, de son capital-actions autorisé et des souscriptions y relatives.

.....

Loi du 7 mars 1973

modifiant la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne (Moniteur du 22 mars 1973, p. 3511).

Article unique. — L'alinéa 2 de l'article 23 de la loi du 10 juin 1964, sur les appels publics à l'épargne, modifié par l'article 14 de l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, est abrogé.

3. FINANCES PUBLIQUES

Décret du 19 janvier 1973

fixant le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle française (secteur Classes moyennes) pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 9 mars 1973, p. 3013).

Article unique. — Sont affectés aux dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972, afférentes au secteur Classes moyennes du budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle française (...) des crédits s'élevant à la somme de 135.500.000 francs.

Arrêté royal du 6 mars 1973

relatif à l'emprunt 7,25 p.c. 1973-1983, à contracter sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 8 mars 1973, p. 2960).

Arrêté ministériel du 8 mars 1973

fixant le prix d'émission de l'emprunt 7,25 p.c. 1973-1983 de la Société nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 9 mars 1973, p. 3015).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 7,25 p.c. 1973-1983 de la Société nationale des Chemins de fer belges est fixé à 98,50 p.c. de leur valeur nominale.

Arrêté royal du 14 mars 1973

modifiant les arrêtés royaux n° 1 du 23 juillet 1969, n° 2 du 7 novembre 1969 et n° 19 du 20 juillet 1970, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 20 mars 1973, p. 3398):

Arrêté royal du 16 mars 1973

tendant à reporter au 1^{er} juillet 1973 la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 juillet 1972 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 21 mars 1973, p. 3439).

Loi du 30 mars 1973

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1973 (Moniteur du 31 mars 1973, p. 3913).

5. INDUSTRIE

Arrêté royal du 2 janvier 1973

prolongeant l'arrêté royal du 27 janvier 1970 imposant la déclaration des stocks de diamant non taillé, ainsi que la déclaration de leur taille (Moniteur du 10 mars 1973, p. 3061).

Arrêté royal du 5 mars 1973

modifiant l'arrêté ministériel du 16 août 1956 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité et des stocks de certaines industries alimentaires (Moniteur du 22 mars 1973, p. 3524).

10. PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 1^{er} mars 1973

instituant des mesures transitoires en matière de prix (Moniteur du 6 mars 1973, p. 2861).

Article 1^{er}. — A titre transitoire, le délai visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration des hausses de prix, est fixé comme suit :

quatre mois pour toutes hausses de prix déclarées après l'entrée en vigueur du présent arrêté;

trois mois pour toutes hausses de prix déclarées à partir du 1^{er} juillet 1973;

deux mois pour toutes hausses de prix déclarées à partir du 1^{er} août 1973.

Art. 2. — Pour toutes déclarations de hausses introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour lesquelles le délai de deux mois prévu par l'article 1^{er}, § 1, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 précité n'est pas échu, ce délai est porté à quatre mois à compter de la déclaration.

.....

12. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2842/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Islande et arrêtant des dispositions pour son application (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 301, p. 1).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2844/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et la République portugaise et arrêtant des dispositions pour son application (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 301, p. 164).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de mars 1973. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Liber amicorum Fernand Collin aangeboden ter gelegenheid van zijn 75^e verjaardag op 18 december 1972. (Titres en néerlandais, français, anglais et allemand.) (*Kredietbank, Bruxelles, 1972, 268 p.*)

ROUSSEAUX R., De liquiditeitenmassa in België en Nederland. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXVII, n° 1, février 1973, pp. 73-89.*)

2. INFLATION - DEVALUATION - REEVALUATION - STABILISATION

Réunion du Conseil des Ministres de l'économie et des finances des Communautés Européennes (Luxembourg, 30/31-10-1972). Résolution sur les actions à mener contre l'inflation. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1973, pp. 79-88.*)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

BRUYNEEL A., Secret bancaire et fiscalité. (*Revue du Notariat belge, Bruxelles, IC, n° 2599, janvier 1973, pp. 6-20.*)

COLMET DAÂGE P., La « Direction par objectifs » dans la banque. (*Banque, Paris, n° 315, février 1973, pp. 131-134.*)

HUMBLE J. et ESMENARD M., Le « Management » par objectifs et la banque. (*Banque, Paris, n° 315, février 1973, pp. 135-141.*)

Les interventions en 1971 de la Commission Bancaire dans l'application des lois coordonnées. (*Revue pratique des Sociétés, Bruxelles, LXXI, n° 4, décembre 1972, pp. 335-360.*)

MARCILLE Y., Les relations bancaires franco-belges. (*Banque, Paris, n° 315, février 1973, pp. 111-115.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

MUSIN H., Vers l'uniformisation européenne de l'information sur les valeurs mobilières. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLVII, n° 11-12, décembre 1972, pp. 471-482.*)

SCHWARK E., Der Eurobond-Markt heute und morgen I. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort/Main, XXVI, cahier 3, 1^{er} février 1973, pp. 93-94.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

KIRKPATRICK J., Les conséquences des variations des taux de change en droit fiscal. (*La Revue fiscale, Bruxelles, XXIX, n° 10-11-12, décembre 1972, pp. 417-435.*)

Le Budget de l'Etat Belge pour 1973. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1973, pp. 13-48.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

La Conférence Nationale de l'Emploi. (*Courrier hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 592, 16 février 1973, pp. 1-22.*)

12. SECURITE SOCIALE

LAURENT A., Les prestations sociales dans les pays de la C.E.E. (*Documentation française, Notes et Etudes documentaires, Paris, n° 3961-3962, 12 février 1973, 68 p.*)

13. PRIX ET SALAIRES

Les coûts de la main-d'œuvre dans les banques, les assurances et le commerce de détail - 1970. (*Statistiques sociales, Bruxelles, n° 4, 1972, pp. 1-247.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

AYMON Ch., Conjoncture économique de la Communauté Européenne. (*S.E.D.E.I.S., Chroniques d'Actualité, Paris, VIII, n° 5, février 1973, pp. 127-137.*)

Conjoncture et inflation : un défi politique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 6, 9 février 1973, pp. 61-70.*)

SIAENS A. et autres, Problématiques conjoncturelles. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVII, n° 2, février 1973, pp. 9-15.*)

SIMONET H., Quelle Belgique voulons-nous ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, 71^e année, n° 253, novembre-décembre 1972, pp. 811-826.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

EYSKENS M., Le rôle de l'Etat dans l'économie mixte. (*Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, 1972, 31 p.*)

18. PREVISIONS ECONOMIQUES

VERHOOSSEL Ph., De economische vooruitzichten voor 1973. (*Ondernemen, Bruxelles, XXIX, n° 2, février 1973, pp. 67-71.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

DELMEE L., Structures de l'agriculture hennuyère. (*Bulletin économique du Hainaut, Mons, IV, n° 16, décembre 1972, pp. 8-22.*)

GRAINDORGE J., L'agriculture dans la Communauté Economique Européenne. (*S.E.D.E.I.S., Chroniques d'Actualité, Paris, VIII, n° 6, 28 février 1973, pp. 153-171.*)

Le secteur du vêtement de dessus en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 7, 16 février 1973, pp. 77-81.*)

21. ENTREPRISES

DE LEMBRE E., De cash-flow. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXVII, n° 1, février 1973, pp. 23-38.*)

La Société Générale de Belgique, 1822-1972. (*Société Générale de Belgique, Bulletin d'Information, Bruxelles, n° 11, décembre 1972, pp. 3-5.*)

NEUVILLE J., 18 mai 1973 : un centenaire : celui de la « libération » des sociétés anonymes. (*Courrier hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 594, 2 mars 1973, 27 p.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BARRE R., La réforme du système monétaire international. (*Banque, Paris, n° 315, février 1973, pp. 105-109.*)

Bretton Woods Revisited; Evaluations of the International Monetary Fund and the International Bank for Reconstruction and Development. (Papers Delivered at a Conference at Queen's University, Kingston, Canada.) (*Macmillan, Londres, 1972, XXIV + 138 p.*)

D'HAENZE M., Evolutions monétaires. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1973, pp. 49-64.*)

EINZIG P., A Secondary Market in SDRs? (*International Currency Review, Londres, V, n° 1, janvier-février 1973, pp. 14-17.*)

LAMBINET A., L'or indexé sans or, monnaie stable à cent pour cent, universelle en un temps record. (*Edit. du Marché Commun, Bruxelles, 1972, 68 p.*)

LARRE R., Comment je vois la réforme monétaire. (*Vision, Paris, n° 27, février 1973, pp. 37-40.*)

Le contrôle des mouvements de capitaux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 5, 2 février 1973, pp. 49-55.*)

New United States Balance-of-Payments Measures. (*World Financial Markets, New York, 23 février 1973, pp. 1-9.*)

SIAENS A. et autres, La crise monétaire : significations et conséquences. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVII, n° 2, février 1973, pp. 3-9.*)

TRIFFIN R., Prospects for International Monetary Reform. (*The Banker, Londres, n° 564, février 1973, pp. 133-138.*)

VINNEY L.C., Credit Creation in the Eurodollar Market : An Unresolved Issue. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XX, n° 1, janvier 1973, pp. 33-44.*)

VLERICK A.J., Discours prononcé à la réunion annuelle du Fonds Monétaire International et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (28-9-1972). (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1973, pp. 5-11.*)

WALLICH H.C. et autres, The Monetary Crisis of 1971. The Lessons to be Learned. (*Per Jacobsson Foundation, Washington, 1972, 84 p.*)

WILLIAMS D., Le marché de l'or - 1968-1972. (*Finances et Développement, Washington, IX, n° 4, décembre 1972, pp. 9-16.*)

27. TIERS MONDE

EPPLER E., La Communauté Européenne et le Tiers Monde. (*Socialisme, Bruxelles, XX, n° 115, février 1973, pp. 10-14.*)

LAULAN Y., Le développement du Tiers Monde est-il encore possible ? (*Tiers Monde, Paris, XIII, n° 52, octobre-décembre 1972, pp. 803-811.*)

Le capitalisme périphérique. (*Tiers Monde, Paris, XIII, n° 52, octobre-décembre 1972, pp. 691-789.*)

PAPANEEK G.F., Aid, Foreign Private Investment, Savings, and Growth in Less Developed Countries. (*Journal of Political Economy, Chicago, LXXXI, n° 1, janvier-février 1973, pp. 120-130.*)

Pour une nouvelle politique de coopération au développement. (*Documents, CEPESS, Bruxelles, XI, n° 5, octobre 1972, 128 p.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres ou adhérents des Communautés Européennes (Paris, 19 et 20-10-1972) et déclaration commune. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1973, pp. 65-77.*)

La première conférence au sommet de la Communauté élargie. (*Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, V, n° 10, octobre 1972, pp. 9-27.*)

KRAG J.O., La position des petits pays dans une Europe en voie d'intégration. (*Socialisme, Bruxelles, XX, n° 115, février 1973, pp. 31-34.*)

REITSMA A.J., et autres, De Europese monetaire unie. (*Martinus Nijhoff, La Haye, 1972, 104 p.*)

SPINELLI A., Bases d'une politique régionale et industrielle de la Communauté. (*Socialisme, Bruxelles, XX, n° 115, février 1973, pp. 63-68.*)

The European Community in the 1970's. (*Praeger, New York, XXII + 228 p.*)

UGEUX G., Union monétaire européenne et politiques économiques. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, XII, n° 1, janvier-février 1973, pp. 31-44.*)

VAN ALPHEN F.A., Perspectieven voor de fiscale harmonisatie binnen de Europese Gemeenschap. (*Maandblad voor Accountancy en Bedrijfshuishoudkunde, Haarlem, n° 2, février 1973, pp. 53-62.*)

VAUBEL R., Die Pläne für eine europäische Parallelwährung; ein Ueberblick. (*Die Weltwirtschaft, Tübingen, cahier n° 2, décembre 1972, pp. 136-153.*)

29. SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

PEYRELEVADE J., Les entreprises multinationales et les marchés monétaires internationaux. (*Revue d'Economie politique, Paris, 82^e année, n° 6, novembre-décembre 1972, pp. 1198-1215.*)

SELSDON L., The Multi-National Company and the National Stock Exchanges of the E.E.C. (*Euromoney, Londres, février 1973, pp. 29-31.*)

VON SIEMENS P., Les sociétés multinationales. Pionniers de l'intégration économique mondiale. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, 71^e année, n° 253, novembre-décembre 1972, pp. 890-897.*)

32. DIVERS

Yearbook of International Organizations. (*Union of International Associations, Bruxelles, 14^e édit., 1972-1973, 919 p.*)